

ouvert une ère de paix et de bonheur dans le monde.

« Du plus profond de mon cœur, je m'unis à la réception offerte aujourd'hui aux illustres représentants de ces potentats, parce que je sais que la paix et le bon accord sont encore le but de leurs vœux. Depuis vingt-quatre ans, nous voyons durer cet état de paix, et par conséquent de bonheur et de prospérité! Puisse-t-il continuer encore pendant de longues années! Je vois autour de moi tant d'hommes d'état distingués de toutes les parties de l'Europe, qu'il est bien possible que tous ne soient pas d'accord avec moi ou même entre eux sur plusieurs questions; mais tous, j'en réponds, se réunissent pour rendre hommage et respect à la femme distinguée qui tient le sceptre de ce royaume.

« Les illustres étrangers qui sont ici, et je m'en félicite pour l'Angleterre, ont eu pendant leur court séjour ici de nombreuses occasions de voir que le peuple de ce pays-ci avait l'amour du souverain et de la liberté dans le cœur; ils ont vu comment ils marchent les choses. En Angleterre, tout le monde rend, à qui de droit, hommage, respect honneur avec empressement. Tout le monde est sujet, je suis sujet comme un autre, et prêt à toute heure à faire un acte d'obéissance à mon souverain, parce que je sais qu'en agissant ainsi, moi et tous mes compatriotes nous assurons notre indépendance et notre honneur.

« Sous la protection d'un bon gouvernement, tout individu, grand ou petit, doit pousser à la route, quand l'occasion se présente, et aider en toutes choses le pouvoir exécutif. C'est ainsi que nous nous montrons dignes de la liberté, et que nous nous ferons respecter par toutes les nations.

« Le LORD-MAIRE a ensuite porté un toast aux souverains et aux états dont les représentants ont bien voulu honorer de leur présence la fête de ce jour. (On a bu trois fois trois.)

« Le PRINCE ESTERHAZY a répondu au nom de tous les ambassadeurs étrangers.

« Le toast suivant a été: « A LL. AA. RR. les princes étrangers qui ont honoré la Cité de Londres de leur présence à la fête de ce jour. (Trois fois trois.)

« Le DUC DE NEMOURS a remercié au nom des princes étrangers, en quelques mots qui ont été couverts d'applaudissements.

« Le LORD-MAIRE a proposé ensuite un toast aux ministres de S. M.

« LORD MELBOURNE a remercié au nom des membres du cabinet, et a dit qu'il profitait avec empressement de l'occasion qui lui était offerte de rendre un juste hommage aux bons sentiments et au patriotisme de la cité de Londres. Il a ajouté qu'il ne pouvait que la féliciter de la présence de tant d'illustres personnages, envoyés en Angleterre par les différentes cours de l'Europe, pour assister au couronnement de la jeune reine d'Angleterre; il pensait que ce grand et mémorable événement était un heureux présage de la continuation du bon accord qui règne entre ces nations; ce qui ne peut qu'augmenter non seulement le bien-être et la prospérité de ces nations, mais encore celle de tout le monde civilisé. (Tonnerre d'applaudissements.)

« Après un toast porté à la prospérité de la ville de Londres et à son commerce, son PETIT LAUREAT a porté, avec l'autorisation du lord-maire, des paroles réunies du feld-marchal duc de Wellington et du maréchal Soult, duc de Dalmatie. Ce toast a été accueilli, comme on le pense bien par un tonnerre d'applaudissements. Un grand nombre de convives montent sur leurs chaises pour voir les deux guerriers qui se sont levés pour prendre la parole.

« Le DUC DE WELLINGTON. Je sens profondément l'honneur qui m'est fait en ce jour de me voir associé avec un homme aussi illustre que moi. C'est un vœu de joindre la santé à la bienvenue. Je réjouis de voir que les talents et les services d'un illustre étranger qui est ici parmi nous ont été dignement appréciés par le peuple anglais, et je ne doute pas que l'illustre hôte de la ville

de Londres n'apprécie aussi de son côté les sentiments de cordialité qu'on n'a cessé de manifester à son égard depuis son arrivée dans notre pays. Je suis ravi, pour ma part, que le roi des Français ait fait un pareil choix. Dans la lutte gigantesque à laquelle j'ai pris part jusqu'à la conclusion de la paix, je n'ai jamais eu de querelles personnelles, d'animosité personnelle, je me suis toujours senti le plus profond respect pour la personne de mon grand antagoniste.

« Les acclamations de toute la salle n'ont pas permis d'entendre les dernières paroles du duc de Wellington. Le maréchal Soult, qui était à deux places environ de S. G., faisait la plus grande attention à ses paroles, qui lui étaient en outre traduites par son voisin.

« Le MARÉCHAL SOULT a prononcé ensuite un discours en français. Sa voix était affaiblie par sa profonde émotion.

« Les paroles du duc de Wellington ont pénétré au fond de mon cœur, et je suis d'autant plus touché que je ne connais pas d'homme d'un esprit plus élevé, ni d'adversaire plus intrépide et plus généreux. C'est sur le champ de bataille que j'ai appris à estimer la valeur et les promesses de l'armée anglaise. Mais aujourd'hui ce n'est plus temps de recourir aux armes. Aussi je n'ai vu dans la réception qu'on a bien voulu me faire qu'une nouvelle garantie de l'amitié et de la cordialité qui existent entre le roi des Français et S. M. la reine d'Angleterre. Il faut qu'il y ait désormais entre la France et l'Angleterre, une alliance perpétuelle. (Tonnerre d'applaudissements.) Faisant ensuite allusion à l'hospitalité avec laquelle on le traitait, le maréchal a dit: « J'espère que le noble duc me fournira l'occasion de prendre un jour ma revanche en France. »

« De nouveaux applaudissements ont retenti dans toute la salle, au moment où l'illustre maréchal s'est assis, après avoir proposé un toast à l'armée anglaise et particulièrement à son général, loyal et illustre chef, le duc de Wellington.

« Après des toasts à l'archevêque de Cantorbéry, aux évêques, à l'orateur de la chambre des communes, aux communes d'Angleterre, à la prospérité et au commerce de la cité de Londres, le duc de Richmond a terminé à onze heures le dîner par un toast, dont n'a pas manqué de le remercier le lord-maire.

#### DE L'AVENIR DE L'INDUSTRIE.

(Suite et Fin.)

On a ri il y a vingt ans, au théâtre des Variétés, d'un honnête lampiste nommé M. Lantimé, représenté par l'inimitable Potier, qui prétendait éclairer tout Paris avec un seul quinquet, un immense quinquet. Il ne faut jurer de rien; ce qui est une facétieuse hyperbole dans un temps devient plus tard une réalité. Voici M. Gaudin qui, par l'application de l'appareil Drummond, pense qu'on pourrait éclairer Paris avec un seul fanal soutenu à une grande hauteur comme un soleil artificiel. La combinaison de plusieurs substances avec l'oxygène, et surtout la chaux et les essences, produit selon lui une lumière sidérale infiniment plus intense et bien moins coûteuse que celle obtenue du gaz mis en combustion par l'air ambiant. Ainsi, grâce à l'industrie, les cités jouiront, pendant la nuit, d'une lumière artificielle égale à celle du jour, ce qui produira de grands avantages et rendra inutiles les lanternes des voitures et les affiches-réverbères du quai de la Mégisserie.

Un des grands perfectionnements des principales découvertes, c'est la recherche et l'application des procédés économiques par lesquels les inventions tendent à se généraliser. C'est ainsi que, pour les chemins de fer et les canaux, on a cherché le moyen d'opérer par la mécanique les travaux de déblais et des remblais qui sont les plus coûteux. Il paraît qu'on y est arrivé, si l'on en croit l'annonce d'une machine mue par la vapeur et qui, dirigée par deux hommes, rendrait la main-d'œuvre de vingt ouvriers. Ce serait une

bonne fortune pour les concessionnaires de chemins de fer qu'un semblable appareil, et il est à désirer que l'épreuve confirme les espérances conçues d'après la promesse de l'inventeur. Il est beaucoup de choses qu'on peut faire à force d'argent, mais l'obstacle est dans la dépense même. Simplifier, économiser, c'est par là qu'on arrive à rendre les invitations générales dans leur application, faciles et peu dispendieuses dans leur exécution.

Les plus belles découvertes dans leurs principes, alors même qu'elles agissent, peuvent être considérées comme étant à l'état de théories, tant qu'elles n'ont pas acquis tout le développement dont elles sont susceptibles. Voyez quelle distance il y a de la typographie actuelle, avec ses presses mécaniques, ses clichés et ses moyens simples et rapides d'exécution, à ce qu'elle était au 15<sup>e</sup> siècle! Il en est de même de la navigation, des fabriques de toute espèce et même de l'agriculture. Chaque siècle ajoute son contingent à la masse des connaissances acquises dans les siècles antérieurs. La maison rustique d'aujourd'hui ne ressemble guère à celle des *Georgiques* de Virgile.

Toutefois, il y a des époques privilégiées où l'esprit humain s'élève comme d'un bond bien au-delà de sa marche ordinaire. La poudre, l'imprimerie, la boussole, le thermomètre sont venus à peu de distance l'un de l'autre pour agrandir tout d'un coup l'horizon de l'intelligence, et créer une civilisation nouvelle en multipliant les rapports des familles sociales entre elles. De nos jours, le télégraphe, la vapeur, les chemins de fer, le gaz et les asphaltes, les mécaniques, le sucre de betteraves, ont considérablement étendu le cercle et ouvert une ère nouvelle qui sera féconde en résultats moraux et matériels. Nous disons moraux, parce que le concours de tant de merveilles cache une pensée qui ne nous est pas encore révélée, et nous sera connue quand le temps sera venu. Nous travaillons un peu comme les taupes et les abeilles, dans l'obscurité; mais la lumière se fera.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que tout cela est le résultat de vingt-trois ans de paix européenne, phénomène depuis longtemps inconnu. Est-ce la paix qui a développé l'industrie? Est-ce l'industrie qui, en se développant, a fait une nécessité de la paix? C'est là une curieuse question à examiner. Disons quant à présent qu'il y a eu probablement influence de l'une sur l'autre, et que si la paix a créé tant d'intérêts positifs, les intérêts de leur côté, ont porté les esprits vers le maintien de la paix.

Toutefois, c'est une grande et intéressante époque que celle-ci, et il y a plaisir à vivre, ne fût-ce que par curiosité. Les vieillards peuvent se plaindre d'être venus trop tard; les jeunes gens ont devant eux un bel avenir. La cause principale de ce que nous voyons est l'application des intelligences à l'étude des lois de la création. Dans notre orgueil, nous nous disons inventeurs; mais nous ne faisons qu'explorer, approfondir, analyser et trouver enfin les conditions et les propriétés des éléments que le créateur, ou le véritable inventeur, a mis à notre disposition. Nous nous donc de tous ces biens sans en abuser, sans trop en tirer vanité. Naviguons rapidement sur les mers et sur les flèves, controns sur les trottoirs d'asphalte, chassons les ténèbres de nos rues et de nos demeures avec la lumière Drummond, écrivons sur le papier mais, buvons l'eau de la Seine épurée et clarifiée dans les fontaines publiques; tout cela est bon, tout cela double la durée de la vie en la simplifiant, en resserrant le temps et les espaces. Il est impossible qu'une si grande révolution dans l'ordre matériel ne prépare pas pour le monde une situation morale et politique meilleure, car après la matière viendront les idées qui conservent. E. I.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia — Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 1<sup>er</sup> AOUT 1838.

ON S'ABONNE A BASTIA

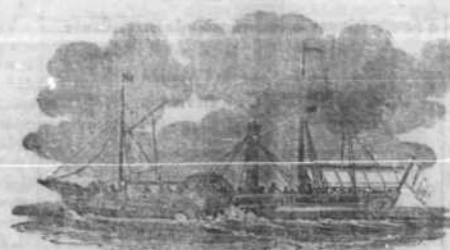
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-correspondant de L'ÉPÉELETIERE BOURGOIN et C<sup>ie</sup>, Place de la Bourse N° 5.

P. DESTIENNE et C<sup>ie</sup> rue Caillon N° 13

PIERRE DE LA BOULLE rue St Honoré N° 297, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



# L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## COLLÈGE DE BASTIA.

DISTRIBUTION DES PRIX.

Pour l'année scolaire 1837-38.

### TROISIÈME

Excellence.

Prix. Montera (Hyacinthe) déjà nommé.  
Acc. Mariani (Jean) de Bastia.

Thème latin.

Prix. Montera (Hyacinthe) déjà nommé.  
Acc. Mariani (Jean) déjà nommé.

Version latine.

Prix. Montera (Hyacinthe) déjà nommé.  
Acc. Mariani (Jean) déjà nommé.

Vers latins.

Prix. Mariani (Jean) déjà nommé.  
Acc. Montera (Hyacinthe) déjà nommé.

Version grecque.

Prix. Mariani (Jean) déjà nommé.  
Acc. Montera (Hyacinthe) déjà nommé.

Histoire et Géographie.

Prix. Mariani (Jean) déjà nommé.  
Acc. Montera (Hyacinthe) déjà nommé.

L'élève Giuseppe ayant été malade à plusieurs reprises et ayant ainsi perdu un certain nombre de compositions annuelles qui auraient pu lui être avantageuses, mais s'étant constamment distingué par son travail et sa conduite; on a cru juste de lui accorder un prix d'encouragement.

### QUATRIÈME.

Excellence.

Prix. Colonna d'Istria de Bastia.  
Acc. Piazza (Charles) de Bastia.

Vers latins.

Prix. Negroni (Jean) de Bastia.  
Acc. Colonna d'Istria déjà nommé.

Version latine.

Prix. Colonna d'Istria déjà nommé.  
Acc. Furiani (Louis) de Bastia.

Thème latin.

Prix. Colonna d'Istria déjà nommé.  
Acc. Piazza (Charles) déjà nommé.

Version grecque.

Prix. Colonna d'Istria déjà nommé.  
Acc. Negroni (Jean) déjà nommé.

Histoire et Géographie.

Prix. Colonna d'Istria déjà nommé.  
Acc. Negroni (Charles) déjà nommé.

### CINQUIÈME.

Excellence.

Prix. Romani (Paul) de Bastia.  
1<sup>er</sup> Acc. Papi (Marc) de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Moretti (Félicien) de Bastia.

Version latine.

Prix. Moretti (Félicien) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Romani (Paul) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Corsi (Patrice) de Talasani.

Thème latin.

Prix. Romani (Paul) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Papi (Marc) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Pignoni (Antoine) de Bastia.

Version grecque.

Prix. Romani (Paul) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. De Gentile (Alexandre) de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Pignoni (Antoine) déjà nommé.

Histoire et Géographie.

Prix. Papi (Marc) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Romani (Paul) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Benedetti (Vincent) de Bastia.

### SIXIÈME.

Excellence.

Prix. Santelli (J.-B.) de Bastia.  
1<sup>er</sup> Acc. Mentrié (Louis) de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Dyonnet (Adolphe) de Bastia.

Version latine.

Prix. Santelli (J.-B.) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Mentrié (Louis) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Dyonnet (Adolphe) déjà nommé.

Thème latin.

Prix. Santelli (J.-B.) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Mentrié (Louis) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Dyonnet (Adolphe) déjà nommé.

Orthographe et Analyse.

Prix. Mentrié (Louis) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Santelli (J.-B.) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Eynaud (Jean) de Bastia.

### SEPTIÈME.

Excellence.

Prix. Aimò (Vincent) de Bastia.  
1<sup>er</sup> Acc. Aimò (Barthélemy) de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Sisco (Jules) de Bastia.

Version latine.

Prix. Aimò (Vincent) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Grandvalet (Adolphe) de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Firpi (Jean) de Bastia.

Thème latin.

Prix. Aimò (Vincent) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Aimò (Barthélemy) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Sisco (Jules) déjà nommé.

Orthographe et Analyse.

Prix. Dellor (J.-B.) de Bastia.  
1<sup>er</sup> Acc. Aimò (Vincent) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Aimò (Barthélemy) déjà nommé.

### CLASSE ÉLÉMENTAIRE.

Prix. Marchi (Jacques) de Bastia.  
1<sup>er</sup> Acc. Santa-Maria de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Fabiani (Jean) de Bastia.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 194.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16

POUR SIX MOIS . . . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . . . 20

POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



L'élève Benedetti, s'étant constamment distingué pour son travail et toute sa conduite, il lui est décerné un prix d'encouragement.

## CLASSE SPÉCIALE DE FRANÇAIS.

Excellence.

Prix. Géro (Vincent) de Bastia.  
1<sup>er</sup> Acc. Nicorelli (Dominique) de Bastia.  
2<sup>e</sup> Acc. Bonelli (Alexandre) de Bastia.

Version Italienne.

Prix. Bonelli (Alexandre) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Géro (Vincent) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Nicorelli (Dominique) déjà nommé.

Orthographe et Analyse grammaticale et logique.

Prix. Géro (Vincent) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Nicorelli (Dominique) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Montalti (Jean) de Bastia.

Histoire et Géographie.

Prix. Nicorelli (Dominique) déjà nommé.  
1<sup>er</sup> Acc. Géro (Vincent) déjà nommé.  
2<sup>e</sup> Acc. Bonelli (Alexandre) déjà nommé.

Dessin.

1<sup>er</sup> Prix. Simon Pietri de Cagnano.  
2<sup>e</sup> Prix. De Gentile de Bastia.

## BASTIA.

Si quelque chose pouvait nous faire oublier l'inqualifiable opposition faite au gouvernement lors des dernières élections, c'est à coup sûr, l'enthousiasme avec lequel le huitième anniversaire des grandes journées de Juillet a été célébré à Bastia. La joie expansive qui animait la population dimanche dernier, est venue nous confirmer, ce dont au reste nous n'avions jamais douté, combien est encore vif, dans le cœur de nos concitoyens, le souvenir de ce glorieux événement qui a ouvert à notre pays une ère de bonheur et de prospérité.

Nous n'entreprendrions pas de détailler ici les réjouissances publiques qui ont eu lieu à cette occasion. Une abondante distribution de pain et de vin aux pauvres familles, une messe solennelle, la revue des troupes de la garnison suivies d'exercices de feu, l'illumination des édifices publics et des maisons particulières, enfin, l'ascension d'un aérostat et un feu d'artifice tiré à l'extrémité du cours Louis-Philippe, composent les divertissements que les autorités civiles et militaires avaient combiné pour la célébration de cette fête nationale, qui a été terminée par une brillante

soirée donnée par M. le lieutenant-général commandant la 17<sup>e</sup> division militaire.

Nous n'avons à cet égard qu'à exprimer un regret; c'est la suppression du *Te Deum* que dans cette commémoration populaire, on était dans l'habitude de chanter après la messe. Ces mille voix qui s'élevaient au Ciel en action de grâces et de remerciement d'une victoire remportée par le droit contre le parjure, donnaient à cette auguste cérémonie une couleur religieuse qui s'harmonisait parfaitement, dans l'esprit du peuple, avec ses croyances et le triomphe de la justice et de la liberté. Cette malencontreuse innovation serait-elle le fait d'un simple oubli? Nous désirons qu'il en soit ainsi: Car nous répugnerions à croire que le hautclergé de Paris eût voulu essayer d'élever dans un pareil moment, et contre ses intérêts, un conflit inégal qui compromettrait infailliblement l'ascendant que ses vertus et la modération dont il a fait preuve depuis 1830, lui ont si justement acquis.

Du reste partout le plus grand ordre a régné. Partout aussi, au milieu de cette foule qui se pressait sur les places publiques le nom du Roi était mêlé au nom glorieux de notre immortelle révolution et répété avec bonheur et reconnaissance.

#### INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le recteur de l'académie de Corse, chevalier de la légion d'honneur.

Vu le règlement du 15 octobre 1833 concernant l'école Normale primaire d'Ajaccio.

##### ARRÊTÉ :

Art. 1.<sup>er</sup> Le concours pour vingt places d'élèves maîtres à l'école Normale sera ouvert le 2 septembre prochain dans une des salles du collège d'Ajaccio, par devant la commission d'examen pour l'instruction primaire. La voie du sort déterminera dans quel ordre les candidats seront examinés.

Art. 2. Les épreuves du concours auront lieu sur l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, la traduction du français en italien et de l'italien en français, les éléments de grammaire française et de grammaire italienne, l'arithmétique, le système métrique et ses applications, le dessin linéaire, les premières notions de géographie et d'histoire.

Il sera tenu compte aux candidats des connaissances qu'ils auront acquises au-delà du programme.

Art. 3. Nul n'est admis à concourir s'il ne remplit les conditions suivantes:

1<sup>o</sup> Il doit être âgé de 16 ans au moins et de 20 ans au plus.

2<sup>o</sup> Présenter son extrait d'âge avec un certificat de moralité délivré par des autorités locales.

Art. 4. Les candidats doivent se faire inscrire cinq jours avant le concours au secrétariat de l'académie, où ils prendront connaissance des conditions imposées aux boursiers relativement à la fourniture du trousseau, aux cautionnements, aux engagements à prendre, etc.

Art. 5. Conformément aux réglemens concernant les Écoles Normales, l'admission des boursiers ne devient définitive qu'après l'examen

d'entrée fait par la commission de surveillance.

Fait à Ajaccio, le 18 juillet 1838.

Le Recteur de l'Académie.

Signé: L. DUVILLON.

Pour ampliation :

Le secrétaire de l'académie,

F. CAURO.

Les examens pour les jeunes gens qui se destinent à l'école spéciale militaire de St-Cyr et qui se sont fait inscrire à la préfecture de la Corse, en exécution de la circulaire de M. le ministre de la guerre, en date du 27 mars dernier, s'ouvriront à Toulon le 19 septembre prochain, et seront divisés en deux époques; le dernier examen aura lieu cinq jours après le premier.

Les examinateurs seront chargés, en outre, des examens des candidats aux écoles navale ou forestière.

Quant aux examens concernant l'école polytechnique, ils auront lieu le 20 septembre; mais le centre d'examen pour les jeunes gens de la Corse, est Avignon.

Par arrêté de la préfecture, du 19 juillet courant, les électeurs départementaux du canton de Castifao ont été convoqués, pour le 7 août prochain, à l'effet de procéder à l'élection d'un membre du conseil d'arrondissement, en remplacement de M. Grimaldi d'Esdra, décédé.

Par un autre arrêté du 21 même mois, M. le préfet de la Corse a convoqué, pour le 5 août prochain, les électeurs départementaux de la circonscription de Nonza, Oletta et St-Florent, à l'effet d'élire un membre du conseil général, en remplacement de M. Morati, appelé aux fonctions de conseiller de préfecture de ce département.

#### ADMINISTRATION DES POSTES.

A dater du 1<sup>er</sup> août prochain, le départ du paquebot d'Ajaccio pour Toulon aura lieu le lundi.

Le public est prévenu que le bureau des postes de Bastia fera dépêche pour le continent, par la voie d'Ajaccio, le samedi au lieu du Vendredi à 6 heures du matin; la dernière levée de la boîte sera faite à 5 heures et demie.

— La nomination faite par Mgr. l'évêque d'Ajaccio de M. l'abbé Ceccaldi à la cure de Salice, vient d'être agréée par ordonnance royale en date du 12 de ce mois.

— Par arrêté de M. le ministre des finances, en date du 17 du courant, M. Mastracci Ignace, a été nommé à la perception de Calacuccia.

— M. Capifali, surnuméraire de l'enregistrement et des domaines, a été nommé receveur au bureau de Bonifacio.

TOULON, 28 juillet. — (Correspondance particulière de l'INSULAIRE.)

La corvette de charge la *Caravane*, commandée par M. Lartigue, lieutenant de vaisseau, est arrivée hier sur notre rade, venant d'Alger, d'où elle ramène des passagers militaires.

La corvette de charge *La Fortune*, commandée par M. Launay Oulay, capitaine de frégate, a mis sous voiles ce matin à 6 heures 1/2 allant dans le Mexique, lieu de sa destination. Ce bâtiment a à son bord des dépêches et des vivres, pour les bâtiments en station.

Le bateau à vapeur le *Scamandre*, a mouillé à l'instant sur notre rade, je pense qu'il est en relâche dans notre port, pour faire quelques légères réparations.

Le bateau à vapeur le *Vautour*, commandé par M. Pallu-Duparc, lieutenant de vaisseau, partira demain pour Alger, portant la correspondance et des passagers militaires.

Les corvettes le *Tarn* et l'*Egerie*, ayant terminé leurs chargemens sortirent du port lundi et partiront sous peu pour Alger.

— Voici la désignation des corps d'infanterie dont l'inspection a été confiée à M. le général Tiburce Sebastiani pour l'année 1838.

20<sup>e</sup> léger en Corse. — 18<sup>e</sup> de ligne à Marseille.

12<sup>e</sup> de ligne à Marseille et à Toulon. — 13<sup>e</sup> de ligne à Toulon. — Dépôt du 12<sup>e</sup> de ligne à Aix.

48<sup>e</sup> de ligne à Aix. — 23<sup>e</sup> de ligne à Salon.

1<sup>er</sup> de ligne à Antibes. — 63<sup>e</sup> de ligne à Toulon.

2<sup>e</sup> léger à Draguignan. — 11<sup>e</sup> de ligne à Avignon. — 62<sup>e</sup> de ligne à Avignon. — 24<sup>e</sup> de ligne à Tarascon. — 8<sup>e</sup> compagnie fusiliers vétérans aux Iles d'Hyères. — 9<sup>e</sup> compagnie idem à Sisteron. — 13<sup>e</sup> compagnie idem à Digne.

#### NOUVELLES DIVERSES.

S E. Le comte Sebastiani a donné un grand dîner, auquel ont assisté le prince Esterhazy, le comte Pozzo di Borgo, le prince et la princesse de Schwarzenberg, le comte et la comtesse Stroganoff, le prince de Ligne; le comte et la comtesse Ludolf, le marquis de Miralflors, le prince Putbus; le baron Bolow, le baron et la baronne Van Capellen, le marquis et la marquise de Brigoles, le duc et la duchesse de Palmella, le vicomte Melbourne, le vicomte Palmerston, le marquis et la marquise de Laydowne, lord et lady John Russell, le comte Gustave de Lowenheim, le général comte Allen et le maréchal Soult.

(Morning Chronicle.)

— Les lettres reçues aujourd'hui du Mexique sont postérieures de trois jours à celles qui sont arrivées hier. La flotte française allait se concentrer à la Vera-Cruz avec l'intention de bombarder cette ville et d'attaquer le château de St-Jean d'Ulloa, les Mexicains ne voulant adhérer à aucune proposition. Santa-Anna avait été appelé au commandement des troupes mexicaines et faisait des préparatifs pour résister aux attaques des Français.

(Globe)

— Le bruit court que l'affaire Hollandaise a été arrangée par les membres de la conférence, réunis en ce moment à Londres. Cette nouvelle a eu pour effet de faire hausser les fonds Hollandais.

(Idem.)

— Il résulte de nos correspondances de Constantinople, en date du 27, que l'on doute beaucoup de la destination toute pacifique de l'escadre ottomane et des projets de conciliation du Sultan. Toutefois, l'acte par lequel Méhémet n'a pas craint de lever le masque donne aux puissances européennes un prétexte légitime pour intervenir et faire respecter la paix. Tahir-Pacha a été encore une fois rappelé auprès du Sultan.

(Nouveliste.)

— On écrit de Londres: « Il vient d'être décidé, entre notre cabinet et celui des Tuileries que les représentations faites au pacha d'Egypte, dans le but d'obtenir de lui qu'il diffère sa déclaration d'indépendance, seront appuyées par une flotte combinée anglo-française. Si Méhémet Ali persiste dans sa résolution de se déclarer indépendant, et que la Russie voudrait intervenir activement pour anéantir la puissance Egyptienne, nous pourrions assurer que la flotte

combinée a reçu des instructions pour s'opposer le cas échéant à l'intervention russe.

— La France et l'Angleterre sont décidées à soutenir le système de non intervention en Orient et à exiger que le différend survenu entre la Porte et son Vassal, soit en cas de persistance de la part du pacha, soumis à une conférence composée des cinq grandes puissances signataires du traité de Vienne.

BEAUCRETE, 23 juillet. — Voici jusqu'à ce moment, premier jour officiel de la foire, ce qu'on peut dire du mouvement des affaires: la draperie a été enlevée, mais à bas prix. Les calicots, les toiles peintes, les articles de Rouen se vendent très-bien et à de bons prix. Les marchands de Mulhouse, d'Alsace etc, ceux enfin qui occupent la rue dite des Couvertes, avaient plus conduit d'affaires dès le 20 que l'année dernière jusqu'au 25 et ils vendent toujours. En général le gros va très bien pour les vendeurs.

Nous avons ici un vent affreux, les marchands du pré perdent beaucoup à ce temps; la poussière des dévils et chaise des allées les promeneurs et les curieux venus à Beaucroire pour y passer le beau dimanche (Courrier du Midi.)

VIENNE, 12 juillet. — On expédie aujourd'hui, pour Milan, les joyaux de la couronne lombardo-légitime, parmi lesquels on remarque l'épée, le sceptre, le globe, la couronne et le manteau.

La couronne d'or est disposée de manière à ce que la couronne de fer qui existe à Monza peut y être adaptée. Le manteau bleu de ciel et bordé de revers jaune sur l'orange est richement brodé en or.

Après les cérémonies du couronnement, le superbe globe, le manteau et l'épée seront déposés à Venise jusqu'au prochain couronnement.

La couronne reste ici à Monza. On sait que les joyaux ont servi au couronnement de l'empereur Napoléon, ne pouvaient servir au couronnement qui doit avoir lieu à Milan.

(Mercure de France.)

— Nous lisons dans un journal belge: On est bien loin de soupçonner la puissance des ressources secrètes accumulées en Angleterre, dans les arsenaux de l'armée, pour un cas de guerre.

Ce sont des bateaux sous-marins des torpilles perfectionnées, des pompes qui lancent une pluie de feu sur les voiles ennemies, sans que le canon puisse entamer le bateau à vapeur qui la vomit, des fusées aquatiques à la congère qui vont de loin se ficher dans les flancs d'un navire, un moyen analogue à celui avec lequel on a fait dernièrement sauter un vaisseau sombré dans la Tamise, puis une foule d'inventions meurtrières que le gouvernement anglais achète de temps en temps, sans mot dire, en étouffant sous l'or la voix des inventeurs.

(Nouveliste.)

— Le différend survenu entre la France et la république Argentine est loin d'être tout-à-fait arrangé comme l'avaient fait espérer les nouvelles apportées en Angleterre par le *Bisson*. Il est arrivé des nouvelles postérieures, apportées par un négociant qui arrive de Rio-Janeiro; les choses étaient dans le même état. Il est probable, cependant, d'après les concessions faites par le général Rosas, que le blocus cessera bientôt.

— Parmi les livres de la bibliothèque de M. de Talleyrand, il en est un, dit-on, qui a une valeur considérable, malgré sa chétive apparence, mais on n'a pas voulu le soumettre à une estimation venale. C'est un exemplaire du Prince de Machiavel, annoté par M. de Talleyrand. C'était un ouvrage qu'un ennemi du vieux diplomate appelait son bréviaire politique.

— L'activité des constructions à Paris est aujourd'hui parvenue à un tel degré que les matériaux ont été près de manquer; ce qui n'était pas arrivé en 1818, ni en 1824, deux des époques où l'on éleva le plus des maisons dans Paris.

— C'est un peintre français, M. Clément Boulan-

ger, qui a été chargé, par le gouvernement anglais de faire le tableau du couronnement de la reine Victoria.

— Le célèbre astronome Herschell, qui a été créé baronnet à l'occasion du couronnement de la reine Victoria, est arrivé à Hanovre le 10 juillet, pour faire une visite à sa famille. M. Herschell a trouvé sa sœur, qui bien qu'arrivée à l'âge de 88 ans, manifeste encore le goût le plus prononcé pour les sciences et les arts, et jouit de la meilleure santé.

— On remarque dans ce moment à Anvers un taureau qui pèse 3000. Ce taureau provient des étables de feu Guillaume IV d'Angleterre. Il en a été tiré il y a trois ans.

— Un garçon de billard, résident à Saint-Petersbourg, a gagné, au dernier tirage de la loterie polonaise, le gros lot, qui est de 900,000 florins. Ce nouvel enrichi a éprouvé un tel saisissement quand on lui a annoncé cette bonne fortune, qu'il se trouve sérieusement malade.

— Voici les pensions des retraités qui ont été ordonnées dans le premier semestre de 1838: Lieutenans-généraux 4; maréchaux 13; sous-intendants militaires 1; colonels, 6; lieutenans-colonels 6; majors; commandants, 11; capitaines 91.

#### NOUVELLES DU LEVANT.

— La flotte du Capitan-pacha n'avait pas encore terminé son chargement de vivres de campagne qu'elle était sous voiles. On l'a vue le 3 juillet à Gallipoli où elle doit compléter ses vivres; elle est forte de 5 vaisseaux de ligne, 7 frégates et bâtiments légers; il reste encore 10 navires armés à Constantinople; la flotte n'avait pas encore passé les Dardanelles le 5. Le Capitan-pacha s'est embarqué le 30 juin sur un bateau à vapeur qui l'a transporté à bord du vaisseau amiral.

Askar pacha qui devait partir avec la flotte, pour se rendre à Tripoli dont il a été, dit-on, nommé Bey, n'a pu s'embarquer sur l'un des bâtiments de la flotte, ses préparatifs n'étant pas terminés. La corvette *Seri-Safer* a été mise à sa disposition.

À la première nouvelle du mouvement de la flotte turque, l'amiral Gallois a fait signal de mettre sous voiles aux bâtiments de sa division qui était mouillée en rade de Smyrne, et qui est partie le 1<sup>er</sup> juillet pour Ourlac; un brick a été envoyé des Dardanelles pour surveiller la flotte du Capitan-pacha.

— Le bateau à vapeur la *Confiance*, parti de Toulon le 8, quelques heures avant l'escadre de l'amiral Stopford, est arrivé le 11 à Malte. Il a annoncé que cette escadre devait toucher à Malte et de là se rendre à Malte, à l'exception de la corvette *Carestiort*, qui devait aller passer quelques jours devant Barcelonne avant d'aller aux Iles Ionniennes.

(Toulonnais.)

TOULON, 25 juillet. — Des lettres arrivées aujourd'hui par l'un des paquebots de la Méditerranée annoncent que l'amiral Gallois, dont l'escadre était au mouillage d'Ourlac, ayant aperçu l'escadre turque faisant route vers l'ouest, a suivi immédiatement cette escadre est arrivé avec elle devant Tunis, où il a rejoint, avec les bâtiments sous ses ordres, le vaisseau l'*Léna*, monté par M. l'amiral Lalande.

(L'Eclair de la Méditerranée.)

#### LOI SUR LES JUSTICES-DE-PAIX.

Art. 1<sup>er</sup>. Les juges-de-paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières en dernier ressort, jusqu'à la valeur de cent francs, et à charge d'appel, jusqu'à la valeur de deux cents francs.

Art. 2. Les juges-de-paix prononcent, sans appel, la valeur de cent francs, et à charge d'appel, jusqu'aux taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance;

Sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel;

Entre les voyageurs et les voituriers ou bateleurs, pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs;

Entre les voyageurs les carrossiers ou autres ouvriers, pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage.

Art. 3. Les juges-de-paix connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever;

Des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en restitution de baux, fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages; des expulsions des lieux et des demandes en validité de saisie-gagerie, le tout lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement, à Paris quatre cents francs, et deux cents francs partout ailleurs.

Si le prix principal du bail consiste en denrées ou prestations en nature, appréciables d'après les mercuriales, l'évaluation sera faite sur celle du jour de l'échéance, lorsqu'il s'agira du paiement des fermages; dans tous les autres cas, elle aura lieu suivant les mercuriales du mois qui aura précédé la demande. Si le prix principal du bail consiste en prestations non appréciables d'après les mercuriales, ou s'il s'agit de baux à colons partiaires, le juge-de-paix déterminera la compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution foncière de l'année courante, multiplié par cinq.

Art. 4. Les juges-de-paix connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance:

1<sup>o</sup> Des indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non jouissance provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté;

2<sup>o</sup> Des dégradations et pertes, dans les cas prévus par les art. 1732 et 1733 du code civil. Néanmoins le juge-de-paix ne connaît des pertes causées par incendie ou inondation que dans les limites posées par l'art. 1<sup>er</sup> de la présente loi.

Art. 5. Les juges-de-paix connaissent également, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever:

1<sup>o</sup> Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives à l'élégage des arbres ou haies, et au curage soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés.

2<sup>o</sup> Des réparations locatives des maisons ou fermes, mises par la loi à la charge du locataire;

3<sup>o</sup> Des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient, des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et réglemens relatifs à la jurisprudence des prud'hommes.

4<sup>o</sup> Des contestations relatives au paiement des nourrices, sauf ce qui est prescrit par les lois et réglemens d'administration publique à l'égard des bureaux de nourrices de la ville de Paris et de toutes les autres villes;

5<sup>o</sup> Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait, le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle.

Art. 6. Les juges-de-paix connaissent, en outre, à charge d'appel:

1° Des entreprises commises, dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins, sans préjudice des attributions de l'autorité administrative dans les cas déterminés par les lois et par les règlements; des dénonciations de nouvel ouvroir, plaintes, actions en réintégration et autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année;

2. Des actions en bornage et de celles relatives à la distance prescrite par la loi, les règles mens particuliers et l'usage des lieux, pour les plantations d'arbres ou de haies, lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés;

3. Des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil, lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées;

4. Des demandes en pension alimentaire n'excédant pas cent cinquante francs par an, et seulement lorsqu'elles seront formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil.

Art. 7. Les juges de paix connaissent de toutes les demandes reconventionnelles ou en compensation qui, par leur nature ou leur valeur, sont dans les limites de leur compétence, alors même que, dans les cas prévus par l'article 1er, ces demandes, réunies à la demande principale, s'élèveraient au-dessus de deux cents francs. Ils connaissent, en outre, à quelques sommes qu'elles puissent monter, des demandes reconventionnelles en dommages intérêts fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

8. Lorsque chacune des demandes principales, reconventionnelles ou en compensation, sera dans les limites de la compétence du juge de paix en dernier ressort, il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel.

Si l'une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcera sur toutes qu'en premier ressort.

Si la demande reconventionnelle ou en compensation excède les limites de compétence, il pourra, soit retenir le jugement de la demande principale, soit renvoyer, sur le tout, les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation.

Art. 9. Lorsque plusieurs demandes formées par la même partie seront réunies dans une même instance, le juge de paix ne prononcera qu'en premier ressort, si leur valeur totale s'élève au-dessus de cent francs, lors même que quelque une de ces demandes serait inférieure à cette somme. Il sera incompétent sur le tout, si ces demandes excèdent, par leur réunion, les limites de sa juridiction.

Art. 10. Dans le cas où la saisie-gagerie ne peut avoir lieu qu'en vertu de permission de justice, cette permission sera accordée par le juge de paix du lieu où la saisie devra être faite, toutes les fois que les causes rentrent dans sa compétence.

S'il y a opposition de la part des tiers pour des causes et pour des sommes qui, réunies, excèdent cette compétence, le jugement en sera déferé aux tribunaux de première instance.

Art. 11. L'exécution provisoire des jugements sera ordonnée dans tous les cas où il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation précédente dont il n'y a point eu appel.

Dans tous les autres cas, le juge pourra ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel, sans caution, lorsqu'il s'agira de pension alimentaire, ou lorsque la somme n'excèdera pas trois cents francs, et avec caution, au-dessous de cette somme.

La caution sera reçue par le juge-de-paix.

Art. 12. S'il y a péril en la demeure, l'exécution provisoire pourra être ordonnée sur la minute du jugement, avec ou sans caution, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Art. 13. L'appel des jugements des juges-de-paix sera recevable avant les trois jours qui suivront celui de la prononciation des jugements, à moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire,

ni après les trente jours qui suivront la signification à l'égard des personnes domiciliées dans le canton.

Les personnes domiciliées hors du canton auront, pour interjeter appel, outre le délai de trente jours, le délai réglé par les articles 73 et 1033 du Code de procédure civile.

(La suite au prochain numéro.)

Baccalauréat des lettres et des sciences. — M. LEMOINE dont l'établissement prend chaque jour une extension nouvelle grâce aux succès qu'obtiennent ses élèves dans les examens, vient de transférer sa classe préparatoire au Baccalauréat rue Pigale 9 (chaussée d'Antin) dans une des situations les plus saines et des mieux aérées de Paris. De nouveaux cours qui tous seront terminés avant le mois de Novembre, c'est à dire avant l'époque où doivent être prises les premières inscriptions de droit ou de médecine, s'ouvriront le 1er, le 8, le 15, et le 22 Aout.

Pour plus amples renseignements s'adresser, par lettres affranchies, à M. Lemoine rue Pigale 9, à Paris.

#### ANNONCES ET AVIS DIVERS.

##### FAILLITE.

Par jugement du 30 juillet 1838, le tribunal de commerce de Bastia, conformément à l'article 511 du code de commerce a fixé un nouveau délai pour la vérification des créances, des créanciers retardataires, et mis en demeure, de la faillite Castellini de Cervione, jusqu'au deux septembre prochain inclusivement.

Le greffier du dit tribunal,  
Signé : A. D. MARIOTTI.

Les expériences concluantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des Lois (5 août et 1er novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

#### SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

4, rue Caumartin, à Paris. Dépositaires: Cl. Lottero à Bastia Giuffard à l'Isle-Bouaye; De Nabili à Corte; Castelli à Bonifacio

#### LA CRÉOSOTE BILLARD, contre les MAUX DE DENTS.

Enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées. — Le flacon avec l'instruction. — Pharmaciens dépositaires. — Sampoio, à Ajaccio; Louis Gregori, à Bastia.

En vente chez les Frères Fabiani, Imprimeurs-Libraires à Bastia.

**NOVELLE**  
**STORICHE CORSE**  
DI F. O. RENUCCI.  
Rivedute, corrette ed accresciute di  
**SEI NOVELLE INEDITE.**  
Prezzo 1 franco 50 cent.

## MANUEL

### DU PRÊTEUR SUR HYPOTHÈQUE

ou  
RÉSUMÉ DES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA SÉRIÉTÉ DES CRÉANCES.

(Quatrième Édition.)

PAR A. DUFRAYER,  
1 vol. in-18; Prix : 2 francs.

Simple, clair et concis, ce livre est à la portée de tout le monde et convient particulièrement aux capitalistes qui dirigent eux-mêmes le placement de leurs fonds, aux juristes qui songent à nous donner une bonne loi sur les hypothèques, et en général à toutes les personnes qui sont en position de faire des prêts ou des emprunts hypothécaires.

### LES CODES DES CODES,

OU  
LES 21 CODES FRANÇAIS,  
ÉDITION COMPLÈTE

Conforme au texte de l'imprimerie royale.  
Un fort volume in-18 de 900 pages, relié en basane, 2 fr. 50 c.

MISSALE ROMANUM ex decreto Concilii tridentini institutum. In folio rouge et noir, belle édition fig. Romæ 1826, bien relié. 30 fr.

RITUALE romanum Paoli V jussu editum in 18 relié. 2

MANZONI I promessi sposi, con illustrazioni di Cantù, 3 gros vol. 16 jolies figures. 7  
— Le même relié. 10

PELLICO, Le mie Prigioni, con addizioni di Pietro Maroncelli, e notizie preliminari intorno all'autore 16. 2 50 c.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

##### ARRIVÉES.

Du 18 juillet au 1er Août 1838.  
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.  
Idem. tartane *l'Assomption*, cap. Osé.  
MARSEILLE, brick goélette *Balthazard*, c. Gastaud.

TOULON, Goélette d'Etat *l'Etoile*, cap. Denaus, lieutenant de vaisseau.

TOULON, bateau à vapeur *Golo*, cap. Valzi.  
CETTE, brick-goélette *le Printemps*, cap. Cambiaggio.

MARSEILLE, tartane *Pierge des Carmes*, cap. Monégia.

MARSEILLE, bombarde *Les deux Frères*, cap. Benigni.

TOULON, bateau à vapeur *Le Var*, cap. Valzi.

ARLES, mistick *la Rose*, cap. Sisco.

CERVIONE, mistick *la Conception*, cap. Santi.

##### DÉPARTS.

TOULON, bateau à vapeur *Le Var*, cap. Valzi.

MARSEILLE, Bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.

LIVOURNE, bouf *St-Joseph*, cap. Bertocci.

TOULON, Bateau à vapeur *Le Var*, cap. Valzi.

CERVIONE, tartane *l'Assomption*, cap. Osé.

CERVIONE, mistick *la Conception*, cap. Santi.

LIVOURNE, balancelle *St. Joseph*, c. Costigliola.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia — Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 8 AOUT 1838.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corresp<sup>de</sup> de LEPRELLIER BOURGEOIS

et C<sup>ie</sup>, Place de la Bourse N° 5.

P. DESTHILLES et C<sup>ie</sup> rue Caillon N° 13

PROPRETE DE LA BOULEVARD rue St Honoré

N° 297, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 195.

#### PAIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAIT LE 15 AOUT 1838.



## BASTIA.

### ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

Circumscription de Nona, Oletta et St Florent.

M. Antoine Gentile, a été élu membre du Conseil-général. Il n'y a eu d'autre concurrent.

Par arrêté de M. le préfet de la Corse, en date du 31 juillet dernier, la chasse est ouverte dans ce département à partir du 15 août courant.

On nous prie d'insérer la lettre suivante adressée au rédacteur de l'Echo:

Monsieur le rédacteur,

Le N° du 27 juillet dernier de votre feuille stipendiée contient un article, où les maires du département sont traités de concussionnaires, chefs de faction, et oppresseurs des populations, dont ils devraient être les tuteurs.

Il y a longtemps que dans votre haine aveugle pour l'administration que vous n'aimez pas, par la seule raison qu'elle fait le bien du pays, et que le pays sympathise avec elle, tout ce qu'il y a d'honorable et de respecté en Corse est devenu le jouet de vos calomnieuses imputations.

Les Maires n'ont pas raison de se plaindre, ils se trouvent en trop bonne compagnie, et d'ailleurs le public sait déjà à quoi s'en tenir sur vos assertions mensongères.

Revêtu de l'écharpe municipale ce dont je m'honore, et jaloux de la porter exempte de toute souillure, je me trouve dans la nécessité de vous observer, M. le rédacteur, qu'il y a de la lâcheté, non moins que de l'inconvenance, à confondre dans un faisceau, leur imputant des crimes odieux, tous les Maires de ce département, les vrais représentants du peuple.

Quand on a le courage de son opinion, et qu'on veut servir son pays, en signalant les fautes des fonctionnaires, il faut les appeler par leurs noms. S'ils sont calomniés ils sauront se défendre, s'ils ont trahi leurs devoirs ils se résigneront à subir le châtiment qui leur est dû.

On voit donc que vous n'avez jamais su comprendre la haute mission de la presse indépendante, et que vous prodiguez la louange et le blâme, selon vos vues et vos intérêts personnels.

Retournant aux maires, qui font l'objet de vos imputations, je vous prouverai quand vous voudrez, que vous avez été fiché que dans cet arrondissement de Corte, l'administration ait été trop juste et trop éclairvoyante. Ayant l'honneur d'être maire je suis sans doute au nombre de ceux dont vous avez voulu parler dans l'article cité. Je vous prie et au besoin je vous requiers d'insérer la présente dans votre plus prochain N°.

J'ai l'honneur d'être avec la considération qui vous est due, Monsieur le rédacteur,

Le maire de St-Pierre de Venaco,

F. A. COSTA.

St-Pierre de Venaco, le 1er août 1838.

On nous écrit d'Oran, le 24 juillet;

• Rien d'important dans nos environs, nous sommes tranquilles.

• On dit qu'Abd el Kader se trouve dans une position critique, mais vous le connaissez et savez qu'il est assez fin pour se tirer de tout mauvais pas.

• En arrivant devant Ain el Madi, Abd el Kader dit qu'il voulait avoir une conférence avec Tegni, chef des Arabes du désert et enfermé dans la ville. Ce chef se méfiant de la bonne foi de son ennemi, ne vint pas lui-même au rendez-vous qui lui était assigné, mais il y envoya un autre chef de grande réputation avec quarante cavaliers avec ordre de se dire Tegni.

• Abd el Kader se méfiant de cette ruse demanda à plusieurs reprises, lorsque ce chef fut en sa présence, où était Tegni et eut de la peine à croire que ce fut réellement lui qui fut ainsi venu se livrer. Les assurances l'ayant enfin convaincu, il détourna la tête de son cheval, signal convenu, et l'infanterie qui était derrière lui fit feu sur le prétendu Tegni et sa suite dont une partie fut tuée.

• Les habitants de la ville apprenant cette trahison sortirent en grand nombre, se réunirent à d'autres tribus et sous les ordres du véritable Tegni attaquèrent Abd el Kader avec furie. Il fut battu et obligé de se sauver après avoir perdu beaucoup de monde. Il est actuellement campé dans une gorge mais il est cerné par l'ennemi de manière qu'il n'ose ni rentrer ni aller de nouveau en avant, car dans le premier cas il serait perdu et

dans le second il n'a pas assez de force pour recommencer le combat.

Le *Moniteur* du 26 juillet contient diverses ordonnances dont l'une règle la sortie des munitions de guerre, des grains et farines de toutes sortes, par la frontière de terre des Pyrénées; l'autre ouvre le port de Boulogne à l'importation des laines et cotons filés, et ajoute le port de Canes à ceux qui ont été désignés par la loi du 21 avril 1818 pour l'admission en franchise de certains produits de l'île de Corse.

L'académie des sciences morales et politiques de l'institut a confié, dans sa dernière séance, à M. Blanqui, l'un de ses membres, la mission de parcourir la Corse et de lui faire un rapport sur la situation agricole et industrielle et morale de cette île.

Un nouveau conducteur des ponts-et-chaussées vient d'être attaché aux travaux extraordinaires de notre département, M. Veaux, conducteur embrigadé de 3me classe, a été désigné pour remplir cet emploi.

TOULON, 3 août. — (Correspondance particulière de L'INSULAIRE.)

Hier matin à 8 heures son altesse impériale, Leopold Frédéric d'Autriche est descendu à terre, elle a été saluée de 21 coups de canons par le bateau *Amiral*, aussitôt tous les bâtiments du port et de l'arsenal ont hissé leurs pavois. Le prince s'est rendu à la préfecture, un instant après il en sortit pour visiter l'arsenal, à dix heures il a été à bord de sa frégate.

A cinq heures du soir un dîner à la préfecture lui a été offert, tout le temps du dîner, la musique de la marine a joué des airs variés.

Le 4 août. Ce matin à 9 heures le prince a passé la revue des troupes de terre et de mer, après laquelle il est entré dans l'arsenal pour y visiter les salles des modèles et d'armes.

La corvette de charge la *Tarn*, commandé par M. Kersauson-Penindreff, capitaine de frégate, partira demain pour Alger, ayant à son bord divers matériaux et des passagers militaires.

Le bateau à vapeur le *Cocyte*, commandé par M. Maissais, lieutenant de vaisseau, part demain, pour Alger, portant la correspondance et des passagers militaires.

#### NOUVELLES DIVERSES.

— On lit dans le *Moniteur*:

• Aujourd'hui à onze du matin, S. A. R. madame la duchesse de Wurtemberg, fille du Roi, est heureusement accouchée d'un prince qui,

d'après les ordres de S. M., à reçu les présents de Philippe-Alexandre-Marie-Ernest.

M. le baron Pasquier, chancelier de France, et M. duc Decaze, grand-référendaire, accompagnés de M. Eugène Cauchy, garde des archives de la chambre des pairs, ont été appelés au palais de Neuilly pour recevoir l'acte de naissance du prince nouveau-né.

Cet acte a été dressé en présence de tous les membres de la famille royale, à l'exception de Mgr. le duc de Nemours, actuellement à Lunéville.

M. le comte Molé, président du conseil des ministres, des affaires étrangères, et M. Barthé, garde des sceaux y assistaient.

Les témoins désignés par le Roi étaient M. le duc de Choiseul, pair de France, aide-de-camp de S. M., et M. de Fleischmann, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Wurtemberg près S. M. le Roi des Français.

Ce soir, la princesse et le prince nouveau-né continuent à être dans l'état de santé le plus satisfaisant.

Le bulletin de la santé de la princesse Marie, envoyé le 31 au matin, aux Tuileries est tout satisfaisant. On attend sous peu de jours l'accouchement de la duchesse d'Orléans.

On lit dans le *Moniteur Parisien* :

« Quelques journaux ayant rapporté inexactement l'accident arrivé hier à la voiture du roi, nous rétablissons ce fait :

Aux approches de la barrière de l'Étoile, l'essieu de la voiture dans laquelle se trouvaient le roi et Mme Adélaïde, s'est rompu. S. M. ni madame n'ont éprouvé aucune contusion, et ont dû monter dans une voiture de suite où se trouvaient quelques personnes de leur maison. A la vue de l'accident arrivé à la voiture du roi, un grand nombre d'ouvriers qui étaient près de là, se sont empressés autour des augustes personnages, et se sont informés avec une vive sollicitude si le roi n'était point blessé. Sur sa réponse négative, ils ont témoigné une vive satisfaction dont Sa Majesté a été profondément touchée. »

On annonce qu'à son retour d'Angleterre, le maréchal Soult se rendra directement à Eu, où sera le roi pour rendre compte à S. M. de sa mission. A son retour d'Eu, le roi doit, dit-on, s'arrêter à Champlâtreux, dans le magnifique domaine de M. le comte Molé, et y prendre un déjeuner.

(Revue de Paris.)

On lit dans le *Moniteur Parisien* : « L'autorité était depuis long-temps informée que, dans une maison de la rue Neuve-des-Bons-Enfants, quelques républicains, membres de plusieurs sociétés secrètes, s'occupaient de confectionner des cartouches, dans le but de se livrer à quelque tentative coupable pendant les fêtes de Juillet, et elle faisait surveiller cette maison. Hier, le commissaire de police du quartier s'y est introduit, et il a en effet trouvé dans le local qui lui avait été désigné plusieurs individus travaillant à fabriquer des cartouches; on a saisi sur les lieux une grande quantité de munitions, et notamment plus de douze mille balles fondues, des mandrins, des moules et divers autres ustensiles servant à la confection des cartouches et à la fonte des balles. »

Les individus présents ont été immédiatement arrêtés en flagrant délit. La justice, déjà saisie de cette affaire, a commencé les informations auxquelles elle doit nécessairement donner lieu. »

A ces détails, nous joignons les suivants publiés par la *Gazette des Tribunaux* :

Dans la soirée du 26, M. Lenoir, commissaire de police du quartier de la Banque de France, s'est présenté, porteur d'un mandat de M. le préfet de police et accompagné d'agents, au domicile de M. R....., rue Neuve-des-Bons-Enfants, et a procédé à la saisie de 3 ou 4,000 cartouches confectionnées, d'autres en fabrication, d'un nombre très considérable de balles fraîchement fondues et d'une grande quantité de poudre. M. R....., sa femme, et cinq autres individus qui se trouvaient sur les lieux au moment de cette descente de justice, ont été mis en état d'arrestation et immédiatement dirigés sur la préfecture.

D'autres arrestations paraissent se rattacher au même fait ont été opérées hier, 27, dans différents quartiers de Paris.

M. le ministre des travaux publics de l'agriculture et du commerce, vient d'envoyer une circulaire aux préfets des départements pour les inviter à appeler de nouveau l'attention et l'intérêt des conseils généraux sur l'école centrale des arts et manufactures établie à Paris. M. le ministre engage aussi les préfets à faire connaître par les journaux des départements qu'un concours pour cette école sera ouvert dans les premiers jours d'octobre.

Le *Moniteur* publie ce matin la dépêche télégraphique suivante :

On écrit de Sen-d'Urgel, du 27, que le baron de Meer est entré à Salsona. Les insurgés se sont réfugiés à l'évêché et dans la cathédrale.

Le comte d'Espagne était à Ladurs.

On écrit de Valence, du 22, qu'Orca était à Teruel, Cabrera à Morella, de Merino à Chelva.

On écrit de Berlin, 19 juillet : On affirme ici que le prince Holstein-Grucksbourg est désigné comme le futur époux de la reine Vittoria.

Un ordre transmis par monseigneur Fornari, interzone de S. S. à Bruxelles, défend à tous les couvents existants en Belgique de recevoir à l'avenir des novices. Un pareil ordre, émané de Rome, est un fait hautement significatif.

On assure qu'un navire français, arrivé à Anvers de Rio-Janeiro, a apporté des lettres annonçant que le blocus de Buenos-Ayres a été levé par l'escadre française le 21 mai dernier, et que le gouvernement Buenos-Ayrien a résolu d'envoyer un ambassadeur à Paris pour terminer définitivement le différend. (Sun.)

On écrit de Port au Prince, à la date du 20 mai, que neuf des assassins du général Inginac ont été condamnés à mort, et que les autres complices, au nombre de huit, subiront trois ans de réclusion.

A la même date, cinq des condamnés à mort avaient été exécutés.

On lit dans le *Phare de la Manche* :

Des ordres sont arrivés pour presser l'armement de la frégate la *Reine-Blanche*, avec invitation d'envoyer au plus tôt au ministère de la marine les plans des emménagements de ce bâtiment, ce qui fait supposer qu'il est destiné à recevoir un grand personnage. Comme on a lu dans les journaux que le maréchal Soult avait obtenu du gouvernement anglais que les cendres de Napoléon fussent transférées de St.-Hélène en France, on croit généralement ici que la frégate la *Reine-Blanche*, va être montée par S. A. R. le prince de Joinville et qu'elle doit aller à l'île St.-Hélène chercher le cercueil du grand homme qui a donné à la France tant de gloire et de puissance.

On nous écrit de Naples, 10 juillet :

Rien de plus bizarre que les veillées de notre roi bien aimé. L'an dernier, il faisait abattre des têtes à Palerme; cette année-ci il hrasse de fatigues la garnison de Naples. Tous les soirs, à neuf heures, les troupes se rendent au champ-de-Mars, qui est à une lieue de Naples, et là, au clair de la lune sous les ordres de S. M. elles exécutent des marches et des manœuvres jusqu'à deux heures du matin, puis elles rentrent en ville musique en tête, traînant les pauvres bourgeois endormis. Le roi trouve cela charmant et rit aux éclats de tout ce tintamarre. La reine est sur le point d'accoucher. (Propagateur.)

On écrit de Saint-Omer : Un affreux malheur est arrivé, il y a quelques jours, dans une commune de nos environs. Un fermier et son fils de la commune de Bottezele, ébénister du bruit dans leur écurie ou se

trouvaient une jument et un poulain, s'y rendent promptement et veulent séparer le poulain; tous deux sont tués par la jument. Un autre fils du fermier arrive au secours de son père et de son frère, et la jument lui casse la enisse d'une ruade.

Les journaux anglais annoncent que le convoi qui portait le maréchal Soult et sa suite n'a mis que trente minutes à franchir la distance qui sépare les deux extrémités du chemin de fer, entre Manchester et Liverpool. Cette distance est de 31 milles anglais ou de douze lieues et demie; ce temps employé à la parcourir suppose une vitesse de vingt-cinq lieues à l'heure. C'est la plus grande rapidité que l'on ait obtenue jusqu'ici dans le transport des hommes sur les chemins de fer.

Il résulte d'un travail publié récemment par M. Meillot, sous le titre de *Tableau du mouvement commercial extérieur* sur les grains et farines de 1778 à 1837, que pendant l'espace de 50 années (18,250 jours), l'excédent des importations de froment sur les exportations a été de 60 jours de nourriture, c'est-à-dire un jour de nourriture par an environ.

M. Millot estime que la consommation de la France est en céréales et farines alimentaires de 167,700 quintaux métriques par jour. C'est environ 81 millions d'hectolitres par an pour une population de 33 millions d'âmes.

Les dernières pensions de retraite ordonnées à la fin du 1<sup>er</sup> semestre, se montent à 69, savoir : Lieutenants-Généraux 1, M. Donnadieu, pension de retraite fixée à 7,200 f.; Maréchal de camp 1; Intendants-militaires 4; Colonel 1; Lieutenants-colonels 3; Majors 2; Chefs-de-bataillons 11; Capitaines 45; Chirurgiens-majors 1.

#### COLONIE D'AFRIQUE.

ALGER, 21 juillet. — (Correspondance particulière du Sémaphore.) — Une ligne d'occupation, d'après l'ancien système de blockaus, vient d'être établie de Coléah à la mer. Cette mesure a été provoquée par l'apparition d'une bande d'Hajoutes qui est restée en observation pendant les journées des 9, 10 et 11. Un demi bataillon du 63<sup>e</sup> de ligne occupe ces blockaus, M. le commandant Cavaignac s'est rendu sur les lieux pour surveiller les mouvements des arabes.

La fièvre menace encore de faire de grands ravages cette année dans les camps; à celui de Coléah, une compagnie de 75 hommes a été réduite à 20 hommes disponibles.

Le bien-être de la colonie est de temps à autre compromis par de malheureux événements qui diminuent la confiance des colons. Ces jours passés, un voiturier a été assassiné dans le bois de Mazfran. On n'a pu parvenir à découvrir les coupables.

Nous consignons une remarque faite tous les ans à pareille époque, c'est la manie du suicide qui gagne les soldats du camp dans les saisons des grandes chaleurs. La semaine dernière deux arabes et un soldat du 63<sup>e</sup> de ligne ont mis fin à leurs jours sans qu'on puisse attribuer ces actes désespérés à des antécédents de peines et de chagrins.

La santé du maréchal gouverneur est totalement améliorée, il n'en est pas de même de celle du général Rapatel, qui forcé de quitter le commandement de la province d'Oran, continue à éprouver de vives souffrances.

Les camps de Bouffarick et de Blida fournissent beaucoup de malades aux hôpitaux.

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

##### NOUVELLES D'ESPAGNE.

Le baron de Meer est entré sans coup férir à Salsona. Les forces carlistes ont abandonné la ville à l'approche des troupes de la reine. Le comte d'Espagne s'est enfermé dans Berga, et a annoncé

par une proclamation, qu'il y venait bien résolu à défendre cette place jusqu'à la dernière extrémité.

On nous écrit d'Espagne que le colonel commandant les forces carlistes détachées au fort de Rocamador, à deux portées de fusil d'Estella, sur la route de Logrono, a été fusillé par ordre du prétendant, sur le simple soupçon d'entretenir des intelligences avec le comte de Luchana.

Une conspiration vient d'être découverte à Estella. Le sang de 17 victimes a encore coulé pour la plus grande gloire de la cause absolutiste. Non content de sévir contre les individus soupçonnés d'avoir pris part au complot, Maroto n'a pas reculé devant le sacrifice d'une jeune femme, la fille du commandant du dépôt de Gueumble. Des officiers, des paysans, un père et sa fille même, ont fait les frais de cette atroce boucherie. (Sentinelles des Pyrénées.)

Orient. — Les nouvelles qui arrivent d'Orient sont de plus en plus contradictoires; ainsi les lettres que publient les journaux allemands sont toutes à la guerre, tandis que les correspondances particulières de Constantinople annoncent au contraire que les démêlés de la Porte avec l'Egypte sont en voie d'arrangement. De ces deux versions, écrites toutes deux sous la même rubrique, et portant la même date, à laquelle faut-il croire? La réponse serait embarrassante si l'on ne savait que la plupart des feuilles allemandes sont rédigées sous l'influence de la Russie, et que la politique du czar est intéressée à ce que la question d'Orient ne puisse être résolue par l'invention pacifique de la France et de l'Angleterre.

On ne doit donc pas s'étonner que ces journaux ne tiennent nul compte des faits et qu'ils persistent à présenter toujours la guerre comme imminente. Sans doute cette grossière tactique ne peut guère influer sur l'issue des événements; mais elle a du moins pour résultat de semer l'inquiétude dans les esprits, et de perpétuer certaines fausses idées que la Russie pourrait peut-être exploiter plus tard à son profit.

C'est probablement en vue de l'avenir que le *Courrier allemand* publie aujourd'hui sous la rubrique de Constantinople une lettre dans laquelle il annonce que le sultan et le vice-roi sont sur le point d'en venir aux mains, et que la Russie, dont les deux parties réclament à la fois l'appui, a concentré des forces considérables dans ses provinces du sud et réuni déjà dans la mer Noire plus de 60 bâtiments armés.

Non seulement la première partie de ces nouvelles est en contradiction avec tous les renseignements arrivés depuis quelque temps; mais elle est encore démentie par le fait suivant transmis de Constantinople sous la date du 11 juillet.

Méhémet-Ali a décidément renoncé, quant à présent, à ses idées d'indépendance. L'intervention des représentants français et anglais a porté ses fruits. Le vice-roi s'occupe en ce moment à réunir le montant des sommes dues au sultan pour le tribut de l'année dernière, et il en a fait annoncer le prochain envoi à la Porte. (Presse.)

Egypte. — Caïre, 15 juin. — Il paraît certain que le pacha veut reprendre son projet d'établissement d'un chemin de fer du Caïre à Suez; il n'attend pour cela que l'issue de ses négociations avec le consul anglais sur le tarif du transport des voyageurs et des marchandises. Il y a d'ici à Suez trois routes de caravanes. On a choisi pour le chemin de fer celle du milieu, qui offre le terrain le plus uni et le plus favorable. Le pacha exige 200 piastres d'Egypte, pour le transport d'une tonne de marchandises, de Suez ici, c'est-à-dire le quadruple du prix du transport à dos de chameaux. Mais il est probable qu'il se contentera de 100 piastres. Le manque d'eau est un grand obstacle à l'exécution du projet. Le pacha veut faire creuser des puits artésiens comme ceux qui sont établis sur la route de Kenneh à Rossier depuis 1831. Le pacha a fait venir à cet effet vingt ouvriers de l'Angleterre. Il veut que le chemin

s'étende jusqu'à Alexandrie et se rapproche, autant qu'il sera possible, du canal Mamadih. On pourrait, dans ce cas, aller, en huit heures, d'Alexandrie à Suez, tandis qu'il faut aujourd'hui cinq jours pour ce voyage.

CONSTANTINOPLE, 4 juillet. — La guerre entre la Porte et Méhémet-Ali est imminente. On assure, dans les cercles diplomatiques, que le sultan a déjà sollicité l'appui de la Russie; mais on croit, d'un autre côté, que cette dernière puissance entretient Méhémet-Ali dans ses idées d'indépendance. Dans tous les cas la Russie est préparée à tout événement; il a concentré des forces considérables dans ses provinces du Sud, et elle compte plus de 60 bâtiments armés, de toutes grandeurs, dans la mer Noire. (Courrier allemand.)

ST-PÉTERSBOURG, 18 juillet. — Par ordonnance de l'empereur en date du 12 mai, le colonel Duhamel a été nommé ministre de Russie près la cour de Téhéran, en remplacement du général-major Simonowitsch. (Gaz. d'état de Prusse.)

Suivant les statistiques publiées dans cette capitale, la population, en 1837, était de 468,625 habitants, et celle de Moscou de 364,000. (Id.)

BERLIN, 19 juillet. — On n'ajoute point ici à la nouvelle de l'entrée des Russes à Teheran, arrivée par les Indes orientales. Dans ces derniers temps, on est bien revenu de cette idée que la Russie formait des vastes plans de conquête, et l'on est généralement convaincu que le cabinet de St-Petersbourg s'occupe principalement d'organiser les rapports intérieurs de l'empire et de seconder les progrès de la civilisation. Les mouvements de troupes vers l'Ukraine n'ont certainement pas d'autre but que de fournir des secours à la Porte Ottomane, dans le cas où le pacha d'Egypte ferait une levée de bouilliers. Une manifestation de la Russie contre l'Orient donnerait à la France une trop grande prépondérance vis-à-vis de l'Europe centrale. D'un autre côté, on suit avec attention les mouvements de la France à l'étranger. Les démonstrations contre l'Haïti, Mexico et Buenos-Ayres, prouvent clairement que les Français profitent de leur ascendant toutes les fois qu'ils découvrent un côté faible chez les autres nations. — M. de Savigny rédige en ce moment un commentaire des Pandectes en 12 volumes. (Gazette d'Angsbourg.)

BERLIN, 24 juillet. — Le public s'occupe principalement des affaires du Hanovre. On est curieux de voir quel parti le roi va prendre bien qu'on sache qu'il ne cédera point. Il est certain, en attendant, que le roi a repoussé les prières d'un parent très proche qui l'avait exhorté à adopter enfin un système de conciliation. D'un autre côté, nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis, qu'une puissance amie et exerçant une influence, a fait inviter S. M. à s'abstenir de tous procédés violents. Le reserit du corégent de la Hesse-Electorale donne lieu à une foule de conjectures, parce que la commission permanente des états a mis en accusation devant le tribunal d'appel le ministre de Hanstein, à raison de cet acte. (Idem.)

#### LOI SUR LES JUSTICES-DE-PAIX.

(Suite et Fin.)

Art. 14. Ne sera pas recevable l'appel des jugements mal à propos qualifiés en premier ressort, ou qui, étant en dernier ressort, n'auraient point été qualifiés.

Seront sujets à l'appel les jugements qualifiés en dernier ressort, s'ils ont statué, soit sur des questions de compétence, soit sur des matières dont le juge-de-peace ne pouvait connaître qu'en premier ressort.

Néanmoins, si le juge-de-peace s'est déclaré compétent, l'appel ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif.

Art. 15. Les jugements rendus par les juges-de-peace ne pourront être attaqués par la voie de re-

cours en cassation que pour excès de pouvoir.

Art. 16. Tous les huissiers d'un même canton auront le droit de donner toutes les citations et de faire tous les actes devant la justice-de-peace.

Dans les villes où il y a plusieurs justices de paix, les huissiers exploitent concurremment dans le ressort de la juridiction assignée à leur résidence.

Tous les huissiers du même canton seront tenus de faire le service des audiences et d'assister le juge-de-peace toutes les fois qu'ils en seront requis; les juges de paix choisiront leurs huissiers audenciers.

Art. 17. Dans toutes les causes, excepté celles où il y aurait péril en la demeure et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, le juge de paix pourra interdire aux huissiers de sa résidence de donner aucune citation en justice, sans qu'un préalable il n'ait appelé, sans frais, les parties devant lui.

Art. 18. Dans les causes portées devant la justice de paix, aucun huissier ne pourra ni assister comme conseil ni représenter les parties en qualité de procureur fondé, à peine d'une amende de vingt-cinq à cinquante francs, qui sera prononcée sans appel par le juge-de-peace.

Ces dispositions ne seront pas applicables aux huissiers qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'art. 86 du code de procédure civile.

Art. 19. En cas d'infraction aux dispositions des articles 16, 17 et 18, le juge-de-peace pourra défendre aux huissiers du canton de citer devant lui, pendant un délai de quinze jours à trois mois, sans appel et sans préjudice de l'action disciplinaire des tribunaux et des dommages-intérêts des parties, s'il y a lieu.

Art. 20. Les actions concernant les brevets d'invention seront portées, s'il s'agit de nullité ou de déchéance des brevets, devant les tribunaux civils de première instance; s'il s'agit de contrefaçon, devant les tribunaux correctionnels.

Art. 21. Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 22. Les dispositions de la présente loi ne s'appliqueront pas aux demandes introduites avant sa promulgation.

#### VARIÉTÉS.

##### UNE COLLABORATION.

On connaît la singulière réponse que fit un jour un industriel au président de la police correctionnelle qui l'interrogeait sur sa profession : Homme de lettres... J'ai l'intention de faire un vaudeville! — Il paraîtrait que ce monsieur a fait son vaudeville, car le vol bizarre dont tu autesur dramatique a été victime dans la journée d'hier, semblerait assez l'indiquer.

M. B..., un de nos vaudevillistes dont le nom est le plus souvent applaudi par le public, se trouvait dernièrement voisin, à l'orchestre du théâtre des variétés, d'un monsieur fort bien mis et fort poli qui pendant l'entracte vint à lier conversation, et nommant M. B... par son nom, le félicita beaucoup sur ses ouvrages, et de compliments en compliments, finit par lui proposer lecture d'un vaudeville.

M. B..., qui ne connaissait nullement son voisin, se souciait peu de l'offre qu'on lui faisait, et encore moins d'une collaboration; pourtant ce voisin était si poli et lui avait adressé tant d'éloges, qu'il consentit à entendre lecture de sa pièce. Lisez-vous fut donné et l'heure indiquée, le nouveau confrère, dont M. B... ne savait pas même le nom, arriva avec un énorme manuscrit à la main. L'infortuné M. B..., lorgnant de l'œil le chef-d'œuvre inédit, poussa un soupir en voyant sa corpuence, et après avoir préparé un verre d'eau sucrée au lecteur, M. B... se plaça dans son fauteuil à la Voltaire, la tête renversée en arrière et les yeux clos à demi, dans la position d'un patient condamné à deux heures de vaudeville forcé.

L'effet redouté ne manqua pas d'arriver, le vaudeville de l'anonyme était ennuieux à mourir; à la quatrième scène, M. B... avait fermé l'œil aux trois quarts, et à la cinquième scène il était, endormi du sommeil du juste. Combien de temps dura ce sommeil? M. B... l'ignore lui-même mais lorsqu'il se réveilla, la voix du lecteur ne retentissait plus, le fauteuil était vide, mais hélas! le gousset de M. B... était comme le fauteuil, parfaitement vide! Le futur collaborateur avait prélevé des droits anticipés en emportant une montre de Bréguet, soixante francs qui se trouvaient dans le tiroir de la table, et la petite cueillère en argent qui accompagnait le verre d'eau sucrée! Ayez donc des collaborateurs!

(Le Droit.)

UN PAUVRE ENFANT.

Petit mousset, quel âge avez-vous?

— Treize ans, monsieur.

— Vous êtes sans asile; quelqu'un vous réclame-t-il?

— Non, monsieur.

— Avez-vous des parents?

— J'ai bien un oncle et une tante à Versailles... Ils sont riches.

— Quel état font-ils?

— Oh! un bel état... Cuisiniers.

— Sont-ce ces parents là qui ont pris soin de votre enfance?

— Non mais dernièrement j'étais avec eux; j'allais travailler le jour à une lieue de Versailles et un soir, ayant oublié de rentrer on m'a arrêté.

— Avez-vous votre père?

— Il est mort.

— Et votre mère?

— Quand maman a vu que papa était mort, elle est partie de Versailles et m'a emmené à Saint-Germain; là, il y avait un lancier qui venait souvent à la maison; maman a voulu que je l'appelle mon oncle; puisqu'elle s'en est allée avec lui.

— Croyez-vous que vos parents de Versailles voudraient se charger de vous?

— Je n'irai pas.

— Ainsi, vous voilà abandonné de tout le monde.

— Dam! oui, M. le Président.

— Seriez-vous bien-aise d'apprendre un état?

— Oui, M. le Président.

— Eh-bien! le tribunal ordonne, non point comme punition, mais dans votre intérêt, que vous resterez pendant trois ans dans la maison des jeunes détenus. Conduisez-vous bien, travaillez, et quand vous sortirez de là vous serez bon ouvrier, et vous pourrez gagner honnêtement votre vie.

— Merci Monsieur je serai bien sage.

(Le Droit.)

**LEÇONS D'ANALYSE LOGIQUE,**

Par M. ANGELI, directeur de la pension Angeli (\*)

Simplifier l'enseignement des langues mortes, tracer des préceptes qui en rendent l'étude facile aux enfants, est une mission assez importante pour attirer l'attention publique. Pourtant il arrive, nous ne savons comment, que la plupart des livres destinés à l'instruction de l'enfance passent presque toujours inaperçus.

C'est pour remédier autant que possible, à cet injuste silence de la presse périodique, que nous nous empressons de signaler aux pères de famille une petite brochure de M. Angeli, maître de pension à Toulouse.

L'auteur, voué depuis plusieurs années à l'instruction publique, ayant acquis la triste expérience de l'insuffisance des moyens qu'on emploie ordinairement pour initier les enfants aux premiers éléments des langues grecque et latine, est parvenu après de lourds travaux, à faciliter cet étude si pénible.

Les leçons d'analyse logique contiennent des préceptes généraux sur l'art d'analyser. Ces préceptes sont présentés sous une forme toute nouvelle, et avec un caractère d'originalité fait pour attirer les regards des hommes éclairés.

(\*) Chez J. B. Pays, imprimeur-libraire. — Prix: 1 f. 50 c.

Nous y avons remarqué surtout une division des diverses sortes de propositions qui nous a semblé parfaitement rationnelle: il en est de même des compléments directs et indirects qui peuvent être une dépendance de ces propositions. M. Angeli nous paraît avoir émis des vues entièrement neuves sur une matière qui cependant a été déjà si souvent traitée par les grammairiens. Des exercices français, grecs et latins, formant en tout cinquante pages, sont réunis à la fin de ce petit traité, qui sera favorablement accueilli par tous ceux qui s'occupent spécialement de l'instruction première.

Nous nous sommes, du reste, transportés nous-mêmes chez M. Angeli, où nous avons interrogé deux enfants de 8 ans qui ont répondu à nos questions de manière à satisfaire le professeur le plus exigeant.

Qu'on ne croie pas que cet habile instituteur emploie les mesures de rigueur utilisées dans les écoles, pour graver ses préceptes dans la mémoire des enfants qui lui sont confiés. L'institution Angeli est une petite famille où les élèves retrouvent tous les agréments de la maison paternelle. Aussi le directeur a-t-il reçu la plus douce récompense qu'un professeur puisse ambitionner, nous voulons parler des suffrages de l'opinion publique.

Nous recommandons à tous les pères de famille, à tous les maîtres, à tous les instituteurs, les leçons d'analyse logique de M. Angeli, qu'il nous fait espérer qu'il complètera plus tard son traité d'études préparatoires.

Nous avons jugé à propos d'extraire au journal l'*Emancipation*, qui s'imprime à Toulouse, l'article qui précède, concernant un de nos compatriotes qui a établi en cette ville une pension de jeunes élèves. Nous ajouterons que le nouvel établissement dirigé par M. Angeli, justifie chaque jour la confiance que lui ont accordée les pères de famille de ce département qui, par esprit de patriotisme, y ont envoyé leurs enfants. Leur exemple sera sans doute suivi, car l'expérience a déjà démontré combien M. Angeli s'est rendu digne d'une pareille confiance. Jusqu'ici nous avions gardé une très grande réserve à son égard, mais par suite des informations qui nous viennent de bonne source, nous devons le féliciter aujourd'hui des progrès qu'il a su obtenir en si peu de temps et nous souhaitons de le voir encouragé dans une si pénible carrière. Grand nombre de nos lecteurs connaissent les relations de M. Angeli de Toulouse; il est frère à M. Angeli qui depuis un an dirige l'église paroissiale de Cardo, avec un esprit de désintéressement et de charité évangélique qui fait honneur à son caractère.

Ceux qui desireraient avoir des renseignements sur le Pensionnat dirigé par M. Angeli, peuvent s'adresser au bureau de *l'Insulaire français*, où l'on trouve le prospectus ainsi que l'ouvrage annoncé.

#### ANNONCES ET AVIS DIVERS.

##### FAILLITE.

Par jugement du 30 juillet 1838, le tribunal de commerce de Bastia, conformément à l'article 511 du code de commerce a fixé un nouveau délai pour la vérification des créances, des créanciers retardataires, et mis en demeure, de la faillite Castellini de Cervione, jusqu'au deux septembre prochain inclusivement.

Le greffier du dit tribunal  
Signé: A. D. MARIOTTE.

D'un jugement du tribunal civil de Bastia (Corse) en date du quatre août 1838, dûment enregistré, et rendu contradictoirement entre la Dame Marie-Jeanette née Castellini, propriétaire, et son mari le S<sup>r</sup> Louis-Natalini, commerçant tous deux domiciliés et demeurant à Bastia, il a été, que sur la demande de la dite dame Natalini, assistée par M<sup>re</sup> Casevecchie, avoué au dit tribunal, demeurant aussi à Bastia, leur séparation de biens a été prononcée.

Pour extrait certifié sincère et véritable.  
CASEVECCHIE AVOUÉ.  
Bastia le 7 août 1838.  
Enregistré à Bastia le 7 août 1838 P<sup>re</sup> 33 N<sup>re</sup> 5.  
G. reçu 1 f. 10 c. pour décime; signé CASANOVA;  
Pour copie conforme,  
CASEVECCHIE AVOUÉ.

A VENDRE  
A 40 LIEUES DE PARIS.  
UNE  
**IMPRIMERIE**  
TYPOGRAPHIQUE  
A laquelle est attachée la propriété d'un  
**JOURNAL HEBDOMADAIRE**  
LITTÉRAIRE ET D'ANNONCES  
ET UNE MAISON DE  
**LIBRAIRIE ET PAPETERIE**

Située dans une ville de 15,000 âmes, très-commerçante et manufacturière, chef-lieu d'arrondissement, tribunal de première instance et de commerce.

Cet établissement est monté de tous les caractères nécessaires tant pour la confection des ouvrages de ville que pour l'entreprise de labours; de 2 presse en fer et 1 en bois.

S'adresser au bureau du journal pour les renseignements. (Affranchir.)

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

ARRIVÉES.  
Du 1<sup>er</sup> au 8 Août 1838.  
MARSEILLE, Bateau à vapeur *Napoléon*, Lota.  
GENÈS, bateau le *Précurseur*, cap. Sisco.  
LIVOURNE, mistic *Conception*, c. Loquette.  
TOULON, bateau à vapeur *Goto*, cap. Valzi.  
MARSEILLE, goëlette la *Constance*, Rogliano.  
LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota.  
ALERIA, tartane l'*Assomption*, cap. Osé.  
MARSEILLE, brick goëlette l'*Antoinette*, cap. Mattei.  
MARSEILLE, la *Belle Suzon*, c. Franceschi.  
ARLES, mistic le *Pipi*, c. Gentil.  
Idem. id. l'*Assomption*, c. Martini.  
Idem. id. id. c. Thiers.  
Idem. Tartane St.-Antoine, c. Sisco.  
CERVIONE, mistic la *Rose*, c. Sisco.  
VENZOLASCA, Brigantin Ste-Catherine, cap. Régini.

DÉPARTS.  
TOULON, bateau à vapeur *Le Var*, cap. Valzi.  
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.  
Idem. tartane l'*Assomption*, cap. Osé.  
Idem. Brick-Goëlette le *Balthazard*, c. Gastaud.  
ERSA, Tartane la *Belle-Suzon*, c. Franceschi.  
CERVIONE, mistic la *Rose*, c. Sisco.  
VENZOLASCA, id. S. Jean Luc c. Canavaggio.  
PORTO-VECCHIO, Bombarde St. Charles, cap. Erso.  
PORTO-VECCHIO, Tartane l'*Orges-des-Carmes*, cap. Monégia.  
LIVOURNE, Leuth la *Conception*, c. Laporta.

Le Gérant N. TARTAROLI.  
Bastia—Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 15 AOUT 1838.

ON S'ABONNE A BASTIA  
AU BUREAU DU JOURNAL.  
A PARIS  
A l'Office central de L'IMPRIMERIE D'OPÉRA  
et C<sup>ie</sup>, Place de la Bourse N<sup>o</sup> 5  
P. DESIRÈS et C<sup>ie</sup> rue Caillon N<sup>o</sup> 13  
PRÈS DE LA BOULEVARD rue St Honoré  
N<sup>o</sup> 297, où l'on reçoit les annonces pour  
l'Insulaire français.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CINQUIÈME ANNÉE, N<sup>o</sup> 196.

#### PREX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



#### BASTIA.

##### CONSEIL GÉNÉRAL.

M. le Ministre de l'intérieur vient d'adresser aux Préfets une circulaire renfermant des instructions nouvelles sur la formation du budget des dépenses et des recettes départementales ordinaires facultatives, extraordinaires et spéciales, pour 1839. Nous allons en faire connaître les dispositions principales.

La loi du 10 mai dernier, relative aux attributions des conseils-généraux de département entraîne de modifications importantes dans la nomenclature et la division des dépenses départementales, comme dans la forme et le règlement des budgets départementaux. Cette loi partage ces dépenses en sections, et veut que dorénavant elles soient toutes comprises dans un seul et même cahier sous le titre du budget départemental.

La première section est consacrée aux dépenses ordinaires, qui perdent maintenant leur ancienne qualification de véritables, quoiqu'elles ne cessent pas d'être soumises aux éventualités qui peuvent en faire varier le montant d'année en année, l'article 12 de la loi nouvelle donne l'énumération de ces dépenses ordinaires en dix-neuf paragraphes distincts: ces dépenses sont obligatoires, et il faut y faire face, avant tout, par les moyens que la loi accorde; il est pourvu aux autres dépenses, dans la proportion des ressources départementales provenant des centimes facultatifs, d'une part, s'il y a lieu, dans un fond de secours spécial, enfin des centimes extraordinaires ou de centimes spéciaux.

Ce principe difficile de celui qui régitait précédemment la comptabilité départementale et qui avait pour objet de ramener les départements, par le partage d'un seul fonds commun, à une égalité proportionnelle de ressources, afin de subvenir non seulement aux dépenses ordinaires, mais encore aux dépenses facultatives. La nouvelle législation a donc pour conséquence naturelle de produire, quant aux dépenses ordinaires, des différences soit en plus soit en moins, avec l'ancienne répartition du fonds commun. Mais en ce qui a rapport aux dépenses facultatives le gouvernement pourra, au moyen d'un fonds commun spécial que la loi met à sa disposition, et dans les cas qu'elle détermine, accor-

der des secours pour contribuer aux dépenses de constructions d'édifice d'intérêt général, et des travaux d'art sur les routes départementales.

La deuxième section comprend les dépenses facultatives. Le modèle du budget, joint à la circulaire de M. le ministre, présente la nomenclature des objets de dépenses qui peuvent trouver place à cette section; mais elle n'y a été établie que pour obliger les départements à classer leurs dépenses dans un ordre informe afin de faciliter le travail, d'épargner des recherches et de satisfaire aux instructions concernant la tenue des écritures comptables; il est évident que le produit des centimes facultatifs pouvant seul poser la limite des dépenses, elles doivent se restreindre aux objets d'utilité départementale le plus vivement réclamés par les localités. La loi qui que prescrivant la spécialité la plus sévère pour les dépenses ordinaires énoncés en l'article 12, permet expressément d'introduire dans la 2<sup>e</sup> section tout ou partie de celles de ces dépenses ordinaires auxquelles il n'aurait pas pu être fait face avec les ressources assignées à la 1<sup>re</sup>.

La troisième section est affectée aux dépenses extraordinaires. Dans le cas où des changements dans les destinations données par les lois d'impositions extraordinaires, seraient reconnues nécessaires pour l'emploi du produit de ces impositions, ils ne pourraient avoir lieu qu'en vertu d'une loi nouvelle, et il convient alors que le conseil général du département rédige une délibération spéciale, afin que les nouvelles propositions puissent être soumises aux chambres.

La quatrième section comprend les dépenses spéciales. Une section dite supplémentaire a été établie pour se conformer, en ce qui concerne l'exercice de 1839, à l'article 21 de la loi du 10 mai dernier. Cette section supplémentaire est destinée pour recevoir au budget départemental les fonds de 1837, qui seraient devenus sans destination depuis le règlement des derniers états d'emploi de fonds de réserve, et auxquels le conseil général pourra en donner une nouvelle dans la session de 1838. Il sera statué, par l'ordonnance royale de règlement sur le vote du conseil général relativement à la nouvelle affectation de ces fonds libérés de l'année expirée, mais ils n'en devront pas moins rester dans la comptabilité à laquelle ils appartiennent (celle

de 1837), pour entrer ensuite dans le report de 1837 sur 1839. L'année prochaine, les états d'emploi des fonds de réserve de 1838 feront partie du budget départemental de 1840, et la nouvelle destination que leur donnera le conseil général, dans la session de 1839, recevra sa sanction par l'ordonnance royale de règlement du budget de 1840. C'est la conséquence de l'article 21 de la loi.

Les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> sections concernent les budgets de l'instruction primaire et du cadastre.

M. le ministre de l'intérieur a joint à la circulaire qu'il adresse aux Préfets, l'envoi de dix exemplaires du nouveau modèle du budget départemental pour l'exercice de 1839.

Six de ces exemplaires recevront les propositions du préfet et seront mis sous les yeux du conseil général; deux autres recevront les votes et les observations de ce conseil, et seront signés du préfet aussi que de ceux des conseillers généraux qui auront assisté aux délibérations; et enfin les deux derniers, également signés, seront adressés au ministre de l'intérieur, qui en reverra ensuite un revêtu des décisions résultant de l'ordonnance de règlement signée par le Roi.

Il importe beaucoup au règlement par ordonnance royale, que le budget contienne l'analyse des motifs des propositions du préfet, et surtout des délibérations du conseil général.

Telles sont les principales dispositions de la circulaire de M. le ministre. Nous avons cru devoir les faire connaître pour appeler d'avance l'attention des membres de notre conseil général sur les nouveaux changements introduits dans la formation du budget départemental conformément à la loi du 10 mai dernier.

M. Réalier-Dumas procureur-général près notre cour royale, est arrivé sur le dernier paquebot.

M. Pinon, 1<sup>er</sup> clarinette au 13<sup>e</sup> régiment de ligne, vient d'être nommé chef de musique au 61<sup>e</sup> en garnison à Constantine. Nous voyons avec plaisir qu'on ait su apprécier le talent et le zèle de cet artiste distingué, lequel nous n'en doutons pas saura correspondre à la confiance du brave Colonel du 61<sup>e</sup>.

C'est le 15 de ce mois que doivent être publiées, conformément à la loi, les listes électorales rectifiées dans chaque département. Le premier tableau des rectifications survenues dans la quinzaine sera publié le 1<sup>er</sup> septembre; le deuxième, le 15; le troisième le 1<sup>er</sup> octobre; enfin, les listes définitivement closes et arrêtées, telles qu'elles serviront pour toutes les opérations de l'année électorale 1838-1839, seront publiées le 20 octobre.

**ARGUMENT JUDICIAIRE**, sur l'affaire du nommé KUNE caporal au 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère condamné par le 1<sup>er</sup> Conseil de guerre de la 17<sup>e</sup> division militaire séant à Bastia, dans sa séance du 23 juillet dernier, à la peine capitale, (cinq voix sur sept,) conformément aux articles 22 du tit. 8 de la loi du 21 brumaire an 5; art. 2, 296 et 297 du code pénal ordinaire. Pour avoir attenté à la vie de son Colonel, avec préméditation, crime qui n'aurait manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté du condamné.

À notre avis le 1<sup>er</sup> Conseil de guerre a violé : 1<sup>o</sup> l'art. 22 du tit. 8 de la loi du 21 brumaire an 5, dont il a fait une fautive application. 2<sup>o</sup> l'art. 15 de cette même loi, seul applicable dans l'espèce. (C. P. 5.)

Voici notre raisonnement à ce sujet : Nous ne chercherons pas, d'abord, à expliquer quels sont les motifs qui arrêtent le gouvernement dans la dotation qu'il a depuis si longtemps promise à l'armée, d'un code militaire français, en rapport avec l'État présent, mais nous dirons qu'il a voulu en attendant, qu'aujourd'hui comme pendant la révolution, l'armée fut appelée à rendre la justice à tous les individus qui la composent, et afin de lui faciliter les connaissances des lois qui la régissent, il a fait dresser un recueil de toutes celles qu'il a postérieurement fait rendre ainsi, que de celles anciennes qu'il a voulu conserver, après toutes fois, en avoir fait abroger tous les articles reconnus de nos jours inutiles.

Et en ouvrant ce code militaire provisoire, que lisons nous à son frontispice ?

Nous y voyons cette première loi à la conscience de tous ceux appelés à être juges militaires, laquelle doit par cette même raison, être toujours présente à leur pensée : voici l'abrégé de ses termes :

- La justice criminelle, a pour objet la répression des crimes et des délits militaires.
- Les lois ont établi des règles fixes pour la conduite des juges, dans la poursuite, l'instruction et le jugement des affaires criminelles.
- Les militaires comme pour les autres affaires.
- Ces règles fixes sont telles, qu'il n'est jamais permis à un juge de s'en écarter parce qu'il s'agit de la liberté des justiciables.
- Et que sur ces bases reposent la sûreté, la vie et la liberté des justiciables.

Et poursuivant ces mêmes règles fixes et telles qu'aucun juge ne doit jamais violer, nous trouvons l'art. 15 du titre 8 de la loi du 21 brumaire an 5, article unique dans l'espèce, le seul dans nos lois militaires qui reprime et punisse les crimes que peut commettre le subordonné envers son supérieur, lequel est ainsi conçu :

« Art. 15. Tout militaire convaincu d'avoir insulté ou menacé son supérieur, de propos ou de gestes, sera puni de cinq ans de fers; s'il s'est permis des voies de fait à l'égard du supérieur il sera puni de mort. »

D'après ce court exposé l'affaire Kune soulève ici deux questions de droit :

1<sup>o</sup> Le crime commis était-il militaire, et dans ce cas, le Conseil de guerre ne s'est-il pas écarté de ces règles fixes base de la justice militaire en appliquant la loi civile ?

2<sup>o</sup> Les articles 15 et 22 du tit. 8 de la loi du 21 brumaire an 5, ont-ils été appliqués au même temps, et par conséquent, en 1838 ?

Nous allons répondre à ces deux questions.

Personne ne contestera certainement que le crime commis par Kune ne soit militaire, puis qu'il était au service depuis vingt trois ans et que se trouvant sur le terrain d'exercice il a cherché à mettre en joue son Colonel.

Dès lors observons ici d'abord, que sur un nombre infini d'affaires de cette même nature et avec des circonstances bien plus graves, tant par leurs résultats bien autrement déplorables, que par une préméditation combinée de résolution et de scélératesse, en introduisant dans les armes des balles de fer et de plomb machées, au lieu de petits boutons de gâchettes, en cuivre et en os, seul projectile trouvé dans le fusil de Kune; pas une de ces affaires, disons nous, n'a été résolue par les lois pénales ordinaires, car toutes, nous ne craignons pas de l'affirmer ont été classées dans la règle fixe de l'art. 15 du tit. 8 de la loi du 21 brumaire an 5, dans laquelle le législateur militaire a voulu renfermer et punir; Savoir :

1<sup>o</sup> De cinq années de fers : toute menace du subordonné envers son supérieur; depuis le propos le moins menaçant jusqu'au poignard ou toute autre arme levée ou mise en joue, mais sans effet.

2<sup>o</sup> De la peine de mort, toute voie de fait du subordonné envers son supérieur, depuis le plus léger coup, jusqu'à un meurtre le plus barbare.

Et cela sans égard, dans les deux cas, aux circonstances qui ont pu précéder ou suivre la menace ou la voie de fait; parce que ces mêmes circonstances qui peuvent tenir de l'infini, doivent être jugées, par des hommes de cœur; les quels par leur état et leur caractère ne peuvent connaître que du positif et qu'au delà de ce positif est une immensité en hypothèses comme en raisonnements, sur la quelle une logique sage ferme et éclairée peut seule asseoir une opinion propre à disposer de la vie de l'homme. Or si l'action des boutons de gâchettes (action que chacun qualifiera aisément, car c'est dans le projectile employé que réside l'âme du crime et l'esprit de la scélératesse ou de folie qui l'a dicté) est incontestablement reconnu crime militaire; de deux choses l'une : ou les juges de Kune ont violé; d'abord ce premier article de loi qu'il leur ordonne sévèrement, de ne pas s'écarter des règles fixes que renferme le code provisoire militaire, et en second lieu l'art. 15 du titre 8 de la loi du 21 brumaire an 5; ou bien le crime dont s'agit, quoique purement militaire ne s'y trouve point classé.

Nous répondons qu'il y est complètement prévu, et afin d'en faire mieux sentir la preuve, nous ferons considérer, d'abord :

Qu'il est moralement impossible de prévenir dans les lois, tous les genres de crimes ou de délits et surtout, avec toutes les circonstances qui peuvent les précéder ou les suivre; et que dès lors, il a fallu dans les lois civiles et bien plus particulièrement dans les lois militaires, classer les crimes et les délits; c'est à dire les généraliser; les renfermer sous une même règle. Seulement on a un peu plus étendu ces diverses règles dans le code civil, que dans le code provisoire militaire, parce qu'il n'existe point chez les individus, justiciables par ce premier, ce principe de subordination qui fait que la famille militaire est plus compacte plus homogène, et qui, par cela même, en rend les actions plus faciles à juger.

Aussi, faut-il indispensablement, que l'art. 15 précité, l'unique dans l'espèce, le seul resté debout dans la législation militaire, fixe à lui seul les pénalités applicables à toutes les menaces possibles, à toutes les voies de fait imaginables : ou bien qu'il n'en fixe aucune et qu'il ne soit là qu'un véritable non-sens.

L'art. 15, loin d'être un non-sens, doit être au contraire considéré comme l'âme de la subordination militaire et comme la principale règle fixe dont les juges ne doivent jamais s'écarter.

Oui, nous le répétons, cet art. 15 est une de ces règles fixes et telle que dans son court énoncé, il atteint toutes les circonstances tant préliminaires que subséquentes de toutes les menaces et voies de fait en général. Et personne n'ignore

que la menace ne cesse que là où commence la voie de fait; et que la voie de fait n'est autre, qu'une violence exercée sur autrui sans avoir recours à la justice.

Maintenant : que l'action de Kune soit une menace ou une voie de fait (peu nous importe ici puisqu'il ne s'agit nullement du fond de l'affaire) il n'en demeurera pas moins constant que le crime commis, quel qu'il soit, a été prévu par l'art. 15 du tit. 8 de la loi du 21 brumaire an 5 et que dès lors le 1<sup>er</sup> conseil de guerre de la 17<sup>e</sup> division, a mal jugé : Par fautive application des lois ordinaires; et par violation des lois militaires.

Nous espérons, avec confiance, que le conseil d'état y remédiera.

Et si par hasard, des magistrats militaires prétendaient que leur législation est vieille et usée et qu'ils ne craignent pas aujourd'hui d'aborder les codes ordinaires.

Nous leurs demanderions d'abord : s'ils seraient certains d'être entendus de tous dans ce langage et nous leur répondrions ensuite que pilotes plus expérimentés qu'eux nous ne craindrions pas de les suivre sur cette mer hérissée de détours et d'écueils. Si nous renfermions, spécialement dans la sphère des hiéroglyphes et des camps, nous ne voulions connaître de la justice qu'à l'ombre des sabres et des drapeaux et sous la bannière de l'humanité et de la franchise.

Aussi commençons nous par déclarer ici que l'application des dispositions du code pénal (Art. 1 à 5) leur est à jamais interdite dans leurs jugements. (Communiqué)

#### NOUVELLES DIVERSES.

— Hier, 7 août, S. M. la Reine des Belges et les jeunes princes, ses fils, ont quitté la résidence de Neuilly pour retourner à Bruxelles.

— Le prince de Joinville est parti le 7 de ce mois pour Lanvélec.

— M. le Maréchal Soult a dîné hier chez M. le comte Molé, président du Conseil des ministres.

— M. Fabricius va quitter incessamment Paris, c'est à la demande du gouvernement français que les lettres de rappel lui ont été expédiées par le gouvernement de Nassau et des Pays-Bas. Ces lettres de rappel sont arrivées dimanche soir à Paris.

#### VARIÉTÉS.

##### UN PAUVRE.

Le 2 janvier de cette année, par le froid si rigoureux qui régnait à Paris, au moment où la neige tombait à gros flocons; chevaux, charrettes, omnibus, fiacres et passans se trouvaient arrêtés au coin de la rue Saint-Honoré et de la rue de l'Arbre-Sec.

« Qu'est-ce ? » demanda à son voisin un jeune homme qu'à son accent on pouvait reconnaître pour un habitant du midi de la France.

« Je ne sais, monsieur, répondit le voisin qui, s'adressant à son tour à un autre, reçut cette réponse :

« J'ai fait vous faire la même question, monsieur... »

« Dam ! c'est un homme qui est tombé sur la glace, dit une marchande d'oranges offrant en ses marchandises à l'étranger... allons ! deux sous et trois sous, messieurs, achetez ! »

« C'est un homme ivre, reprend un colporteur, essayant de poursuivre son chemin. »

« Bah ! s'écrie une vieille femme, je gage que c'est encore quelque omnibus qui aura renversé un malheureux; ils n'en font jamais d'autres, ces scélérats d'omnibus ! »

« Mon Dieu ! vous n'y êtes pas du tout, dit un gros monsieur enveloppé d'un chaud paletot, la figure à moitié couverte d'un cache-nez, les mains dans ses poches, et joignant des coudes

pour sortir de la foule : c'est un homme saisi par le froid et par la faim; il se meurt ça se voit tout de suite... Pauvre homme ! je me serais bien arrêté pour lui porter secours, mais je suis pressé, ma femme m'attend pour dîner... Parlez, monsieur, faites-moi place, s'il vous plaît, s'adressant à l'étranger. »

Mais le jeune homme poussa le gros monsieur en sens inverse pour se rapprocher du malheureux et parvint à grand'peine à se frayer un passage. Là, près de la fontaine, au milieu de gens faisant chacun son commentaire sur l'accident arrivé, un vieillard à peine couvert de haillons gisait étendu sur la glace; n'écoulant que son bon cœur, l'étranger se baissa vers cet homme, et, le prenant dans ses bras, il essayait de le relever... quand au milieu de la silencieuse attention que les spectateurs prêtèrent à cette scène, une voix d'homme s'éleva avec émotion : « C'est moi pauvre ! »

Et une jeune fille perçant la foule vint joindre ses faibles efforts à ceux de l'étranger. « Vous le connaissez ? » lui demanda-t-elle, sans la regarder, mais en évitant de lui faire partager son fardeau.

« Oui et non, monsieur, » répondit-elle en plaçant un petit flocon sous le nez du vieillard dont la figure vénérable montrait les traces de toutes les douleurs.

Un troisième personnage vint s'interposer entre les deux jeunes gens. « Tient c'est le vieux Gérard, dit-il, il sera donc sorti ce matin; il y a quatre jours qu'il ne bougeait de sa chambre; apportez-le ici, monsieur, ajouta-t-il, s'adressant à l'étranger, il demeure tout auprès, au n<sup>o</sup> 30, je suis le concierge de la maison. Otez-vous de là, petite mère, continua-t-il en repoussant la jeune fille pour prendre sa place et soutenir les jambes du vieillard que l'étranger l'aidera à porter... Là... doucement... C'est la misère qui l'a réduit en cet état... je parie qu'il n'a pas mangé depuis vingt-quatre heures... c'est si fier ces espèces d'hommes... car ça a été riche, j'en suis sûr... et il n'y a que les riches pour se laisser mourir de faim quand ils sont pauvres... ce n'est pas moi qui ferais une pareille bêtise... on va trouver la maison... on dit ce qu'on est... mais m'est avis que le vieux Gérard était pas son nom... Encore deux étages, s'il vous plaît, il loge haut... Prenez garde ! l'escalier est si raide... la pluie encore fouillait dans sa poche. Et la figure expressive de l'étranger exprima le désespoir et la terreur.

« J'y vais dit une douce voix. C'était la jeune fille qui les avait suivis sans en être remarquée. Elle s'élança hors de la chambre et ne tarda pas à reparaitre, car elle avait compris que tout retard pouvait être fatal. Une femme la suivait portant un fagot et une pelle pleine de braise qu'elle mit dans la cheminée, et se retira; la jeune fille s'était chargée d'une bouteille de vin, d'un petit pain et d'une aile de volaille enveloppée dans un fragment de journal; elle plaça le tout auprès du vieillard; puis elle se mit à deux genoux devant la cheminée, délia le fagot et alluma un bon feu.

La douce chaleur, en s'échappant de l'âtre, ramena peu à peu le vieillard, les aliments qu'on lui fit prendre avec précautions achevèrent de le rappeler à la vie; mais incapable encore de remercier ses bienfaiteurs, il ne pouvait que leur adresser des regards pleins de la plus touchante gratitude, et qui exprimaient l'adoration quand ils se dirigeaient vers cette jeune fille dont la présence avait d'abord, aux yeux de l'étranger surpris, paru comme une charmante et mystérieuse vision.

Le concierge la regardant d'un air souriant disait : « Est-elle gentille et adroite la petite mère ! Quant au jeune homme, il semblait chercher le mot d'une énigme, à la vue de cette pauvre enfant qui accomplissait une œuvre de charité, tout portant sur elle-même la preuve du besoin qu'elle avait de la charité des autres.

Par quatorze degrés au-dessous de zéro, le chapeau qui encadrait son joli visage et recelait le trésor d'une belle chevelure brune et soyeuse, était de paille noire; de minces gants de soie, bien que parfaitement accommodés ne pouvaient guère garantir ses mains du froid poignant de la rue, un vieux châle de cachemire des Indes, qu'un long usage avait rendu d'une finesse transparente en descendant sur une robe de soie fanée, accusait l'absence de tout chaud vêtement. Qui était cette jeune fille ? D'où venait-elle ? Une chaste pudeur était répandue sur ses traits. Le jeune homme n'eut sans doute pas remarqué la beauté de cette jeune fille; mais il y a quelque chose chez les femmes qui plaît plus que la beauté, plus que l'élégance : c'est la bonté, c'est la grâce modeste.

« Je reviendrai, » dit-elle au pauvre en s'approchant de la paille sur laquelle il était étendu et reprenant un petit carton qu'elle y avait déposé en entrant.

Puis saluant l'étranger, elle se dirigea vers la porte et descendit en courant l'étroit et rapide escalier.

« Moi je ne reviendrai pas car je pars ce soir, » ajouta le jeune homme. Il sera affectueusement la main du vieillard, et sortit en disant : « Bientôt vous aurez de mes nouvelles. »

Arrivé dans la rue, bien qu'il n'eût aucun espoir de revoir la jeune fille, cependant il la cherchait des yeux, lorsqu'il l'aperçut arrêtée comme indécise devant un bijoutier.

Il s'arrêta aussi à quelque distance. Après un moment de consultation avec elle-même, la jeune fille ouvrit la porte et entra vite. Sans se rendre compte de sa curiosité, l'inconnu s'approcha des vitraux du magasin : il vit la jeune fille ôter son gant, et pendant qu'elle blanchissait de sa main, il en admirait la forme aristocratique, la pauvre enfant tira avec émotion une bague de son doigt et l'offrit au joaillier.

Celui-ci la prit la tourna en tout sens, frotta sur la pierre de touche, la pesa méthodiquement dans ses petites balances; ayant sans doute offert de ce bijou un prix que la jeune fille accepta, ce qui se devinait au mouvement d'assentiment qu'elle imprima à sa jolie tête, le joaillier ouvrit son tiroir, y prit quelque monnaie qu'il remit à la jeune fille; et celle-ci ayant écrit son nom et son adresse sur un registre, la bague fut jetée parmi un monceau de bijoux de toutes les formes et de toutes les valeurs.

L'étranger entra dans la boutique du bijoutier comme la jeune fille venait d'en sortir.

#### II.

Anna prit la rue Saint-Honoré jusqu'à l'église Saint-Roch dont elle monta les larges marches. Après avoir caché son petit carton dans sa poche, elle entra, alla s'incliner devant l'autel de la vierge, y resta un moment comme affaissée sous le poids d'un chagrin profond; puis se relevant et essayant quelques larmes qui coulaient lentement sur ses joues, elle s'avança plus calme vers la sortie de l'église, placée du côté de la sacristie, et, après avoir fait quelques pas dans la rue, elle franchit le seuil d'une modeste maison, ouvrit précipitamment la porte du rez-de-chaussée, s'élança en s'écriant : « Me voici, chère maman ! vous avez dû être bien inquiète ! » Et lui prenant la main, elle la porta tendrement à ses lèvres.

Mme Réval, la personne à laquelle la jeune fille adressait ses caresses, paraissait vieillie plutôt par les chagrins que par l'âge. Étendue sur une chaise longue, on eût deviné à l'absence d'une partie de ses mouvements, qu'elle était presque entièrement paralysée : sa figure pâle et souffrante

s'animait un instant à la vue de sa fille, puis redevenait plus sombre encore.

« Chère Anna, lui dit-elle, j'ai une triste nouvelle à t'apprendre : c'est peut-être ce qui m'a empêchée de désirer autant ton retour. »

Anna ayant jeté sur le lit son châle et son chapeau, vint s'agenouiller devant la chaise de Mme Réval.

Passant sa main blanche et longue sur les bandeaux de cheveux noirs de sa fille qu'elle semblait lissier avec amour, Mme Réval reprit : « Tu sais qu'avant de mourir M. Réval avait promis la main au fils de M. Barsac de Bordeaux. La mort de ton père, la perte de notre fortune, l'affreuse maladie qui me tient enchaînée sur cette chaise, tout en épuisant mes forces n'avaient point abattu mon courage, l'espoir de ton mariage prochain, l'idée de te savoir un protecteur, de te savoir riche et heureuse un jour, me soutenait... ce matin, cet échafaudage de bonheur qui s'était élevé pour toi s'est écroulé... Cette lettre adressée à notre ancien hôtel, aurait dû me parvenir hier... Tiens, lis... »

Anna prit la lettre que sa mère lui tendait et chercha tout de suite la signature.

« C'est de M. Jules Barsac, dit-elle, puis elle lut tout haut :

« Madame,

« Tant que la fortune m'a souri j'ai pensé avec bonheur à l'alliance que M. Réval et mon père avaient formée, mais la faillite de la maison Dandenas a entraîné la notre; je dois en honnête homme, vous rendre votre parole. Si nous nous enissions, mademoiselle votre fille et moi, si l'amour avait été la base de cette union projetée, je me serais mis à deux genoux devant vous, madame, pour vous prier de vouloir bien attendre que j'aie réparé mes désastres et réhabilité l'honneur de mon père; mais aje le droit d'appeler une autre à partager ma misère, à s'associer à mes travaux ? Sais-je le temps qu'il faudra pour acquérir une fortune digne de vous être offerte et qui puisse réparer celle que vous avez perdue ? Mlle Anna, élevée par vous, madame est dit-on aimable et belle; qui ne sera heureux et fier de lui donner un nom honorable et une position sociale égale à celle où elle est née !... Moi il ne me reste rien de tout cela !... Je viens donc, madame vous rendre votre promesse, rompre les liens qui seraient trop lourds pour mademoiselle votre fille. Pardonnez-moi, madame, de quitter Paris sans avoir été vous présenter mes hommages; mais, après avoir vu Mlle Anna, je craindrais d'emporter un regret qui troublerait le calme de ma vie maintenant consacrée au travail.

« Adieu, madame, croyez à tous les sentiments d'estime et de respect de votre très-humble et très obéissant serviteur, » Jules Barsac. »

« Ne trouvez-vous pas maman, que cette lettre est parfaite, dit Anna en la posant sur une table à ouvrage. Excepté la trop bonne opinion qu'il veut bien avoir de moi, je trouve que M. Barsac parle en homme raisonnable. Je l'aurais certainement épousé avec plaisir, puisque c'était obéir aux volontés de mon père; mais c'eût été à une condition, car dans votre position, maman, nous ne pouvons plus nous séparer... je ne voudrais pas que personne autre que moi pût vous rendre le moindre service... j'en serais jalouse. »

« La lettre de ce jeune homme augmente mes regrets, dit tristement Mme Réval. Je sens que je l'aurais aimé comme un fils... C'est un malheur qu'il n'était pas vu, car alors... hélas ! quel avenir pour toi se prépare, mon enfant ! N'es-tu donc pas effrayée de passer ta vie à travailler pour ta mère ? »

« Méchante ! seriez-vous effrayée de passer votre vie à travailler pour moi ? Autrefois je brodaient pour m'amuser, à présent c'est pour ajouter à votre bien-être; jugez comme je travaille avec plaisir ! aussi je suis devenue bien habile !... regardez ! » Elle montrait son petit carton qui était vide; « J'ai bien rendu mon col, et en voilà le

prix, ajouta-t-elle en déposant quelques pièces de monnaie sur la table.

« Chère enfant, dit Mme Reval en la serrant tendrement sur son cœur, Dieu te récompensera... tu seras heureuse. »

— Ma récompense, maman, c'est quand vous me souriez, quand vous m'embrassez... Ah! alors je suis bien heureuse! »

Un petit coup légèrement frappé à la porte ayant arrêté le baiser que Mme Reval appuyait sur le front de sa fille, celle-ci se releva vivement et jeta vers sa mère un regard d'inquiétude : jamais, depuis la perte de leur fortune, aucune visite n'était venue interrompre leur solitude.

« Va donc, dit Mme Reval en souriant. »

La porte ouverte livra passage à un jeune homme qu'au premier abord Anna reconnut pour l'étranger qui avait relevé le pauvre.

Le visage de la jeune fille prit une expression grave et sévère.

Avant que Mme Reval eût le temps de s'informer du sujet de sa visite, l'étranger s'avança vers elle en saluant avec respect.

« Madame, dit-il, vous êtes sans doute la mère de mademoiselle? »

Mme Reval fit signe d'assentiment et indiqua un siège à l'étranger. Il continua : « Le hasard nous a mis ce matin, mademoiselle et moi, de moitié dans une bonne œuvre... »

Au premier mot, Anna, qui avait rougi prodigieusement, se hâta d'interrompre en disant : « Je n'ai pas encore eu le temps de vous raconter cela, maman. Vous rappelez-vous ce pauvre qui se tenait à la porte de notre hôtel, qui avait un bandeau vert sur les yeux, pour cacher sans doute sa figure aux passans, et qui tenait un panier rempli d'allumettes? »

— Oui, et dans lequel ton père laissait toujours tomber quelque monnaie en revenant de la Bourse, interrompit à son tour Mme Reval, celui que tu nommais ton pauvre, et à qui toi aussi, toute petite, tu portais déjà tes modiques épargnes... »

— Depuis notre départ de l'hôtel, nous nous demandions tous les jours ce qu'il était devenu... »

— Eh bien! dit Mme Reval avec intérêt.

— Eh bien! maman, je l'ai retrouvé aujourd'hui, mais dans quel état! étendu sur la neige, mourant de froid et de faim... et sans monsieur... »

— Dites plutôt sans vous, mademoiselle, répliqua vivement l'étranger, car moi, j'avais oublié ma bourse, et c'est vous qui lui avez sauvé la vie... Mais, reprit-il, en voyant une vive rougeur s'étendre sur les joues d'Anna, ce n'est point pour découvrir à madame votre mère le secret d'une de vos bonnes actions que je vous ai suivie jusqu'ici, je viens vous prier de vouloir bien vous charger d'acheter pour cet infortuné du bois et un lit... Voici cent francs que je vous prie de vouloir bien employer à cet usage... croyez, mademoiselle, que si je n'étais point étranger dans Paris, si je ne parlais pas ce soir, je n'aurais pas osé... Je vous prie, mesdames, de vouloir bien recevoir mes excuses. »

— Vous ne nous en devez aucune, monsieur, répondit Mme Reval, je vous remercie au contraire de nous avoir choisis pour accomplir votre bonne action.

— Maintenant, madame, ajouta-t-il d'un air timide et embarrassé, il me reste à vous demander le nom de ma jeune sœur en charité.

— Mlle Anna Reval. »

Un cri d'étonnement échappa à l'étranger.

— Mlle Reval! la fille de M. Reval de Bordeaux qui, trompé par un homme qu'il croyait son ami, perdit sa fortune et en est mort de chagrin? »

— Hélas! oui, monsieur; mais comment le connaissez-vous? »

— Je suis Jules Barsac, » répondit l'étranger d'une voix à peine entendue.

Anna pâlit et alla se placer près de la chaise de sa mère.

Un morne silence succéda : ce fut Jules qui le rompit.

« Ah! madame, dit-il en se levant avec vivacité, je sens que je vous ai envoyé hier ma renon-

ciation au bonheur; cette lettre... (il la prit sur la table) cette lettre, répéta-t-il, permettez-moi... » il la froissa entre ses mains et la jeta au feu; puis, mettant un genou en terre devant Mme Reval qui souriait d'espérance et de joie, regardant tour à tour sa fille chérie et son gendre futur, celui qu'elle eût choisi si le hasard ne l'eût choisi déjà, » permettez-moi de la détruire, cette lettre, et oubliez-en le contenu, rappelez-vous seulement ces mots : *Si nous nous connaissons, mademoiselle votre fille et moi*. Eh bien! madame, nous nous connaissons comme si nous ne nous étions jamais quittés, ne désunissez pas ceux que la charité a unis! J'ai donné à mademoiselle le nom de sœur, laissez-moi lui donner un nom aussi doux, mais plus sacré, celui d'épouse. Je n'ai plus de fortune à lui offrir, mais je sens maintenant douer mon courage et mon espérance; pour elle, pour vous, madame, qui ne nous quitterez jamais, je travaillerai, je réussirai dans mes efforts. Oh! répondez-moi, madame... Mais vous pleurez... vous me tendez la main... vous consentez à devenir ma seconde mère! »

— Et toi, Anna, qu'en dis-tu? demanda Mme Reval en tendant l'autre main à sa fille.

— Ai-je jamais eu d'autre volonté que la vôtre? répondit Anna portant cette main à ses lèvres.

— Ainsi vous consentez, mademoiselle? reprit Jules; ainsi vous me permettez de vous offrir une bague d'alliance? »

Il lui présente une petite bague entourée de turquoises.

« C'est la bague d'Anna, dit avec surprise Mme Reval.

— Oui, maman, reprit Anna toute confuse; je l'avais vendue pour remplacer l'argent de ma broderie... »

— C'est en l'achetant que j'ai pu découvrir votre adresse, bien que vous n'avez inscrit sur le registre que le nom d'Anna. Je dois à cette bague de vous avoir retrouvée, mademoiselle, dit Jules en la passant au doigt de la jeune fille.

Le soir même, afin de remplir les intentions bienfaisantes de M. Barsac qui venait de partir pour Bordeaux, Anna retourna auprès de son pauvre... Il avait disparu sans indiquer sa nouvelle demeure.

### III.

Un mois après, dans la modeste rez-de-chaussée de la rue Neuve-Saint-Roch, quelques amis réunies attendaient le notaire qui ne tarda pas à arriver : il était suivi d'un personnage âgé, richement vêtu. Il ne se fit point annoncer : on n'y prit point attention. Chacun était occupé de la cérémonie qui se préparait. Mme Reval, étonnée sur sa chaise longue, avait sa fille assise à ses côtés. Jules Barsac se tenait debout près d'elle.

Le notaire s'approcha d'une table, y déposa un portefeuille et un contrat de mariage qu'il se mit à lire.

Après avoir précisé la dot du futur, arrivé à celle de la future, il dit : « Mme veuve Reval » constituée à sa fille dix mille livres de rentes... »

« Vous vous trompez, monsieur, interrompit Mme Reval; c'était autrefois... »

Sans faire attention à cette interruption, le notaire continue : « Dix mille livres en deux coupons de rentes cinq pour cent : les voici. »

Et, comme il était effectivement ces coupons sur la table, Mme Reval, sa fille et Jules Barsac firent un moment pour parler; mais l'homme âgé se levant alors et imposant silence de la main, ils attendirent avec surprise le dénouement de cette scène étrange.

« Eh quoi! dit ce personnage d'une voix émue et s'adressant à Anna, eh quoi! mademoiselle, vous ne reconnaissez plus votre pauvre? »

Comme celle-ci le regardait cherchant à démêler sur ce visage calme et vénérable les traits de misère et de souffrance de son pauvre, il continua :

« Vous avez oublié dix années de vos bienfaits de tous les jours; vous avez oublié le 3 janvier ces secours donnés si humainement, surtout si »

propos : du feu, du vin et une aile de paulet enveloppé dans un fragment de journal! ce fragment du journal est la cause que tous mes malheurs sont finis. C'était une des colonnes du *Sicile*, qui, sous le titre de *Faith Paris*, donnait avis qu'un Français du nom de François de Chazel, devenu riche, et après avoir fait vainement chercher son frère Jacques de Chazel, ruiné comme lui dans la Révolution, venait mourir à Londres, sans enfant, laissant une belle fortune. Ce Jacques de Chazel, c'est moi. Je partis sur-le-champ pour Londres; je ne suis revenu qu'hier; mon notaire est le vôtre, madame, dit-il en s'adressant à Mme Reval; j'ai appris le mariage de votre fille; c'est à cet ange que je dois la vie, et c'est bien le moins que je partage avec elle une fortune qui, sans elle, n'eût jamais existé pour moi.

— Mais, monsieur, vous avez peut-être une famille? dit Mme Reval avec émotion.

— Oui, madame, si vous voulez m'admettre dans la vôtre, répondit-il en s'inclinant.

— Ah! vous faisiez partie de notre famille depuis longtemps, » dit Anna serrant dans ses mains les mains de M. Chazel; puis, d'un geste plein de naïveté et de grâce, montrant son fiancé, elle ajouta tout bas : « C'est lui qui vous a relevé; le reconnaissez-vous? Ah! vous dites que vous me devez la vie; si vous saviez, moi, ce que je vous dois... si vous le saviez!... Mais nous ne nous quitterons plus, et je vous raconterai tout cela. »

Jules vint présenter la plume à la fiancée, et tous deux signèrent leur contrat de mariage, qui formé sous de tels auspices, sera sans doute aus si le contrat de leur bonheur.

(Journal des demoiselles).

### ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Le Maire de la Ville de Bastia; Prévient le public que le jeudi trente du courant, à midi précis, dans l'hôtel de ville, il procédera, avec l'assistance des conseillers municipaux délégués, à l'adjudication au rabais, et à la chaleur des feux, aux travaux d'exhaussement des ailes nord et intermédiaire du bâtiment des ci-devant Jésuites, sis en cette ville appartenant à la commune, dont le montant, d'après le devis approuvé par M. le préfet de ce département, s'élève à la somme de vingt mille cinq cents francs.

Le devis estimatif des dits travaux, ainsi que le cahier des charges et conditions imposées à l'entrepreneur, sont déposés au secrétariat de la mairie, où l'on pourra en prendre connaissance. Fait en l'hôtel de ville à Bastia, le 14 août 1838.

Pour le maire en congé,  
L'Adjoint Municipal f. f. de Maire,  
P. MILANTA,

### CHEZ LES FRÈRES FABIANI.

MISSALE ROMANUM ex decreto Concilii tridentini institutum. In folio rouge et noir, belle édition fig. Rome 1826, bien relié. 30 fr.

RITUALE romanum Paoli V jussu editum in 18 relié. 2

MANZONI. I promessi sposi, con illustrazioni di Cantù, 3 gros vol. 16 jolies figures. 7

— Le même relié. 10

PELLICO. Le mie Prigioni, con addizioni di Pietro Maroncelli, e notizie preliminari intorno all'autore 16. 2 50 c.

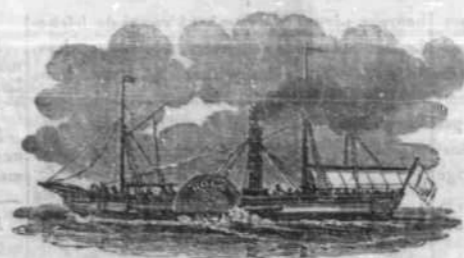
Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia — Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 22 AOUT 1838.

ON S'ABONNE A BASTIA  
AU BUREAU DU JOURNAL.  
A PARIS

A l'Office-chargeur de LAFELLETIERE BORDIER  
et C<sup>e</sup>, Place de la Bourse N° 5.  
P. DESTRIERES et C<sup>e</sup> rue Gaillet N° 13  
PREMIER DE LA BOULOT RUE S<sup>t</sup> HONORÉ  
N° 297, où l'on reçoit les annonces pour  
l'Insulaire français.



# L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## BASTIA.

Un des plus sûrs moyens que l'on puisse employer dans un pays pour son amélioration morale et matérielle est, sans contredit, un bon système de communications vicinales. Cette vérité, dont certains esprits seuls, heureusement en petit nombre, ne ressentent pas encore l'importance, est admise par tous les hommes éclairés qu'une profonde étude sur la matière, et l'expérience acquise dans l'application de cet élément civilisateur, ont mis à même d'en apprécier toute la portée. Aussi un de nos plus habiles administrateurs, auquel la Charente est redevable de la richesse territoriale et industrielle dont elle jouit depuis quelques années, disait-il souvent, les chemins, les chemins et puis encore les chemins sont les trois grands moyens de prospérité et de progrès, pour le pays qui veut en poursuivre la réalisation.

Pénétré de tout ce que ce principe renferme d'avenir dans son application générale, et plus particulièrement encore pour notre département, nous nous sommes demandé, comment il se faisait, qu'en Corse, pays essentiellement agricole, et où par conséquent, les avantages d'une bonne viabilité, doivent être le plus vivement sentis, les chemins vicinaux se trouvaient encore dans le même état d'abandon et d'impraticabilité où les a laissés tomber, le malheur des temps et l'incurie d'une administration imprévoyante, uniquement occupée, à bâtir des palais et à se créer des jardins de plaisance, au milieu des plus pressants besoins d'un pays pauvre dont on craignait, sans doute, l'émancipation morale et industrielle. Nous comprendrions parfaitement la continuation de ce système déplorable, si une grande et généreuse révolution ne s'était accomplie, et ne nous séparait à jamais de cette époque où l'orgueilleuse exigence d'un fonctionnaire public, absorbait et dévorait toutes les ressources du pays pour satisfaire une vanité exagérée. Mais depuis que le gouvernement de juillet, par une louable direction imprimée aux travaux publics, a ramené les esprits les plus élevés, les plus hautes intelligences; à s'occuper de l'importante question de la vicinalité, depuis que dans sa sollicitude il a réclamé, de ses agents, le dévouement le plus absolu, la coopération la plus active à l'achèvement

et au perfectionnement de ces modestes voies de communication, d'où cependant la richesse d'un pays tire sa principale source; depuis surtout que la loi du 21 mai 1836 met à la disposition de l'administration d'aussi puissants moyens d'action, que nulle résistance locale ne serait possible, nous ne concevons pas, que nous en soyons encore à attendre, parmi nous, le commencement de travaux, qui devraient depuis long-temps être en pleine activité, et dont l'influence doit si heureusement réagir sur nos mœurs et notre bien-être.

Et pourtant quel sérieux obstacle est-il venu arrêter l'exécution de cette loi bienfaisante et si impatiemment attendue? Presque tous les conseils municipaux du département ont répondu à son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts, partout les offres les plus généreuses ont été faites; plusieurs communes même ont épuisé le maximum des ressources fixées par la loi, celle de Bastia est de ce nombre : centimes additionnels, prestations en nature, rien n'a été épargné ni refusé pour accélérer la viabilité de son appel, et se sont empressés de voter les fonds qu'elle leur demandait au nom de leurs propres intérêts

plus énergique, et il faut pousser l'incrédulité jusqu'à la négation de l'évidence, pour nier les heureux résultats, que nous venons de signaler. Les améliorations matérielles, qui commencent à changer la face du pays, ne sont pas étrangères à cette réaction morale. Mais il ne faudrait pas que le gouvernement laissât son ouvrage inachevé. Encore quelques projets d'utilité publique franchement exécutés, et la Corse le dédommagera bientôt avec usure.

M. Allain, colonel au 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, appelé, par ordonnance royale du 8 juillet au commandement de la place de Brest, s'est embarqué sur le dernier paquebot pour se rendre au poste honorable que le Roi vient de lui confier.

La conduite que M. Allain a tenue pendant son trop court séjour à Bastia, lui a attiré l'estime et la considération de toutes les personnes qui ont eu l'avantage de le connaître, et de la généralité des habitants auxquels il s'était rendu agréable par son obligeance empressée. D'ailleurs la parfaite discipline et la tenue exemplaire du régiment qu'il commandait, dont pas un seul soldat n'a, jusqu'ici, donné lieu à la moindre plainte de la part des habitants, témoigne tout-à-la-fois, et de ses bonnes relations avec ceux-ci, et de l'affection que son caractère conciliant et facile, avait su inspirer à ses subordonnés. Aussi M. Allain, a-t-il emporté les plus vifs regrets des braves officiers et soldats du beau corps qu'il vient de quitter, et de tout ce qu'il y a d'honnête parmi nous.

M. Blanqui, membre de l'académie des sciences morales et politiques de l'institut de France, et désigné par elle comme on sait pour parcourir la Corse et lui faire un rapport sur sa situation agricole industrielle et morale, est arrivé à Bastia sur le dernier bateau de la correspondance.

Nous espérons que la présence de ce savant distingué parmi nous, ne restera pas infructueuse pour l'avenir de notre pays, et que le caractère de ses habitants sera plus justement apprécié par nos confrères du continent, après que M. Blanqui aura terminé son travail.

M. Levesque (Louis-Charles), colonel en non-activité a été nommé à un emploi de son grade vacant au 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, par le passage de M. Allain au service des places.

M. Peretti (Joseph-Marie) lieutenant au 49<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, vient d'être promu au grade de capitaine au même corps. Et Giacomo (Jean-Bte) sergent-major, sous-lieutenant au 8<sup>e</sup> léger.

Nous annonçons avec plaisir la nomination de Mgr. Viale, notre concitoyen, à la place d'intendant du SS. Siège près la cour de Munich.

Un événement affreux vient de jeter la consternation dans le petit hameau de *Croce*. Un misérable aliéné, le nommé... fils d'un lucquois marié dans le pays, a tranché la tête à son mal-

heureux père et tué sa mère à coups de hache. Le double parricide a été arrêté et conduit sous bon escorte dans les prisons de Bastia. Nous donnerons plus tard les détails de cet épouvantable méfait.

Les bandits Manenti François André et Vesperini Antoine Joseph, le premier prévenu de plusieurs meurtres et de plusieurs vols, le second sous mandat d'amener pour tentative d'assassinat, ont été capturés après une longue résistance, dans les montagnes de Vizzavona, à l'endroit appelé Vignarello, par un détachement de voltigeurs corses de la compagnie du brave capitaine Tramoni.

Le 11 décembre prochain il sera ouvert au ministère de la marine, un concours pour une place de professeur de l'école d'hydrographie établie dans notre ville.

On lit dans plusieurs journaux de la Capitale :

« Le gouvernement va se charger de la correspondance, par bateaux à vapeur, de l'île de Corse; il y affectera trois vapeurs qui seront la *Chimère*, le *Ramier* et le *Castor*, qu'on distraira de la correspondance d'Afrique. Ces paquebots vont être remplacés par le *Phaéton*, le *Méïore* et le *Lavoisier*, qu'on attend des ports de l'Océan.

La Goëlette l'*Etoile*, commandée par M. Denans, lieutenant de vaisseau, est entrée dans le port de Bastia le 20, venant d'Ajaccio.

Par jugement du tribunal correctionnel de Bastia, en date du 20 de ce mois.

Le nommé S\*\*\*\*\* a été condamné à 2 mois d'emprisonnement et à 100 francs d'amende pour avoir tenu une maison de jeu de hasard.

Déjà cet individu avait été condamné pour le même délit à 15 jours de prison et à 100 f. d'amende.

— M. le ministre de la justice et des cultes vient d'accorder une somme de 15,055 fr. pour secourir les ecclésiastiques sans fonctions et les anciennes religieuses de ce diocèse.

— Par une délibération, en date du 9 du courant, le conseil municipal de Corti a voté le prélèvement sur les fonds communaux de la somme de 1,200 fr. à affecter au traitement d'un nouveau professeur qui serait ajouté à l'école Paoli.

— M. Chauchard, payeur-général de la Corse, est arrivé à Ajaccio le 17 du courant.

Par arrêté de M. le ministre de l'intérieur en date du 7 août courant, ont été nommés membres des commissions de surveillance des prisons de la Corse, savoir :

Arrondissement d'Ajaccio.

MM. Berthin, Antoine, propriétaire et négociant; Delacroix, Henry, archiviste de la préfecture, Gabrielli, Taddéo, curé d'Ajaccio.

Arrondissement de Bastia.

MM. Morelli, Silvestre, propriétaire; Morelli, Ignace, propriétaire; Massei, Louis, avocat.

Arrondissement de Calvi.

MM. Capifali, Pierre, juge de paix; Bartoli, Joseph-Auguste, médecin, Ballero, Toussaint.

Arrondissement de Corti.

MM. Benedetti, Joseph, membre du conseil-général, Adriani, Vincent, et Grimaldi, Antoine, Louis, membres du conseil d'arrondissement.

Arrondissement de Sartène.

MM. Mancini, Antoine-Geoffroy, Pietri-Antoine-Fioravante, membres du conseil d'arrondissement; et Otoli Antoine-Vincent, propriétaire.

Réponse des Capitaines rapporteur et commissaire du Roi, à l'Argument judiciaire, inséré dans le journal l'Insulaire du 15 août.

Notre intention n'est pas de prolonger une polémique sur l'institution des tribunaux militaires, avec l'auteur de cet article, auquel nous reconnaissons la capacité en législation militaire. Et, comme il a la prévoyance de nous avertir que nous ne devons rien connaître au delà du positif, qu'il est même jusqu'à son langage que nous pourrions ne pas comprendre, nous serions véritablement imprudents de nous lancer sur une autre mer, hérissée de détours et d'écueils (codes ordinaires) avec un pilote aussi expérimenté.

Toutefois, nous prendrons la liberté de l'engager à lire le *Manuel des Conseils de guerre*, édition de 1831, par Chenier avocat à la cour royale de Paris; manuel répandu par ordre, dans tous les Conseils de guerre du royaume, et qui leur sert de guide. Il verra aussi des règles fixes; il assurera que les codes criminel et pénal ordinaires, imposent, comme le code militaire, aux juges qui sont aussi jurés, des bases de conduite, sans l'observation desquelles, certains jugements seraient entachés de nullité.

L'auteur de l'article fait erreur, en rappelant les termes du jugement prononcé contre Kune, par le 1<sup>er</sup> Conseil de guerre de la 17<sup>e</sup> division militaire le 23 juillet dernier; et confirmé par le Conseil de révision. L'article 22, titre 8 de la loi du 21 brumaire an V, n'a point été invoqué, mais bien l'article 18 de la loi du 3 pluviose an II titre XIII.

Nous relevons encore une erreur, lorsqu'il dit que Kune a cherché à mettre en joue seulement l'information, l'interrogatoire et les débats ont fait connaître positivement que le caporal a couché en joue son colonel, qu'il suivait dans cette position, tous les mouvements du colonel, avec son arme, jusqu'à l'instant où l'adjudant s'est précipité sur ce malheureux.

L'article 22 de la loi de brumaire an V, renvoyant aux lois pénales antérieures, si le délit n'est pas prévu dans cette loi, ne trouve son application que dans l'article 18 de la loi du 3 pluviose an II, qui ordonne de recourir au code pénal ordinaire. Et cette disposition est rationnelle puisque tel crime, tel délit, peut ne pas être classé dans le code militaire. L'auteur de l'article a-bonde lui-même dans ce sens, en observant que les règles qui classent les crimes et délits sont plus étendues dans le code civil que dans le code militaire. Il s'en suivrait une faveur immense accordée aux militaires, puisqu'il serait interdit aux tribunaux militaires d'avoir recours au code pénal civil. Cependant, il existe une infinité de crimes et de délits qui ne sont pas prévus par leur code, et de ce nombre se trouve celui dont le nommé Kune s'est rendu coupable. Admettre que, parcequ'il a en lieu de subordonné à supérieur, il doit trouver son application dans l'article 15 de la loi de brumaire an V, c'est une grave erreur, puisque ce serait placer le militaire hors la loi commune, ce serait le privilégier au détriment des autres citoyens, qui pourraient être condamnés par une cour d'assises pour un fait semblable ou analogue. Car, il ne s'agit pas de prendre pour règle sa propre opinion: elle pourrait avoir tort par le résultat de la décision d'un jury qui interpréterait autrement que l'auteur, les art. 2 et 297 du code pénal.

Que dit l'art. 15 de la loi de brumaire an V, « Tout militaire convaincu d'avoir insulté ou menacé son supérieur de propos ou de gestes, sera puni de cinq ans de fers, s'il s'est permis des voies de fait, il sera puni de mort. » Cet article est classé autre insubordination, si donc, Kune s'était rendu coupable seulement de menaces ou de gestes, ou bien s'il avait commis des voies de fait, alors ce même article était applicable. Mais il est sorti des conditions de l'insubordination, par une tentative d'assassinat avec tous les caractères de criminalité, exigés dans les articles 2 et 297 du code pénal; crime dont Kune a été déclaré coupable; et il n'appartient qu'aux juges militaires, qui sont aussi jurés, d'apprécier, dans leur conscience, s'il y a eu ou non tentative avec commencement d'exécution (Art. 342 du code criminel) puisqu'aucune loi ne détermine les conditions de la tentative, avec telle ou telle arme.

D'après ce que nous venons d'établir, que le militaire ne peut pas être placé en dehors de la loi commune, pour les crimes et délits qui ne sont pas classés dans le code militaire; l'application des art. 18 de la loi du 3 pluviose an II, 2, 296, 297 et 302 du code pénal ordinaire est donc exacte, dans le crime commis par le caporal Kune.

« sera puni de cinq ans de fers, s'il s'est permis des voies de fait, il sera puni de mort. »

Cet article est classé autre insubordination, si donc, Kune s'était rendu coupable seulement de menaces ou de gestes, ou bien s'il avait commis des voies de fait, alors ce même article était applicable. Mais il est sorti des conditions de l'insubordination, par une tentative d'assassinat avec tous les caractères de criminalité, exigés dans les articles 2 et 297 du code pénal; crime dont Kune a été déclaré coupable; et il n'appartient qu'aux juges militaires, qui sont aussi jurés, d'apprécier, dans leur conscience, s'il y a eu ou non tentative avec commencement d'exécution (Art. 342 du code criminel) puisqu'aucune loi ne détermine les conditions de la tentative, avec telle ou telle arme.

D'après ce que nous venons d'établir, que le militaire ne peut pas être placé en dehors de la loi commune, pour les crimes et délits qui ne sont pas classés dans le code militaire; l'application des art. 18 de la loi du 3 pluviose an II, 2, 296, 297 et 302 du code pénal ordinaire est donc exacte, dans le crime commis par le caporal Kune.

Vouloir renfermer toutes les pénalités d'assassinat, de meurtre, dans l'art. 15 de la loi de brumaire, commis par un subordonné sur un supérieur; c'est ce que n'a pas encore osé déclarer aucun légiste, et cependant voilà 30 ans et plus que la justice militaire rend des jugements; et voilà 28 ans qu'elle a recours au code pénal de 1810, pour les crimes et délits non prévus dans la loi militaire, conformément à la loi du 23 pluviose an II et au décret de septembre 1812; cette jurisprudence toujours consacrée par la cour suprême.

Mais l'auteur va plus loin, il nous interdit l'application des art. du code pénal, de 1 à 5. Dans ce cas nous lui demanderons de vouloir bien nous indiquer dans le code militaire, quelle loi atteindrait un militaire qui assassinerait son camarade? Quant à nous, qui ne devons voir que du positif, nous ne trouvons que la pénalité qui frappe celui qui commettait ce crime envers un habitant.

Si nous devions nous renfermer dans les restrictions législatives qu'on voudrait nous imposer, il arriverait que ce militaire justiciable d'un conseil de guerre, serait déclaré coupable d'un fait non prévu par la loi militaire; et conséquemment abusés en vertu de l'article 364 du code d'instruction criminelle (voir les formules du conseil de guerre).

Si tout ce que nous venons d'exposer n'a pas le mérite de convaincre notre adversaire, nous citerons en dernier lieu le considérant du décret impérial du 22 septembre 1812 sur l'avis du conseil d'état, ainsi conçu : « Considérant que la législation des conseils de guerre ordinaires les autorise à appliquer le code pénal civil dans les cas non prévus par les lois militaires etc. » Et nous confirmerons cette législation, en lui rappelant, que la charte de 1814 a trouvé les tribunaux militaires légalement prorogés et les a maintenus (art. 68); que la charte de 1830, les a consacrés et reconnus, en déclarant toujours en vigueur les lois existantes (art. 59).

Nous terminerons en témoignant un vif et sincère regret, que l'auteur de l'article communiqué, n'ait pas eu le bonheur de défendre le malheureux Kune; car par sa logique sage, ferme et éclairée, il aurait eu plus de succès, sans doute, que l'avocat, Rédacteur en chef de l'*Echo*, qui a prêté si généreusement, l'appui de son talent à cet infortuné. Nous avons aussi l'honneur de le prévenir que nous bornons la toute réponse pour l'avenir, car nous avons assez d'un voyage sur ces mers, dans les profondeurs desquelles, les uns comme les autres pourrions nous engloutir.

(Communiqué.)

TOULON, 19 août. — (Correspondance particulière de l'Insulaire.)

Toulon, le 19 août. Le bateau à vapeur la

*Chimère*, commandé par M. Janin lieutenant de vaisseau, vient de recevoir l'ordre d'appareiller et de faire route pour Cadix; ce bâtiment porte des dépêches.

Le bateau à vapeur le *Fulton*, commandé par M. Enard, lieutenant de vaisseau, part demain pour Alger portant la correspondance et des passagers militaires.

Le brick le *Zèbre* est sur son départ. On travaille avec beaucoup d'activité aux réparations du vaisseau le *Montebello*, qui, une fois susceptible de prendre la mer, ira rejoindre l'escadre de l'amiral Lalande.

On presse beaucoup l'armement des bombardses le *Cyclope*, le *Fulcan*, le *Féaune*, et le *Volcan*.

## NOUVELLES DIVERSES.

Paris 15 août.

Le Roi et la Reine ont quitté leur résidence de Neuilly. L.L. MM. sont arrivés aux Tuileries hier à 1 heure après midi pour y résider jusqu'à la délivrance de S. A. R. Madame la duchesse d'Orléans.

— M. Moreau, médecin de madame la duchesse d'Orléans, se rend plusieurs fois par jour aux Tuileries. Toutes ses visites, très fréquentes, ne l'empêchent pas de faire son cours à la faculté de médecine et d'assister aux examens. Il n'a jamais été question de lui adjoindre auprès de la princesse, aucun autre accoucheur, quelque recommandable qu'il fut par son expérience et ses talents. On indique toujours l'époque probable de l'accouchement de S. A. R. du 20 au 25 de ce mois.

— C'est le 22 août que sera jugé à Perpignan, le général Brossard. Plusieurs officiers supérieurs et généraux, comparaitront aux débats. On cite les lieutenants généraux Berthezène et Bugeaud, le maréchal de camp Leydet, etc. témoins dans l'affaire. L'interrogatoire du général Brossard, a été terminé le 27 juillet, et le 28, il a communiqué pour la seconde fois avec ses conseils.

— Le bal offert par M. le préfet maritime de Toulon à son altesse impériale l'archiduc Frédéric, a été très brillant.

— Les dernières nouvelles de Tunis annoncent que l'amiral Gallois a fait embosquer toute sa division, de manière à pouvoir défendre l'entrée de la Goulette à une flotte de 50 navires de guerre. L'amiral Lalande avait eu avec l'amiral Gallois, une fort longue conférence, à la suite de laquelle des dépêches avaient été expédiées au gouvernement français. Rien n'avait transpiré à cet égard et l'on ne connaissait point les projets ultérieurs des amiraux.

— L'infant Don-François de Paule et sa famille venant de la Rochelle sont arrivés à Paris; il est logé dans le bel hôtel Galiffet rue du Bac. On dit que le prince passera l'hiver à Paris.

— M. Fabricius chargé d'affaires des Pays-Bas et de Nassau est parti le 14 de Paris pour se rendre à la Haye. Ce diplomate résidait à Paris depuis 17 ans.

— Le bateau à vapeur le *Tartare* a fait la traversée d'Alger à Toulon avec une rapidité prodigieuse. Ce bâtiment a appareillé le 4 août à 1 heure après midi, et 49 heures après il mouillait sur la rade de Lézareth à Toulon.

Ainsi dans le court espace de 50 heures on peut recevoir à Paris l'aide du télégraphe, des nouvelles d'Afrique.

— On écrit de Pétersbourg, 21 juillet : « On estime le nombre des exilés dans les quatre gouvernements de Sibirie à près de 25,507 de ces infortunés bannis ont été conduits depuis 1823 jusqu'en 1832, dans le gouvernement de Jonniseisk. »

— Il vient de passer à Newport un fait qui prouve à quel degré d'exaltation héroïque peut arriver une femme contrariée par son mari. La dame Philippe voulait assister à une grande réu-

nion donnée au bénéfice de la nouvelle église; mais son mari lui ayant objecté qu'elle avait des affaires chez elle, elle lui déclara qu'elle allait, s'il persistait dans son refus, se faire sauter un doigt. Saisissant aussitôt un couperet, elle détacha un doigt, puis un second, et voyant que son mari s'obstinait à refuser: eh bien! dit-elle, la main y passera, et elle frappa à la naissance du poignet: l'os ne fut pas atteint heureusement. Le mari crut enfin devoir faire cesser cette boucherie. M. Harry Fry, chirurgien, mandé aussitôt, fut forcé d'en venir à l'amputation complète des deux doigts mutilés, et il posa un appareil sur le poignet. Cette femme héroïque, pendant le pansement, déclarait encore à son mari en présence de l'opérateur, que si c'était à recommencer elle se couperait l'autre main plutôt que de ne pas faire sa volonté. (Bristol Mirror.)

## NOUVELLES D'ESPAGNE.

Les correspondances et journaux de Madrid en date du 8 courant, ne contiennent que peu de nouvelles. La crise ministérielle n'est pas encore entièrement terminée. La *Espana* assure qu'il n'y aura pas de changements dans le cabinet, et le *Correo* prétend que le ministère se consolide. Notre correspondant croit que les choses ne sont pas tout à fait aussi avancées et il pense que le ministère subira probablement une modification partielle.

— Il résulte des lettres de Bayonne du 11, qu'Espartero n'abandonnait pas les projets d'attaque contre Estella. Il est sorti de Pampelune, de l'artillerie par Puente la Reyna.

— D'après des lettres de Saragosse du 9 la Pobleta avait été occupée par Borso et Pardini pour garantir un convoi d'Alcaniz.

## VARIÉTÉS.

### UN PARISIEN EN PROVINCE.

Il y a déjà bien long-temps que le naïf provincial, jeté tout ébahi au milieu des merveilles et du tohu-bohu de la capitale, est en possession de défrayer la verve caustique des faiseurs de vaudevilles et de caricatures. On pourrait s'étonner de ne pas voir un sujet si vieux épuisé, usé jusqu'à la corde, si l'on ne savait qu'il y a quelque chose de plus inépuisable que les sources de la rivière où se mirent les palais, les ponts et les reverberes de la grande cité, et c'est la badauderie parisienne. M. de Pourcainnac ne sera point relevé, par la pointe affilée de M. Scribe l'académicien, du ridicule qui lui a infligé le large burin du grand Molière; et Jean-Jean, modèle du parfait tourlourou, portera long-temps, dans sa désinvolture picarde ou bourguignonne, l'empreinte du crayon jovial de Charlot. Depuis vingt ans, si je ne me trompe, un autre type très populaire partage avec le français des *tribus rustiques*, les honneurs du brocard parisien: c'est le voyageur anglais vomé par le *packet-boat* sur le continent; c'est le superbe *gentleman* aux prises avec l'avidité des maîtres d'hôtel et l'insolence des postillons, avec les séductions de la dinde truffée, du champagne et de la grisette, produits également frelatés de notre industrie nationale; c'est le *tourist* des bords de la Tamise. Enfin, luttant dans le désappointement le plus grotesque contre la brutalité des glaciers alpestres et les anfractuosités des rochers pyrénéens. Je connais pourtant quelque chose de plus magnifique que M. de Pourcainnac à son arrivée à Paris, de plus naïf que Jean-Jean aux Champs-Élysées, ou à la caserne Popincourt, de plus amusant que John-Bull en voyage, c'est le parisien en province.

Et lorsque je nomme ici le parisien, ne croyez pas que j'ais seulement en vue l'innocent industriel de la rue aux Ours, ou le paisible casanier de la place Royale, ou bien encore le bureaucrate fessé de la rue St-Dominique. A Dieu ne plaise que je veuille vous faire recommencer l'O-

dyssée de ce bon M. Dherbelin, ni troubler dans leur quiétude impalpable les héros d'Henri Mounier! Le parisien dont je veux vous entretenir est un fashionable par-sang que vous pouvez rencontrer tous les jours au boulevard des Capucins, au bois de Boulogne, au foyer de l'Opéra. Il fait une horrible consommation de gants jaunes, et déjeune tous les jours au café de Paris. Il est honorablement connu à l'Académie de Grisière, au manège de Chopin, au tir de Lepage: il monte les plus beaux chevaux de Crémieu, il a pour maîtresse la femme d'un agent de change, ou un premier sujet de l'Opéra. Il ne porte que des habits de Staub; le bottier le plus en renom, le chapelier le plus à la mode sont ses fournisseurs. Son père, gros capitaliste de la Chaussée-d'Antin, lui accorde une rente de mille écus, et il fait pour vingt mille francs de dettes par an. C'est en tout point un jeune homme accompli: il est pâle et maigre; il porte les cheveux plats comme Michel-Ange et la barbe pointue comme le Dante. Il a été élevé au collège Louis-le-Grand; il a remporté un prix et trois accessits au concours général. Depuis deux ans qu'il a secoué le joug scolaire et qu'il est rentré dans le monde, il fait des tiers et des quarts de vandeville pour la porte St-Antoine et le Palais-Royal, des articles de mœurs pour les petits journaux, et la Revue littéraire du *Journal des Tailleurs*. Il a même quelquefois risqué le premier Paris dans un grand journal de l'opposition, quand la polémique était à sec et le rédacteur en chef en vacances.

Mon jeune Parisien a de l'instruction, de l'aspect même, de la lecture et l'usage du monde; je dirai plus: il a des idées parfaitement arrêtées en politique, en religion, en morale, en littérature; sceptique quand il veut trancher du philosophe, croyant quand il veut se poser en artiste. Il a étudié l'histoire dans les romans de Walter-Scott, l'économie politique dans les romans de Mistriss Martineau, la morale dans G. Sand: le *National* et le *Charivari* ont fait son éducation politique; aussi est-ce un homme fort avancé dans les voies du progrès social, un profond humanitaire. Il traite Montesquieu comme un petit garçon; le génie de Bossuet n'a rien qui l'étonne, pas plus que l'esprit universel de Voltaire; c'est tout au plus s'il vous accordera que J. J. Rousseau était un assez fort penseur pour son temps. Il est vrai qu'il compte au nombre de ses illustres amis deux ou trois rédacteurs du *Bon Sens*; il s'est trouvé deux ou trois fois dans le même salon que Michel Chevalier, et il lui a entendu parler de chemins de fer et de canaux; le secrétaire de la société phrénologique lui donne des poignées de main quand il le rencontre; M. de Chateaubriand lui a écrit de sa main trois lignes inéffables: c'était pour le remercier d'une *réclame* à la louange du *Congrès de Vienne* dans la *Gazette musicale*. Il a dansé avec Mme Flora Tristan dans un *rot* de J. Janin, et il fume tous les soirs un cigare, au club des Artistes en compagnie d'Alexandre-Dumas et de Léon Gozlan: comment voulez-vous qu'il ne devienne pas un grand homme!

Tallais oublier de vous dire, à propos des idées de mon jeune Parisien en littérature, qu'il s'est formé le goût en méditant les préfaces de M. Victor Hugo, les poésies de M. Sainte-Beuve et les brochures de M. Granier de Cassagnac. Il se serait superflu d'ajouter qu'il méprise Boileau comme la poussière de ses souliers, et qu'il parle ou ne peut plus cavalièrement du tendre Racine: il ne pardonne point à Mme de Sévigné d'avoir comparé l'auteur d'Athalie au café, attendu que le café n'a point encore passé.

Tel est mon Parisien parisien dans son atmosphère normal. Or, il arrive une époque de l'année où Paris change tout-à-coup de physionomie: il ne garde de tout ce qui fait son individualité, sa vie, que la boue, la fiente et le bruit. Il perd ses artistes et ses belles femmes, ses jeunes gens et ses jeunes dorées, ses rentiers et ses bourgeois, ses concubines et ses fauves, ses chiens et ses chats, ses doubles et ses emparements.

Seule qui se heurte et se presse sur les boulevards, dans les jardins, dans les cafés, dans les musées, dans les théâtres: Rome n'est plus dans Rome.... Alors il y a de l'herbe et des fleurs aux champs, de l'ombre et une musique ravissante dans les bois, de la vie dans la plaine et sur la montagne, de la joie dans les chaumières, et partout de l'air et du soleil. Alors la Province se peuple de tous les heureux de la capitale; la poussière des grandes routes tourbillonne sous les roues des chaises de poste; les châteaux se peuplent, se parent, se raillent. Les thermes de Vichy, du Mont-d'Or, des Pyrénées et des Vosges, les bastides de la Provence, les vergers de la Normandie, les clos de la Bourgogne, les chalets de l'Auvergne, deviennent les joyeux rendez-vous de ce Paris d'élite, avide d'émotions et de surprises, que l'hiver a saturé de bals, de concerts et de spectacles. Rouen, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Lyon, reines de la province et grandes feudataires de Paris, tressent des couronnes pour toutes les célébrités dramatiques et lyriques en congé. Duprez refait sa voix et sa bourse sous le ciel bleu du Languedoc; Habereck est allé diriger un concert-mouster dans un festival du Nord, Paul Delaroche lave ses pinceaux dans les riantes cascades du Sichon; Victor-Hugo écoute sur les grèves de la Dieppe la grande voix de l'Océan, G. Sand parcourt les vieux donjons de la vallée du Rhin; l'auteur du *Chemin de traverse* se laisse emporter dans la calèche d'un prince russe vers les grandes routes de l'Italie. Le moyen de rester désormais dans Paris!

Alors notre jeune Parisien aussi se prend d'une belle passion pour les voyages: la banlieue ne suffit plus à son besoin d'explorations pittoresques: la route de Versailles lui est devenue insipide et triste; le chemin de fer de Saint-Germain n'a plus rien qui sourie à son imagination, et les bords d'Enghien lui paraissent une mystification souverainement ridicule. Il lui faut un horizon plus large et plus pur que celui de la plaine St-Denis, d'autres montagnes que les buttes Montmartre, d'autres bois que ceux de Chantilly et de Meudon, d'autres vallées que celle de Montmorency, des ruisseaux moins prosaïques que la rivière de Bièvre. Le voilà donc quêtant partout des lettres de recommandation pour la Province; ses paquets sont faits, sa place est retenue aux Messageries Laffitte, route de Paris à Clermont. Deux malles, trois caisses, une valise, deux boîtes à chapeaux, forment un bagage avec lequel Christophe Colomb ou Lapayrouse auraient fait trois fois le tour du monde; ce n'est pas trop pour un Parisien qui va s'aventurer pour la première fois dans les steppes de la province, à quatre-vingts lieues au-delà de la barrière de Fontainebleau. Du reste, Pizarro ou Ferdinand Cortez ne s'avanceraient pas plus fiers, plus intrépides, plus confiants dans leur étoile, à la conquête du Mexique ou du Pérou, que notre voyageur de la Chaussée-d'Antin à la recherche de ses émotions provinciales.

Ce paletot, qui donne à nos grands hommes du jour un air si ridicule et si bête, distingue notre jeune Parisien de la foule des voyageurs ordinaires; bien et d'ailleurs ganté, guêtré, busqué, musqué, le voilà déjà empaqueté dans ce lourd véhicule si improprement appelé *diligence*. Un lorgnon monté en vermeil pend à son cou et oscille sur sa poitrine, comme une relique sur le giron d'un moine espagnol: il s'en sert avec une impertinence admirable pour *dévisager* ses compagnons de voyage. Le coup de fouet est donné; le conducteur a entonné sa fanfare ranque et criarde. Dès ce moment, le parisien voyageur a commencé sa vie nouvelle, sa vie d'aventures et d'émotions. Il a la tête trefois son Homère, et il cherche à se rappeler, en guise d'épigraphie pour son journal de voyage, ces premiers vers de l'Odyssée, dont vous me permettrez d'emprunter la traduction à la prose poétique du prince Lévi-Strauss: « Muse, chante cet homme souple, divers, qui, après avoir renversé les murs sacrés de Troie, erra long-temps, vit des peuples nom-

breux, et connut leur esprit, et leurs mœurs et leurs lois. »

Au temps d'Homère, les poètes et les grands hommes cheminaient à pied et le bâton blanc à sa main; de nos jours, ou les gueux seuls mesurent les routes à pied, il n'y a que les étudiants, les solliciteurs et les épicuriens qui voyagent en diligence: tout homme qui a un nom ou une prétention quelconque à en avoir un, se fait rouler en chaise de poste. Notre Parisien, fashionable, homme du monde, enfant gâté de la fortune, comme je vous l'ai dit, a bientôt reconnu sa supériorité sur la société bostonienne au milieu de la quelle le hasard ou sa fantaisie l'ont égaré. Il ne manque pas de s'en prévaloir. Il se drape, il prend ses condées franches, il s'empare de la conversation, il parle à tort et à travers, tranche toutes les questions avec un imperturbable aplomb; il est admirable de verve, de suffisance et de témérité. C'est un ravissement perpétuel de la part de ceux qui l'écoutent. Le commis-voyageur lui-même, et c'est tout dire, baisse pavillon devant son outre-ouïssance: il recueille de la bouche du Dandy, qui sait tout, qui a tout vu, tout lu, tout entendu, mille particularités inédites, mille anecdotes scandaleuses, mille aventures ébouriffantes, dont il ne manque pas de faire les honneurs à la plus prochaine table d'hôte. Le Parisien s'étonne lui-même de l'effet magique qu'il produit; il se repaît de l'admiration qu'il excite; il s'enivre de son propre triomphe: heureux prélude de l'immense succès qui l'attend partout en province! Oui, la province est désormais son domaine; c'est son fief à lui, exploitable et corvéable à merci! Quelle moisson d'aventures, d'impressions, de souvenirs il va recueillir dans le cours de ses excursions sentimentales et pittoresques! Il y aura de quoi défrayer dix journaux pendant l'hiver; il se rêve déjà un des rois du feuilleton; on s'arrache ses articles, on les lui paie au poids de l'or. Au premier gîte, son premier soin sera d'envoyer son adhésion aux statuts de la *société des hommes de lettres*, cette coalition du journalisme parisien contre le journalisme provincial. Diable! il ne faut pas que la presse plaigne lui vole ses droits d'auteur!

(La suite au prochain numéro.)

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

ARRIVÉES.

Du 8 au 15 Août 1838.

LIVOURNE, Leuth la *Conception*, c. Laporta.  
Idem. tartane l'*Assomption*, cap. Osé.  
CERVIONE, Mistick la *Rose*, c. Sisco.  
MARSEILLE, brick goëlette l'*Antoinette*, cap. Mattei.  
LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota.  
TOULON, Bateau à vapeur le *Var*, cap. Valzi.  
LIVOURNE, bœuf *St-Joseph*, cap. Bertocci.  
ARLES, goëlette la *ville de astia*, Zuani.  
LIVOURNE, mistick l'*Antoinette*, cap. Benedittini.  
MARSEILLE, goëlette la *Constance*, Bogliano.  
Idem. brick-goëlette le *Printemps*, cap. Cambiaggio.

ARLES, tartane l'*Assomption*, c. Thiers.

#### DEPARTS.

TOULON, bateau à vapeur *Golo*, cap. Valzi.  
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.  
CERVIONE, bateau goëlette le *Printemps*, cap. Cambiaggio.  
Idem. id. l'*Assomption*, c. Marini.  
CERVIONE, mistick la *Conception*, cap. Santi.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia — Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 29 AOUT 1838.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

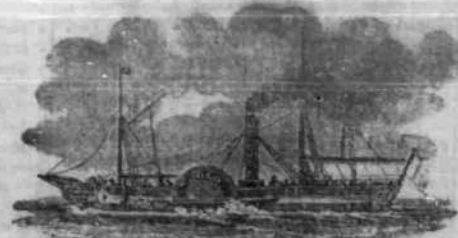
A l'Office central de l'Imprimerie Bourquin

et C<sup>ie</sup>, Place de la Bourse N° 5.

P. DESJARDINS et C<sup>ie</sup> rue Gallien N° 13

PROPRETE DE LA BOULEVARD St Honoré

N° 297, où l'on reçoit les annonces pour l'insertion française.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CINQUIÈME ANNÉE, N° 198.

PREMIER D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES JOURS.



DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE DE PARIS.

Du 24 août 1838, à 3 heures 1/2 après midi.

Le Ministre de l'intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets.

Madame la duchesse d'Orléans est heureusement accouchée d'un Prince, aujourd'hui, à 3 heures après midi. Il reçoit, par ordre du Roi, le nom de Louis-Philippe-Albert, comte de Paris. L'accouchement a été fort heureux. Madame la duchesse d'Orléans et le prince nouveau-né, continuent à être dans l'état de santé..... (Cette dépêche a été interrompue par la nuit.)

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'Etat, Préfet des Bouches-du-Rhône, A. DE LA COSTE.

Aussitôt que cette dépêche est arrivée à la connaissance de l'Autorité, il a été tiré cent et un coup de canon pour annoncer à notre population cet heureux événement.

## BASTIA.

Notre opinion sur la mesure qui tendait à la suppression totale des armes de chasse, et ainsi m'ait tous les Corses indistinctement à des repêches de justice, ou à des gens sans aveu, n'a jamais varié. Personne ne la combattait avec plus de persévérance. Toutes les mesures violentes, et qui ne peuvent se combiner dans leur exécution avec de sages tempéraments, sont toujours mauvaises. Renfermée dans des bornes convenables, la loi du mois de mai 1834 sur la détention des armes de guerre, eût contribué à maintenir la sécurité générale; étendue d'une façon discrétionnaire, à toute sorte d'armes, elle devait devenir, et devint en effet dangereuse pour les gens de bien, utile seulement pour les malfaiteurs, alarmante pour la Corse tout entière.

Cependant il y a loin des dangers qu'elle peut présenter, au sombre tableau, que certains Bastiens de la presse ont tracé de sa position dans un journal bien connu par l'esprit de dénigrement qui le dirige.

Il est faux qu'il n'y ait plus de sûreté que pour les contumaces, il est faux que la vie de tous les paisibles propriétaires soit à la merci des sicaires.

Quelle exagération effrayante! et l'on se plaint ensuite que les étrangers n'approchent de nos ri-

vages, qu'avec une secrète terreur! Comment n'en serait-il pas ainsi? A les entendre, la fin tragique de l'infortuné Pozzo di Borgo est le sort qu'attend les notables de l'île! Jusqu'à quand s'écrit d'une voix larmoyante le nouveau *Gérôme*! serons-nous dans la lâcheuse alternative de nous voir condamner à la prison, et à l'amende, ou de nous exposer à tomber dans un guet-apens comme l'infortuné Pozzo di Borgo?

Nous connaissons un voyageur qui, après avoir lu ce journal alarmant, n'avait plus le courage de poursuivre son chemin. Telle est l'impression défavorable que la lecture de ces articles laisse dans les esprits! Mais que les capitalistes étrangers se rassurent. Le mal n'est pas aussi grand, qu'on le dit; la sûreté des personnes est bien loin d'être compromise à ce point-là; ce cri d'alarme ne sert qu'à accréditer les insinuations de la malveillance, et les auteurs de ces effrayantes peintures préparent des matériaux, pour les brochures de certains écrivains fonctionnaires, qui grossissent le mal à dessin, dans l'espoir d'être investis par le gouvernement d'une sorte d'autorité dictatoriale. Qui nous assure que le comité des alarmistes, n'est pas dans le secret de ces vues ambitieuses? Quoi, qu'il en soit, la vie de tous les hommes de bien n'est pas au bout de la carabine d'un sicaire, et, c'est mal connaître ou calomnier sciemment le pays, que de signaler les contumaces, comme autant d'assassins dont le bras stipendié n'attend que le signal de la vengeance ou de la haine.

Depuis quelques temps les incendies se multiplient d'une manière effrayante en Corse. La semaine dernière, en même temps que les belles forêts de *Cervello* et celle bien plus considérable encore de *Calenzana* étaient réduites en cendres, le feu dévorait les bois et jetait la consternation dans les communes de St-Martino, Ville et Furiani, et menaçait d'envahir le territoire de Bastia. L'appréhension en fut si grande, que toutes les mesures d'usage en pareille occurrence furent prises par l'autorité militaire, qui s'empressa de consigner et faire préparer les troupes dans les casernes, afin de concourir à sauver la ville le cas échéant: heureusement que nous en avons été quitte pour la peur. Mais cela n'empêche pas qu'une grande destruction n'ait eu lieu. Imprudemment des bois et des makis qui sont

d'un très bon rapport, à cause de la culture de nos vignobles, des châtaigneraies, beaucoup d'oliviers et d'autres arbres précieux, ont été la proie des flammes, lesquelles poussées par un impétueux coup de vent du sud-ouest, embrasèrent et consumèrent en un clin-d'œil, toutes qui se trouvaient sur leur passage. Plusieurs vignes et quelques maisonnettes ont été aussi brûlées. Le village de Canile a même couru le plus grand danger. Mais grâce au zèle et à l'infatigable intrépidité de MM. le juge de paix Tomasini et Anziani maire de St-Martino, le feu a été arrêté et le village préservé de ses atteintes. Nous devons dire aussi que l'industrielle population de ce canton doit avoir sa bonne part des éloges si justement mérités par ses premiers magistrats; hommes et femmes chacun a fait son devoir. Les femmes surtout ont donné preuve d'un courage et d'un dévouement au-dessus de leur sexe: on les a vues pendant trente heures de suite, puiser de l'eau à la rivière et la transporter, au milieu de périls imminents, au plus fort de l'incendie. M. le maire de Furiani s'est également distingué. A la tête de la population dont il est le digne chef, M. Mattei, est parvenu deux fois, au moyen de vastes tranchées, à arrêter le feu; mais la violence du vent (*libeccio*) était telle que des tisons enflammés volaient par centaines à trois et quatre cent mètres de distance, et recommençaient un nouvel incendie.

Le feu dont nous avons eu à Bastia l'imposant et pénible spectacle a duré deux jours du 23 au 25 courant, et a parcouru un espace de plus de cinq lieues de long. Il est consolant qu'au milieu de cet immense volcan où la substance de tant de familles a été engloutie, on n'ait eu heureusement à déplorer la perte de personne.

On est encore incertain sur les causes de cet incendie: on ne sait jusqu'ici s'il doit être attribué à la malveillance ou à l'imprudence de quelque berger. Quoiqu'il en soit, il serait à désirer que les tribunaux se montrassent très sévères dans la répression de ces délits, dont la fréquente reproduction tient constamment l'agriculture en échec, et amène des conséquences d'autant plus désastreuses pour la propriété, qu'elle jette l'épouvante et le découragement au sein de nos populations rurales.

A Monsieur le Rédacteur de l'Insulaire Français.

Olette le 21 août 1838.

Monsieur le Rédacteur,

Nous entendons crier, depuis quelque temps, que la nomination de M. Gentile de St-Florent, comme membre du conseil-général, est un triomphe pour l'opposition et un gage certain d'un triomphe plus décisif pour l'avenir; que la majorité qui a élu M. Gentile est une majorité ennemie de MM. les généraux Sébastiani et amie de l'opposition qui se prononce chaque jour plus fortement contre eux dans le véritable intérêt du pays.

Nous avons fait partie de cette majorité; nous avons voté nous, et bon nombre de nos amis, pour M. Gentile, et cependant nous ne sommes pas si satisfaits, du nombre de ceux qui approuvent ce qu'on se plaît à dire contre MM. Sébastiani; Au contraire, ces MM. n'ont pas d'amis plus dévoués que nous, qui savons reconnaître leur dévouement au pays qu'ils honorent et les services importants qu'ils lui ont rendus. M. Gentile, lui-même, n'a-t-il pas voté aux dernières élections pour M. le comte Horace Sébastiani? Si plus tard il n'a pas voté avec nos amis pour M. Limperani, c'est une circonstance dont nous avons pu être peines, mais qui ne nous imposait pas l'obligation de briser tous les nœuds d'amitié qui nous unissent à lui et de lui refuser un témoignage de confiance, lorsqu'il demandait à représenter au conseil-général les intérêts matériels des tantonis où il figure parmi les plus importants.

La méintelligence qui existe entre M. Limperani et M. Gentile, n'est pas d'ailleurs si grande et si profonde qu'elle ne puisse disparaître devant des explications loyales et franches que se doivent toujours des gens d'honneur qui s'estiment et que des malentendus divisent momentanément.

Que ces cris contre des hommes qui ont illustré notre pays, cessent enfin; le bien qu'ils ont fait est le gage de ce qu'ils doivent faire encore.

Veuillez agréer, M. le Rédacteur, l'assurance de notre parfaite considération.

ROCH LIXAROLA. — LOUIS CALVELLI. — P. DOMINIQUE PIAZZA. — FRANCESCO OGILASTRI. ETC.

On nous prie d'insérer les réclamations suivantes adressées au Rédacteur de l'Echo de la Corse.

A M. le rédacteur de l'Echo de la Corse,

Monsieur,

Lorsque votre journal fut fondé on eût lieu de s'apercevoir bientôt que la calomnie et le mensonge auraient été vos armes ordinaires; mais qui aurait jamais pu penser que vous auriez poussé le cynisme de votre ignoble langage jusqu'à mettre en oubli toutes les convenances sociales, et à traîner dans la boue, les principes de la morale la plus simple et la plus universellement avouée?

Quoi! vous osez vous vanter d'aspirer à régénérer le pays en éclairant le peuple, et vous criez au peuple: fais-toi justice toi-même par la violence, l'incendie et l'assassinat, car ceux qui sont chargés de l'administrer au nom de la loi sont des hommes vendus à qui veut les acheter, des hommes pour lesquels l'honneur et la conscience sont des vains noms. Telle est en effet la doctrine proclamée par vous dans le n° du 1<sup>er</sup> de ce mois de votre journal.

Heureusement le public n'accorde que telle croyance que de raison à une feuille dont les prédictions et les assertions sont démenties chaque jour par les faits, à une feuille dont l'immoralité se révèle aux yeux des moins clairvoyants: il n'importe pas moins de faire parler de temps en temps l'incorruptible vérité. C'est la tâche de tout bon journaliste et pour mon compte je ne veux pas m'en laisser déchoir.

Enfin, nous que vous lancez contre les ma-

gistrats populaires se réduisent à quatre chefs principaux: 1<sup>er</sup> vénalité, 2<sup>e</sup> ignorance, 3<sup>e</sup> manque de considération, 4<sup>e</sup> partialité. En outre vous leur reprochez de ne pas jouir de la confiance des parquets. Je ne prétends pas, Monsieur, de connaître personnellement tous les juges de paix de la Corse; mais de ceux de notre arrondissement (et c'est à ceux que vous faites particulièrement allusion) je pourrais en parler en pleine connaissance de cause. Si toutes les accusations que vous lancez contre eux étaient fondées, le moins que le peuple pourrait faire ce serait de les chasser ignominieusement de leur siège.

Pour ce qui touche à l'accusation de vénalité je vous dirai, Monsieur, que vous avez, comme votre ordinaire, fait preuve de peu de jugement en l'admettant sans citer des noms et des faits. Il ne m'appartient pas de scruter la conduite de personne; mais il y a tel individu que vous n'accuserez sans doute pas de manquer de probité et d'indépendance qui, à en croire certains bruits populaires, aurait reçu une somme d'argent pour rendre un jugement arbitral, conformément aux desirs d'une des parties, qui aurait rendu nulle une sentence de même nature, oubliant à dessein d'y mettre la date; qui, consulté sur une question aurait premièrement émis un avis, qu'il aurait modifié ensuite parce que celui auquel il avait été favorable, aurait refusé de lui rendre certain service qu'il réclamait de lui. Et cet individu, auquel ces fautes sont imputées, serait pourtant le même qui prétend s'ériger en réformateur des juges de paix. Vous apprendrez par là à être plus circonspect lorsqu'il s'agit d'insulter et d'accuser des hommes destinés, par leur charge, à faire des mécontents.

Les juges de paix sont ignorants, dites-vous, Monsieur le rédacteur, ils manquent parfois du bon sens le plus commun. Ah que vous auriez été bien satisfait d'eux s'il en était ainsi! vous les auriez comblés d'éloges. Une preuve irréfragable qu'ils ne sont pas dépourvus de bon sens et qu'ils ne sont pas des sots, c'est qu'ils excitent votre colère.

Vous auriez dû encore savoir mieux que tout autre, qu'ils ne manquent pas de considération. On voit dans ce que vous dites là le dépit et la rage d'une ambition déçue. Vous prétendez vous ériger en tribun du peuple, vous dont les parents, les concitoyens et les amis de votre famille, ont exclu de la représentation départementale. Vous voulez acquiescer à cette charge honorifique en calomniant; poursuivez votre carrière.

Venons à l'accusation capitale qui, d'après vous, devrait mettre hors la loi les quatre cinquièmes des juges de paix de cet arrondissement. Étant chefs de faction, dites-vous, ils manquent d'impartialité, et ce qui plus est, ils ne jouissent pas de l'approbation du parquet. Ces deux accusations méritent bien d'être pesées et par le gouvernement et par le public. Votre dernière assertion est vraie. Mais savez-vous comment le peuple que vous prônez tant, le peuple dont vous levez aux nues l'intelligence et le bon sens explique ce fait? Je le dirai puisque vous semblez l'ignorer.

Lors de la session de 1836, dans le conseil d'arrondissement de Corte, s'agita la question de savoir si le tribunal méritait des éloges, que des émissaires du ministère public avaient sollicités. Sept juges de paix en faisaient partie. L'éloge fut rejeté, et l'on prétend que tous les juges de paix furent unanimes pour repousser la proposition. Ils étaient dans leur droit, et ils avaient d'ailleurs de bonnes raisons. On dit que de ce fait tire son origine la méintelligence qui règne entre le parquet et les juges de paix. On cite des mots qui auraient prouvé combien le vote du conseil d'arrondissement avait indisposé certain membre du parquet qui se serait emporté jusqu'à faire des menaces qui déclataient non moins la rage que l'ignorance. Ils n'ont pas eu une haute idée de leur position les magistrats du parquet de cet arrondissement; ils n'ont su s'élever à la hauteur de raison du digne chef de ce tribunal. La jus-

tice, aurait-il dit, sachant que l'on mettrait cette année la même question sur le tapis, n'a besoin du contrôle d'aucun corps quel qu'il soit. Aucun corps, comme aucun individu ne doit mettre la main sur ses balances, et le blâme et les éloges sont vus par elle avec le même œil d'indifférence. Je ne saurais comprendre non plus comment vous pouvez avancer que les juges de paix sont chefs de faction, tandis que ceux qui siègent au conseil d'arrondissement ont été tous élus à l'unanimité. Il y en a deux auxquels un tel nom pourrait convenir. L'un d'eux est intervenu à main armée dans les élections municipales de tout un canton; l'autre a lutté corps à corps pour être admis à l'honneur de faire partie de la représentation de sa commune; il a fait opposition en son propre nom contre l'inscription du nom d'un grand nombre de ses justiciables, et les a assignés à comparaître devant son tribunal. Que pensez-vous de ce fait, dont j'ai les preuves en main? De deux choses l'une: ou le ministère public de cet arrondissement est lui-même chef de faction, ou il doit sévèrement blâmer la conduite de ces deux magistrats. C'est à eux seuls cependant qu'il accorde aide, secours et protection. Du moins c'est ce qu'on juge d'après les apparences.

Ce qu'il y a de plus révoltant dans l'article précité c'est l'allusion directe que vous lancez contre le magistrat conciliateur de ce canton. Vous voulez excuser et, en quelque façon, justifier l'incendie d'une maisonnette qu'il a souffert en paix. C'est un problème pour lui, et un problème pour tout le monde, si cet incendie a été l'effet d'un événement malheureux, ou bien la conséquence d'un crime. Il paraît cependant que vous êtes mieux informé. En ce cas ne seriez-vous pas obligé de révéler à la justice les auteurs de ce forfait?

Je réclame de votre obligeance l'insertion de la présente dans votre plus prochain N°.

Agreez, M. le Rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

FRANCESCO GIACOBBI propriétaire

à Serraggio.

Serraggio, le 19 août 1838.

A M. le Rédacteur de l'Echo de la Corse.

Monsieur,

Il m'est impossible de laisser passer sans réponse l'article du N° 18 de votre journal, ayant pour titre *route de Corte à Aloria*, où mon honneur et la considération d'une famille distinguée sont attaqués de la manière la plus étrange.

Quant à la famille que vous peignez pour but de vos attaques, elle est au-dessus de tout soupçon. Vos éloges et vous, vous ne parviendrez jamais à la priver de l'estime générale, dont elle jouit à tant de titres. Les habitants de l'ancienne pieuvre d'Aloria, redevables d'immenses bienfaits au père, trouvent dans les fils la même ardeur et le même dévouement. Ils ont su, et ils sauront les apprécier; et c'est ce qui vous fâche.

Vous osez vous donner l'air vous, Monsieur le Rédacteur, de prendre en main l'intérêt du canton de Piedicorte, tandis qu'à une époque, non bien éloignée de nous, et vous ne l'avez pas oubliée, je pense, vous avez dit sur une place publique que, quand même le Tavignano l'aurait emporté, vous n'auriez étendu la main pour empêcher la submersion.

Avant d'accuser un fonctionnaire public de détourner à son profit l'argent destiné au confectionnement d'une route, argent sacré, vous auriez dû puiser vos éclaircissements à des sources moins impures, et vous auriez dû savoir que ceux qui n'ont pas honte de correspondre avec vous sont des personnes qui ne se font pas scrupule de débiter le mensonge. Moi-même j'éprouve une certaine répugnance à entrer en lice, et me mesurer avec un homme qui ne rougit pas d'avouer des fautes honteuses, et qui toutefois se range pas à se corriger.

Pour ce qui concerne les travaux de la route,

je vous dirai, Monsieur, que l'argent alloué par le conseil-général a été intégralement dépensé; que si la route n'avance pas, c'est que les allocations de 1837 et 1838 n'ont pas été employées, et la raison c'est qu'on attendait la nomination du commissaire-voier, jugée nécessaire pour régler et surveiller les travaux.

Il est faux, complètement faux, et j'en réponds, que l'ouvrage fait par les habitants ait été porté en compte et payé sur les allocations départementales; si Monsieur le Préfet s'est emporté à la vue de la route, interrompue de distance en distance vers les points où elle se termine, c'est qu'il fut non moins surpris qu'indigné de savoir que certains propriétaires pour des biens minces intérêts s'étaient opposés au confectionnement de la portion de route qui touchait leurs propriétés. Soyez une autre fois moins prompt à donner cours aux accusations d'escroquerie.

Je vous prie, et au besoin je vous requiers d'insérer la présente dans votre plus prochain N°.

Veuillez en attendant, Monsieur le Rédacteur, me croire avec les sentiments qui vous sont dus.

Le maire de Piedicorte de Caggio,

MASSIANI.

Piedicorte, le 23 août 1838.

L'administration des forêts de la Corse, vient de mettre en adjudication, pour les 17, 21 et 24 septembre prochain à Ajaccio, la coupe de 2,120 arbres forestiers, presque tous de l'âge de 200 ans et de l'essence suivante.

Pins laricio . . . . .	1,100
Pins maritimes . . . . .	720
Chênes . . . . .	300

L'administration des ponts-et-chaussées vient de mettre en adjudication pour le 15 septembre prochain, les travaux à faire sur la route royale de Calvi à Corte, par *ponte alla Leccia*: construction entre la *bocca san Colombano*, et le profil n° 536, sur une longueur de 4,684 mètres 90 centimètres; le total des dépenses s'élève à 130,000 fr.

Le même jour auront lieu les adjudications suivantes:

1 <sup>re</sup> Route royale d'Ajaccio à Bastia: Construction entre le torrent de Gira et la <i>Casa Mosca</i> , sur une longueur de 5,574 m. 73 c. La dépense s'élève à . . . . .	58,000
2 <sup>de</sup> Même route: Construction entre <i>St Quilico</i> et le pont <i>Francardo</i> , sur une longueur de 4,615 m. La dépense s'élève à . . . . .	45,000
3 <sup>de</sup> Même route: Construction entre <i>Ponte alla Leccia</i> et <i>Ponte Novo</i> , sur une longueur de 3,033 m. La dépense s'élève à . . . . .	38,000
	261,000

LONDRES, 16 août. — La reine s'est rendue aujourd'hui 16 août au parlement pour le proroger. Elle a prononcé le discours suivant:

Milords et Messieurs, L'état des affaires publiques me met à même de clore cette longue et laborieuse session. Je dois déplorer que la guerre civile en Espagne forme une exception à la tranquillité générale. Je continue de recevoir de toutes les puissances étrangères les plus fortes assurances de leur désir de maintenir avec moi les relations les plus amicales. Les troubles et insurrections qui ont éclaté malheureusement dans le Haut et le Bas-Canada, ont été promptement réprimés et j'entretiens le plus grand espoir que des mesures fermes et ju-

dicieuses me donneront le pouvoir de rétablir une saine constitutionnelle de gouvernement que des événements malheureux m'ont forcé de suspendre pendant un temps.

Je me réjouis des progrès qui ont été faits dans mes possessions coloniales pour l'entière abolition de l'apprentissage des noirs.

J'ai observé avec la plus grande satisfaction, l'attention que vous avez donnée aux améliorations des institutions intérieures du pays. Je pense que l'adoucissement de la loi sur l'emprisonnement pour dette, sera favorable à la liberté de mes sujets, et à la sécurité du crédit commercial; et que l'église établie tirera une nouvelle force et une plus grande influence de la restriction d'accorder la pluralité des bénéfices.

J'éprouve un grand plaisir à donner mon assentiment à la loi pour les secours aux pauvres d'Irlande. Je me flatte que ses dispositions ont été si bien établies et qu'elles s'exécuteront si prudemment qu'elles ne nuiront pas à la prospérité du pays. Je tiens à soulager la détresse, elles tendront à maintenir l'ordre et à encourager les habitudes de travail.

Je pense aussi que l'acte que vous avez passé, relatif aux compositions pour la dime en Irlande, accroîtra la sécurité de cette propriété et assurera la paix intérieure.

Messieurs de la Chambre des Communes, je ne puis assez vous remercier pour votre empressement et votre générosité à pourvoir aux dépenses de ma maison, et au maintien de l'honneur et de la dignité de la couronne, je vous offre ma plus vive reconnaissance pour l'augmentation que vous avez votée pour le revenu de ma mère bien aimée.

Je vous remercie pour les subsides que vous avez votés pour les services publics ordinaires et aussi pour la promptitude avec laquelle vous avez donné les moyens de faire face aux dépenses extraordinaires, devenus nécessaires par la situation de nos possessions du Canada.

Milords et Messieurs, les diverses et utiles mesures que vous avez prises en considération tandis que le règlement de la liste civile et la situation du Canada exigeaient notre grande attention, sont une preuve satisfaisante de votre zèle pour le bien public. Vous êtes si bien pénétrés des devoirs que maintenant nous réclamons, à l'égard de vos comités respectifs, qu'il n'est par nécessaire de vous les rappeler pour les remplir, vous pouvez avec sécurité vous reposer sur mon jeune appui, et il reste seulement à exprimer l'humble espérance que la divine providence veuille sur nous tous et seconde nos efforts unis pour la prospérité de notre pays.

TOULON, 25 août. — (Correspondance particulière de l'Insulaire.)

Le bateau à vapeur des finances, le *Scamandre*, commandé par M. Maffre lieutenant de vaisseau, a appareillé et fait route dans la nuit du 24 au 25 allant à Marseille.

Le bateau à vapeur le *Crocodile*, commandé par M. Savary, lieutenant de vaisseau, part demain, pour Alger, portant la correspondance et des passagers militaires.

Le Cutier le *Furet*, commandé par M. Rosteing, lieutenant de vaisseau, vient de recevoir l'ordre de mettre à la voile, et de faire route pour Tunis, ce bâtiment porte des dépêches.

Le paquebot du commerce, le *Pharamond*, est sorti du bassin ce matin, il y a été remplacé par le bateau à vapeur de l'état le *Stryx*.

Ce matin à 8 heures, tous les bâtiments du port et de la rade ont pavillé. Le vaisseau le *Diamant*, commandant la rade, et le bateau *Amiral*, ont fait un salut de 21 coups de canon, à l'occasion de l'heureux accouchement de S. A. R. la Duchesse d'Orléans.

## NOUVELLES DIVERSES.

Les points principaux sur lesquels se porte

l'attention de M. Blanqui dans son voyage en Corse, sont l'agriculture, les finances, les écoles, les prisons. Il se propose de visiter d'abord la portion de l'île la plus inculée, pour voir le parti qu'on pourrait en tirer et de quelles améliorations le pays est susceptible. Il adressera des communications à l'Académie des sciences morales et politiques, à mesure qu'il aura recueilli une masse de faits suffisants pour servir de base à une série d'observations sur chacun des points qui font l'objet de son voyage agricole et industriel.

(Presse)

Sa Majesté par décision Royale du 17 de ce mois vient d'accorder à M. le Prince de Joinville, capitaine de Corvette, le commandement de la *Crocodile*, Corvette de 24 canons. La *Crocodile* ira rallier prochainement l'escadre de blocus des côtes du Mexique, commandée par M. le contre-amiral Baudin. M. le Prince de Joinville partira pour Brest au commencement de la semaine prochaine. — Le séjour du prince au sein de sa famille n'aura pas été long. Le 16 juillet dernier S. A. R. arrivait à Paris après une navigation qui avait duré une année entière. Un mois après pour pour jour, le roi signait la décision qui l'appelle à de nouvelles fatigues et à de plus sérieux dangers. Le roi l'a voulu, mais l'impatient désir du jeune prince avait prévenu la décision royale. A la première nouvelle que la marine française allait prendre au Mexique une attitude plus menaçante, S. A. R. était accouru de Lunéville, venant réclamer avec ardeur sa place au milieu de nos marins et de nos soldats.

C'est là un généreux empressement et un noble exemple! mais c'est que nos princes savent aujourd'hui qu'à ce prix seulement ils peuvent se montrer dignes de commander aux armées et aux vaisseaux de la France!

La frégate la *Néréide*, qui va recevoir le pavillon de M. le contre-amiral Baudin, prendra 350 artilleurs de la marine à fond bord, à la destination du Mexique.

Une décision de M. le ministre de la guerre porte, qu'aucun congé à titre de soutien de famille ne sera plus délivré dans les régiments; mais les jeunes soldats reconnus comme indispensables à l'assistance de leurs familles recevront par chaque classe un nombre double d'autorisations de rester dans leurs foyers.

A l'occasion de l'anniversaire de la fête de l'empereur Napoléon, une nombreuse réunion d'anciens militaires a eu lieu à Hasselt le 15 de ce mois. Un souper frugal et dont le pain de munition faisait pour ainsi dire les honneurs, réunissait 104 convives. Chaque bataille mémorable y avait son représentant; chaque guerre, ses partisans et ses administrateurs. Un soldat de Fleurus a porté un toast à Louis-Philippe protecteur des vétérans de la vieille armée, ce toast, ainsi que celui porté au maréchal Soult, a été accueilli par d'unanimes applaudissements, des chansons patriotiques et militaires dans toutes les langues de l'Europe, ont terminé cette réunion fraternelle.

## VARIÉTÉS.

UN PARISIEN EN PROVINCE.

(Suite.)

Le voici arrivé à Moulins: c'est sa première étape, le point de départ de ses explorations d'artiste. En se séparant de ses compagnons de voyage il leur laisse pour adieu sa carte de visite; et chacun de lire avec empressement, au centre du velin sacré, les caractères microscopiques qui lui révèlent le nom inconnu d'un si grand homme. Il s'est déjà fait conduire à la porte d'un antiquaire, pour lequel un ami de son père lui a donné une lettre de recommandation. Il se précipite avec fracas au milieu du cabinet du grave provincial: il lui saisit la main en lui disant: Père

salut, et en ajoutant : Je suis Anatole du Poiret comme un autre dirait je suis Châteaubriand ou Lamartine. En même temps il a remis une lettre. Le savant, un peu stupéfait, ouvre l'épître et lit : « Je vous recommande M. Anatole du Poiret, surintendant au ministère des finances, se disant homme de lettres et voyageant pour son plaisir et son instruction. Son père est un riche capitaliste de mes amis. Quant à mon commandé, c'est le parisien, le plus innocent, le plus naïf qui se soit jamais échappé hors barrière. Veuillez lui servir dans votre province de Cicéron et de Mentor : il a grand besoin de l'un et de l'autre. » Pendant cette lecture, notre voyageur avait découvert sur la cheminée de l'antiquaire un paquet de cigares et une boîte d'allumettes à friction ; il s'était empressé d'user des droits de l'hospitalité, et quand son hôte se tourna vers lui pour se confondre en offre de service, il reçut dans la figure un nage de fumée avec cette apostrophe : « Mon cher, vous avez la d'excellent tabac de contrebande. A quelle heure diable vous ? J'ai un appétit d'enfer. »

Le voilà donc installé sans cérémonie, et l'on comprend l'empressement que met le provincial à faire à son jeune hôte les honneurs de sa table, de sa maison, de sa ville. Il lui verse de son meilleur vin, il le met en relation avec tous les savants et les artistes de l'endroit ; il le promène partout, de l'église à la bibliothèque, de la bibliothèque au théâtre, du théâtre au vieux château. Voici le mausolée de Montmorency, voici un vitrail que l'on croit avoir été peint sur des cartons de Léonard de Vinci ; voici un tableau précieux de Ghirlandajo le maître de Michel-Ange ; voici la fameuse bible qui a figuré au concile de Constance ; voici la tour des Archambaud, le pavillon du comte de la Roche. Le parisien savourait avec délices le nectar de l'hospitalité, prodigue les poignées de main aux amis de son ami, s'extasiait à chaque pas, à chaque démonstration de son compatriote Cicéron, et prend des notes en courant. A la nuit venue de ses étonnements, se mêle le plus aimable sans façon. Il n'y a que le parisien pour avoir hors de chez soi cette aisance, cette facilité de grand seigneur, c'est que le parisien extérieurement convaincu du droit imprescriptible qu'il apporte en naissant de traiter la province en suzerain. Au milieu du cabinet de son hôte, notre voyageur fut saisi tout à coup de la fièvre archéologique, et il en conta à son ami plus d'un bronze impérial, plus d'un camée antique, plus d'une relique précieuse que notre voyageur s'adonna sans plus de cérémonie que s'il se fût agi d'un cigare de contrebande : l'antiquaire prit le parti de mettre ses cartons sous clé et de fermer soigneusement ses armoires.

(La suite au prochain numéro.)

#### THÉÂTRE DE BASTIA.

Monsieur Cucchi, entrepreneur du théâtre de Bastia, vient d'arriver tout récemment d'Italie où il a été engagé une troupe de chanteurs pour la saison théâtrale qui s'ouvrira vers le 15 du mois d'octobre prochain.

Les noms des chanteurs que nous donnons ci-après et dont quelques uns sont si avantageusement connus en Italie, témoignent hautement du zèle et de la capacité de M. Cucchi.

Les amateurs de la bonne musique ; les véritables dilettanti en un mot, seront charmés de trouver parmi ces noms ceux des dames Salvatore et Sadetti, et nous ajouterons même celui de M. Gasperini que nous connaissons déjà et qui tout récemment encore a été fort applaudi sur le grand théâtre de Parme.

M. Cucchi n'a reculé devant aucune sorte de sacrifices pour mériter la bienveillance du public de Bastia. Le public de son côté saura le récompenser, et nous sommes sûrs de ne pas nous tromper en prédisant à M. Cucchi de fortes et abondantes recettes.

Voici la liste des chanteurs :

Prima Donna Smeralda Salvatori.

Prima Donna Contralto Letizia Sudetti.  
Seconda Donna Caroline Landini.  
Primo Tenore Pierre Gasperini.  
Autre 1<sup>er</sup> Tenore François Rossi.  
Primo Basso Cantante Vincent Merai.  
Primo Basso Comico Joseph Bertini.  
Secondo Basso Cantante François Barantini.  
Primo Violino Jean Cinatti. (1)

#### ANNONCES ET AVIS DIVERS.

##### AVIS AU PUBLIC.

Par suite des ordres donnés par M. le Directeur de l'administration des Postes, le départ et l'arrivée du paquebot à vapeur, à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain, a été fixé ainsi qu'il suit :  
Départ de Toulon le jeudi  
Arrivée à Bastia le vendredi.  
Retour de Bastia le dimanche.  
Arrivée à Toulon le lundi.  
A partir de la même époque les départs sur Ajaccio, auront lieu de Toulon les dimanches et d'Ajaccio les jeudis.

L'an mil huit cent trente huit, le vingt cinq du mois de juin à Corte, au greffe du tribunal civil de première instance.

Par devant nous Santelli, Greffier du dit tribunal ; est comparu M. Colonna d'Ornano procureur du roi au même siège et nous a remis pour rester déposée en ce greffe l'expédition en forme authentique de l'acte de vente passé le douze avril dernier, par devant M<sup>re</sup> Giudicelli et Canale notaires en cette ville en faveur du département de la Guerre, par le sieur Charles Dominique Palazzi, propriétaire, domicilié et demeurant à Corte, de toute sa maison avec toutes ses appartenances et dépendances, situées dans la citadelle de Corte, sous les tenans et aboutissants énoncés dans le dit acte, moyennant le prix de huit cent cinquante francs quatre vingt onze centimes. Du quel dépôt nous avons dressé acte à M. le procureur du roi et en avons dressé le présent qu'il a signé avec nous, les jours, mois et ans que dit est.

Signés : COLONNA D'ORNANO et SANTELLI.  
Enregistré gratis à Corte le vingt cinq juin 1838. Folio 99 verso case 8.

Signé : ORNANO.  
Pour extrait conforme,  
Le greffier du tribunal  
Signé : SANTELLI.

L'acte du dépôt ci-dessus a été affiché dans l'auditoire du tribunal de première instance de l'arrondissement de Corte et signifié aux parties ainsi qu'à M. le procureur du roi près le dit tribunal par exploit de Casabianca huissier à Prunelli canton de Prunelli, le dix sept août 1838, à Corte le dix huit du même mois, le tout dûment enregistré.

#### A VENDRE.

La tartane l'Espoir en Dieu de la portée de 22 tonneaux avec ses agrès.  
S'adresser à M. Guaitella expéditionnaire sur le port.

Il signor Andrea Santa Maria del comune di Oletta, previene il pubblico avere smarrito fino dal 4 o 5 del corrente agosto, due giovenchi, che uno di anni 4, e l'altro di anni 3 : il primo di pelame rosso, coll'orecchia destra spaccata e la sinistra recellata con una piccola insacca per la parte posteriore di ciascuna orecchia. Il secondo di pelo bruno brondino ma coi medesimi contrassegni dell'altro sopra le orecchie.

(1) Nous venons d'apprendre que cet artiste a été employé par le grand-duc de Toscane et qu'il ne pourra plus venir. M<sup>re</sup> Cucchi le remplacera immédiatement.

Sono pregate le autorità municipali d'inviare se tali bestie sono giunte o potessero giungere nelle loro giurisdizioni ed in questi casi si degneranno prevenirne o il proprietario stesso o il gerente del giornale.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

##### ARRIVÉES.

Du 15 au 22 Août 1838.

TOULON, Bateau à vapeur le *Var*, cap. Valzi.  
PORTO-VECCHIO, Bombarde St. Charles, cap. Erza.  
PORTO-VECCHIO, Tartane *Virgès-des-Carmes*, cap. Moneglia.  
AJACCIO, Goëlette d'Etat l'*Etoile*, cap. Denant-lieutenant de vaisseau.

##### DÉPARTS.

TOULON, bateau à vapeur le *Var*, cap. Valzi.  
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoleon*, c. Lota.  
Id. Bœuf St. Joseph, c. Bertocci.  
VENZOLASCA, Tartane la *Divine providence*, c. Guizot.  
Id. Brick-Goëlette le *Printemps* cap. Cambiaggio.  
Id. Mistick l'*Antoinette*, c. Caratini.  
GÈNES, Gondole la *Conception*, c. Straforelli.  
AJACCIO, Id. la *Misericorde*, c. Lorenzi.  
CERVIONE, Goëlette la *Rubertine*, c. Oliva.

Arrivées du 22 au 29 août.

VENZOLASCA, mistick l'*Antoinette*, Caratini.  
Idem. brick-goëlette le *Printemps*, Cambiaggio.  
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoleon*, c. Lota.  
VENZOLASCA, goëlette la *Rubertine*, c. Oliva.  
TOULON, bateau à vapeur *Golo*, cap. Valzi.  
BONE, brick l'*Africain*, cap. Gimelli.  
RIO (Ile d'Elbe) tartane l'*Ange Raphaël*, Soldani.

Départs du 22 au 29 août.

TOULON, bateau à vapeur le *Var*, cap. Valzi.  
LIVOURNE, brick-goëlette le *Théodore*, Benoit.  
AJACCIO, gondole St. Joseph, Benedittini.  
CERVIONE, idem. idem. c. Paoli.  
ILE-ROUSSE, bœuf l'*Assomption*, c. Lambert.  
CETTE, gondole idem. c. Sactoni.  
Idem. brick goëlette le *Printemps*, Cambiaggio.  
TOULON, brick l'*Africain*, cap. Gimelli.

#### NAVIRES EN CHARGES.

MARSEILLE, Partira dans le courant de la semaine prochaine la goëlette la *ville de Bastia*, cap. Zuani.

Pour y charger et prendre passage s'adresser à M. Guaitella expéditionnaire sur le port.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia — Imprimerie de F. Fabiani.

MERCREDI 5 SEPTEMBRE 1838.

#### ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corresp<sup>de</sup> de LEPALLETTIER BOURGEOIS et C<sup>ie</sup>, Place de la Bourse N<sup>o</sup> 5.  
P. DESCHAMPS et C<sup>ie</sup> rue Galvès N<sup>o</sup> 13  
P. LEBLANC et C<sup>ie</sup> Boulevard des Capucines N<sup>o</sup> 207, où l'on reçoit les annonces pour l'insulaire français.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CINQUIÈME ANNÉE, N<sup>o</sup> 199.

#### PAIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Pris d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



#### COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

Le cœur encore plein d'émotions, nous ne pourrions dans ce moment dire, ni écrire, ni exprimer dignement, les sentiments d'amour et de reconnaissance que nous inspire le nouveau bienfait dont S. M. vient de doter la ville de Bastia. L'ordonnance du 24 août dernier, que nous transcrivons ci-après, ainsi que le rapport qui la précède, marquera en traits ineffaçables parmi nous, l'ère nouvelle qui va s'ouvrir devant nos enfants dont la jeune intelligence conservera à jamais, nous en sommes sûrs, le souvenir. Sans doute, ceux qui connaissent la noble bonté, la vive sollicitude que renferme le cœur du roi, savent avec quel empressement il saisit toutes les occasions de réparer les maux qu'un injuste et trop longoubli nous a causés. Sans doute, ceux qui connaissent combien le prince royal, à été profondément ému de la réception qu'il reçut en Corse, savent avec quelle magnanimité il daigne s'occuper de l'amélioration de notre île. Mais, cette royale bienveillance, ce nouveau témoignage d'intérêt tout paternel dont nous venons d'être l'objet, à l'occasion de la naissance du comte de Paris, doit frapper tous les yeux, parler à toutes les consciences, et leur apprendre quel avenir de bonheur et de prospérité attend notre pays sous la dynastie d'Orléans. Ce fait, est à notre avis, tellement significatif, que nous en espérons l'apaisement de toutes les passions haineuses qui agitent le pays depuis quelques temps. Maintenant que le roi et le prince royal ont montré ce qu'ils sont pour nous, montrons à notre tour au roi et à son auguste famille, ce que nous sommes et qu'à besoin serions pour eux. Qu'un cri unanime s'élevant du sein de la Corse, répète aux Tuileries, ces généreuses paroles de M. le ministre de l'Instruction publique : *Les habitants de cette île sont de ceux qui s'attachent par le bien qui leur est fait.*

#### RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Le gouvernement de Votre Majesté n'a cessé de s'occuper de la Corse pour porter à ses habitants, si éminemment français de cœur, tous les bienfaits de la civilisation française. Mon département a secondé avec zèle les vues de votre bienveillante sagesse. Un rectorat a été donné à la Corse. L'école Paoli a été instituée. L'enseignement

primaire a été propagé dans tous les cantons les plus sauvages avec un dévouement admirable. J'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté de faire plus, et de doter la Corse d'un collège royal.

La Corse sollicite vivement cette faveur. La ville de Bastia qui possède un vaste local, propose des sacrifices considérables, dont seulement une partie me paraît devoir être acceptée. Dans les limites actuelles de mon budget, cette création peut avoir lieu sans nouvelles allocations.

Jusqu'à présent, on avait cru politique de mettre en quelque sorte les Corses en demeure de venir chercher l'Instruction secondaire sur le sol de la France continentale. Il paraît à Votre Majesté plus digne de son gouvernement, et plus conforme à ses maximes, d'envoyer l'Instruction chercher les Corses et s'établir à leurs foyers. Nos concitoyens de cette île sont de ceux qui s'attachent par le bien qui leur est fait, et il convient que cet utile établissement leur soit donné le jour où sont comblés les vœux les plus chers du premier prince français qui, sous aucun régime, ait visité la Corse. Le voyage de Mgr. le duc d'Orléans y a laissé un souvenir profond. Il est bien de lier à la naissance de Mgr. le Comte de Paris, l'établissement de moyens nouveaux d'Instruction au profit d'une contrée qui a tant fait pour la gloire de la France.

Le ministre de l'Instruction publique, grand maître de l'Université.  
SALVANDY.

#### ORDONNANCE DU ROI.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,  
A tous présent et à venir, salut.

Vu les décrets des 17 septembre 1808 et 15 novembre 1811 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'Instruction publique,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le collège communal de Bastia est érigé en collège royal de troisième classe, et jouira de tous les droits et avantages attribués aux collèges royaux.

Art. 2. Ces dispositions n'auront leur effet qu'après que la ville de Bastia aura fondé, dans le collège, un certain nombre de bourses à la nomination du roi, pour l'entretien desquelles une somme de douze mille deux cents francs sera portée, chaque année, au budget communal, et qu'il aura été reconnu contradictoirement par les autorités locales et par les agents de l'Université : 1<sup>o</sup> que l'établissement a été mis, par des constructions nouvelles, en état de recevoir au moins 150 élèves internes ; 2<sup>o</sup> que les bâtiments sont appropriés à leur destination, et qu'ils sont garnis d'un mobilier suffisant, y compris bibliothèque, cabinet de physique et laboratoire de chimie.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'état au dé-

partement de l'Instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au palais des Tuileries, le 24 août 1838.

LOUIS PHILIPPE.

Par le Roi :

Le ministre secrétaire d'état au département de l'Instruction publique,  
SALVANDY.

La création d'un troisième collège électoral est aussi nécessaire que la séparation de la Corse en deux départements. Tous les hommes qui s'occupent des véritables intérêts du pays, se rencontrent dans l'expression de ce double vœu. Le conseil-général en a été plusieurs fois l'interprète. Notre journal a plusieurs fois signalé les nombreux avantages, dont le pays a été privé par le décret qui réunit deux départements en un seul. Cette unité administrative de laquelle on semblait espérer tant de bien, nous a toujours paru une combinaison désastreuse. On ne saurait la justifier ni par des raisons d'économie, ni par des raisons d'utilité générale. Le décret qui plaça le chef-lieu administratif dans la ville d'Ajaccio, c'est-à-dire sur la limite la plus reculée de l'île, à une distance considérable des deux tiers de la population, qui séparent de la préfecture une montagne élevée, dont l'abondance devient aussi difficile que dangereux aux approches de l'hiver, et un espace de deux jours de marche ; ce décret, disons nous, fut jeté comme un point d'arrêt dans la voie du progrès et de la civilisation. Aussi, n'a-t-il cessé de devenir le sujet des plus vives critiques et des plus justes réclamations.

Il en est de même des restrictions mises au régime électoral, en ce qui nous concerne. Pendant la restauration nous n'avions que des députés remarquables seulement par leur complète nullité. Il faut le dire, si le général Sebastiani n'eût pas allé s'asseoir sur les bancs de la Chambre, à côté des orateurs constitutionnels, la France se demanderait encore, si à cette époque nous avions des représentants ; tant les électeurs furent malheureux dans leur choix. Le pays dut souffrir longtemps de leur incapacité. Nulle amélioration réelle, nul projet d'intérêt général, exclusion des Corses de toutes les places importantes, refus de les admettre au partage des garanties constitutionnelles, maintien de toutes les lois d'exception, dédain injurieux pour les illustrations na-